

Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

Un entretien avec le président syrien Hafez El Assad

(Suite de la première page.)

— Vous ne m'avez toujours pas vraiment dit ce que vous reprochez à Arafat, ou, si vous ne voulez pas parler des personnes, à sa politique...
— Nous menons, lui et nous, deux politiques absolument contradictoires : mais notre politique palestinienne a l'accord de tous les combattants présents en Syrie et au Liban, c'est-à-dire de tous les militants qui exercent une influence réelle dans la lutte pour la cause palestinienne.
— Nous ne voulons pas pour autant dicter sa politique à Arafat. C'est son affaire et celle des organisations palestiniennes. Mais il est naturel que nous soutenions ceux qui, à notre sens, incarnent la lutte palestinienne.
— Nous sommes historiquement

Pas de retrait simultané du Liban

— En dehors du cadre de ce règlement global, estimez-vous possible un retrait simultané, total ou partiel, des troupes syriennes et israéliennes du Liban ?
— Nous croyons que la question libanaise doit être séparée du problème du Moyen-Orient. Mais nous refusons tout rapport entre notre présence au Liban et celle d'Israël. Nous sommes intervenus en tant que force neutre, sur la demande des autorités et du peuple libanais, alors que les forces d'invasion israéliennes l'ont fait pour opprimer le peuple libanais et les Palestiniens présents au Liban, en agissant au pays arabe indépendant et souverain, membre de l'ONU et de la Ligue arabe.

— Les Israéliens et les Américains comprennent les raisons de notre refus : il exprime une volonté populaire arabe prenant appui sur une histoire, une langue, des intérêts et une destinée communs. Les Français devaient particulièrement connaître les liens qui unissent la Syrie et le Liban dans le cadre de notre appartenance commune à la nation arabe.

— A propos de ces relations, il semble que la Syrie n'a pas vraiment reconnu l'indépendance du Liban puisqu'elle n'a toujours pas d'ambassade à Beyrouth, ni le Liban d'ambassade à Damas.

— Je viens de rencontrer le premier ministre libanais en sa qualité de premier ministre d'un Etat indépendant et souverain. Auparavant, j'avais reçu le président de la République. Je ne comprends pas pourquoi vous réduisez nos relations avec le Liban à la mesure d'un bureau où nous installerions un certain nombre de fonctionnaires. Le Liban est un Etat indépendant. Mais cela ne veut pas dire que nous ne formons pas un seul peuple. Personne ne peut rompre les liens existant entre nos deux pays. Je n'en veux pour preuve que la dernière invasion israélienne, qui a été soutenue par les Etats-Unis et l'OTAN non seulement sur le plan politique, mais encore sur le plan militaire.

— Le peuple libanais ne peut pas se séparer de son contexte arabe. Quand nous parlons de contexte

attachés à la cause palestinienne car c'est notre propre cause, au même titre que celle de tout Palestinien. Sinon, nous ne serions pas prêts, comme citoyens syriens, à verser notre sang pour elle.

— Croyez-vous possible, dans un proche avenir, un règlement arabo-israélien qui résoudrait la question palestinienne ?

— Assurément. Tout règlement du conflit arabo-israélien doit nécessairement englober la question palestinienne. Nous avons affirmé à plusieurs reprises que nous voulions une paix juste fondée sur les résolutions des Nations unies. Nous avons entrepris avec d'autres pays arabes et étrangers des actions dans ce sens, mais elles ont toujours buté sur l'expansionnisme israélien et le soutien illimité que lui donnent les Etats-Unis.

arabe, nous entendons la partie la plus proche et la plus essentielle de ce contexte, en d'autres termes la Syrie. Lorsque nous avons lutté contre les colonialismes ottoman et français, nous l'avons fait à travers des partis, des organisations et des formations communes.

— Il n'y a jamais eu de frontière pour séparer les citoyens syriens et libanais. Mais dans le double cadre de notre appartenance à une seule et même nation arabe et de cette relation spécifique entre les deux pays, au niveau de l'histoire, de la langue, de la destinée et des intérêts, nous voudrions que le Liban soit un Etat indépendant et souverain dont rien n'entache l'indépendance. Aucune ambassade syrienne au Liban n'est susceptible de résoudre les problèmes syro-libanais. C'est dès la proclamation de l'indépendance des deux pays qu'il a été convenu qu'ils n'entreprendraient pas d'ambassades.

— C'est cette particularité qui étonne certains.

— Elle illustre les liens profonds existant entre nos deux pays. En réalité, nous avons des contacts quotidiens avec les responsables libanais au niveau des ministres, premiers ministres et même des présidents de la République. Un ambassadeur ne pourrait pas se substituer à eux.

— Vous avez mentionné la récente visite à Damas de M. Karameh. La normalisation de la situation au Liban paraît avancer. Vous n'y êtes pas pour rien.

— Oui. Les choses vont de mieux en mieux. Nos frères libanais connaissent notre volonté de les aider. Nous leur avons dit notre volonté de poursuivre dans ce sens. Grâce à la collaboration avec eux, quel que soit leur bord, nous les avons amenés à dialoguer.

— Et pour ce faire, vous avez exercé sur les uns et sur les autres, de temps en temps, quelques sévères pressions...

— Nos relations avec les Libanais sont des relations fraternelles, elles impliquent des discussions, un dialogue continu, au terme desquels nous aboutissons à des conceptions communes. Nous n'avons pas le sentiment d'avoir exercé des pressions.

La majorité des Libanais savent que nous soutenons leurs intérêts

— A la conférence de Lausanne, certains participants ne cherchaient qu'à éliminer les autres. Pour les amener à faire partie d'un même gouvernement, vous avez tout de même dû avoir recours à des arguments de poids...

— La majeure partie des Libanais est convaincue à présent que nous soutenons les intérêts libanais.

— Mais comment avez-vous réussi à les convaincre ?

— Par la patience, l'effort et le sentiment de fraternité. Nous avons été aidés en cela par le fait que nous comparaissons à leurs douleurs : c'est là la différence essentielle entre nous et d'autres qui cherchent le bien du Liban mais ne sont pas prêts à faire de la question libanaise leur préoccupation quotidienne. Certains, y compris des gens qui sont considérés comme nos amis, avaient adopté à Lausanne des positions qui ne sont pas de celles que nous estimons utiles. Nos rapports n'ont pas changé pour autant. La discussion s'est poursuivie entre nous, ce qui prouve que nous cherchons à convaincre, non à contraindre.

— Reste que, durant la guerre civile libanaise, vous êtes allés au-delà du stade du seul effort de conviction, puisque vous êtes intervenus à plusieurs reprises.

— Nous sommes intervenus à la demande des autorités légitimes. Là, il est nécessaire de revenir à l'his-

toire : le président de la République, qui était alors M. Soleimane Frangieh, et le premier ministre, M. Karameh, ont réclamé avec insistance notre intervention. Nous n'avons pas répondu à cet appel avec beaucoup d'enthousiasme. L'envoi de nos troupes au Liban représentait un sacrifice. Et si vous avez en tête nos intérêts au Liban, laissez-moi vous dire qu'ils ne nécessitent pas la présence des forces syriennes.

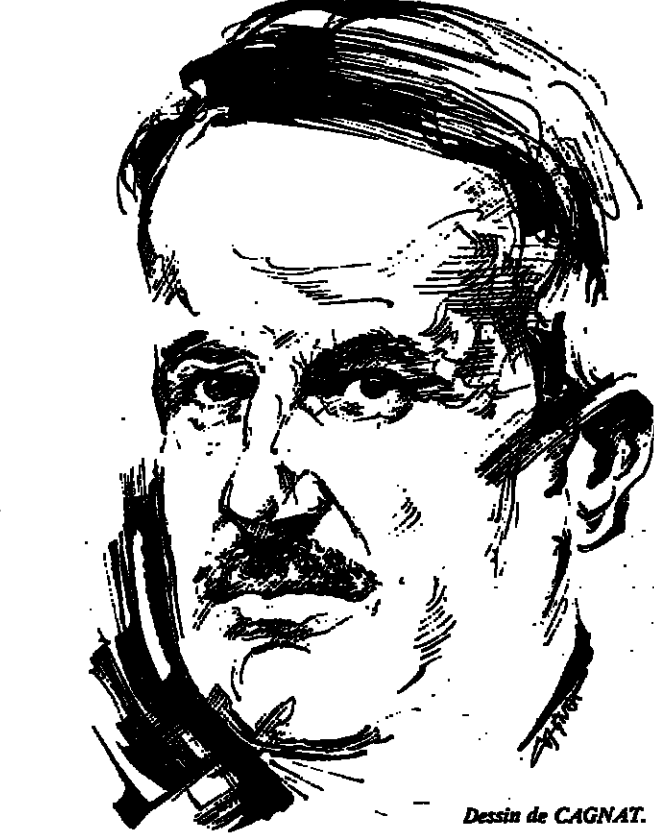
— Ce n'est pas des intérêts de la Syrie que je parle, mais de la nature des pressions « fraternelles » qu'elle a exercées sur les autres à s'entendre.

— L'objectif de notre intervention était la cessation de la guerre civile. Certaines parties ont cherché à exploiter notre présence en vue d'en liquider d'autres. Ce que nous voulions, c'était empêcher les massacres et l'oppression. Il était impensable que notre rôle se limite à fournir à un camp un outil contre l'autre. C'est ce qui a entraîné des affrontements entre nous et certaines tendances libanaises. La meilleure preuve de notre impartialité et du caractère fraternel de notre aide pour arrêter les combats réside dans le fait que les deux camps en présence se sont opposés tour à tour à nous.

— Si nous n'avions songé qu'à notre intérêt immédiat, nous aurions permis la victoire de l'un ou de l'autre. Ce n'est pas ce que nous

avons fait. Ce que nous voulons, c'est amener toutes les catégories, toutes les parties en présence, toutes les confessions à coexister au Liban, à y développer un régime politique conforme à leurs intérêts. Nous avons été placés sans nul doute dans une position critique, car, après avoir mis un terme à la guerre civile, les parties en présence auraient dû discuter des moyens d'instaurer la paix. Nous avons à maintes reprises encouragé le pouvoir libanais à aller dans ce sens en l'assurant de notre soutien malgré les circonstances difficiles auxquelles il était confronté.

— Il n'y a malheureusement pas eu à ce stade d'initiative réelle de la part des responsables libanais. Nous leur avons dit à maintes reprises que nous étions venus les aider en tant qu'Etat et qu'autorité libanaise légale, mais que nous ne prendrions pas à leur place les décisions propres à sauver le Liban. Nous avons eu des discussions nombreuses entre nous. Ils auraient pu, à notre sens, agir davantage pour la paix : en tout état de cause, nous avons toujours affirmé que l'entente nationale était la meilleure voie pour y parvenir.



Dessin de CAGNAT.

— S'il y a eu des pressions, ce sont eux qui les ont exercées sur nous, et non l'inverse. Mais nous nous sommes toujours opposés aux pressions visant à infléchir notre politique. Et malgré les pressions considérables subies par le Liban, nous avons certainement épargné des milliers de victimes. Nous en avons payé le prix.

— Venons-en aux élections israéliennes. Croyez-vous qu'elles puissent amorcer un changement dans la situation de la région ?

— Rien n'annonce une initiative de paix dans un proche avenir. Les organisations israéliennes renchérissent dans le sens du renforcement et de la militarisation d'Israël. Face à ces grands problèmes, elles ont toutes une attitude identique. L'électorat israélien ne trouve pas, pour guider son choix, de différence essentielle dans ces domaines. Certains insistent bien sur des détails qui les distingueraient des autres. Mais ce n'est pas suffisant pour cacher leur concordance de vue vis-à-vis des grands problèmes.

— Quelqu'un par exemple appelle à l'arrêt des colonies de peuplement, tout en se gardant de dire que l'idée même de l'implantation est fautive à la base et qu'elle ne reprendra pas à l'avenir. Le désaccord ne porte pas donc sur l'idée elle-même. On pourrait citer beaucoup d'autres exemples. Rien ne changera tant qu'Israël n'aura pas perdu tout espoir de réaliser le Grand Israël, du Nil à l'Euphrate. Il y a seulement deux ou trois jours, Shamir a fait allusion à ce Grand Israël en rendant hommage à Begin. D'ailleurs, lorsqu'on lui a demandé, il y a deux ou trois ans, en France, pourquoi les Israéliens ne définissaient pas leurs frontières, le même Shamir avait répondu : « Mais elles sont toutes définies dans la Bible... ». On a pu l'entendre récemment dans un débat télévisé entre Shamir et Pères, diffusé par la télévision française.

— En 1967, Moshe Dayan, alors ministre de la guerre d'Israël, déclarait aux soldats israéliens, lors de la première visite qu'il leur rendait après l'occupation du Golan : « Nos prédécesseurs ont réalisé l'Israël des frontières de 1948, notre génération celui des frontières de 1967 ».

C'est-à-dire Israël qui a conquis le Golan, le Sinai, la Cisjordanie et la bande de Gaza, il vous incombe de vous en débarrasser. — Dayan était travailliste.

— Quelle appréciation portez-vous sur le rôle des grandes puissances dans la région ?

— Le rôle de l'Union soviétique est constructif. Elle travaille pour la paix, elle s'oppose à l'agression et à l'occupation de territoires par Israël, elle soutient effectivement les initiatives pacifiques réelles présentées dans la région.

— Les Etats-Unis fournissent à Israël des quantités illimitées d'armes sophistiquées, ce qui contredit leur discours pacifique. La campagne électorale est actuellement l'occasion de surenchères quant aux armements et à la nécessité d'assurer la suprématie d'Israël.

— Nous avons fait savoir directement aux Américains ce que nous en pensions. L'Union soviétique a une opinion indépendante, c'est-à-dire qu'elle se concerte avec ses amis, mais qu'elle parvient à ses convic-

part aux élections américaines et au fait que les juifs occupent à l'intérieur des Etats-Unis des postes névralgiques dans les finances et l'information, peut-être même

Peu d'espoir dans la guerre du Golfe

— Un autre conflit persiste dans la région : la guerre du Golfe. Voyez-vous quelque espoir d'une issue ?

— Il ne semble pas que ce soit le cas. Nous avons cherché une issue depuis le premier jour de la guerre. Nous avons contacté, à cet effet, et sans tenir compte de nos relations alors mauvaises avec le régime irakien, personnellement et par téléphone, un certain nombre de responsables arabes, sans trouver de réponse satisfaisante. D'autres chefs et dirigeants arabes ont tenté d'approcher l'Irak et l'Iran. Mais Saddam Hussein a répondu : « Tout médiateur arabe dans cette guerre devrait être considéré comme traître ». J'ai alors dit aux dirigeants arabes que si nous nous rencontrions

l'armée. Ils constituent une masse organisée à l'intérieur dont l'influence est grande, bien qu'il existe naturellement des juifs hostiles au sionisme.

dans l'immédiat, à n'importe quel niveau — par exemple à celui des ministres des affaires étrangères — il serait possible d'aboutir à un règlement, mais que ce serait bien plus difficile à mesure que le temps passerait et qu'augmenteraient les pertes. Maintenant, les pertes sont considérables et toutes les médiations ont échoué.

— En ce qui concerne la Syrie, Saddam Hussein lui a déclaré la guerre comme il l'a fait à l'Iran. Il a rompu les relations et ordonné de battre les membres de l'ambassade syrienne à Bagdad dans l'enceinte même de cette ambassade, les y a tenus enchaînés et les y a photographiés. Je ne crois pas qu'il existe un précédent. Saddam a, en outre, esquissé une grande quantité d'explosifs vers la Syrie.

Le fondamentalisme musulman et les troubles de Hama

— Je voudrais maintenant vous interroger sur le fondamentalisme musulman. Considérez-vous qu'après les troubles qui se sont déroulés en 1982 à Hama la question en Syrie n'est plus d'actualité ?

— Nous éprouvons à l'égard de l'islam une fierté sans limites. Nous sommes d'accord avec tous ceux qui s'attachent à l'islam véritable et le comprennent tel qu'il est : progrès, hostilité à l'impérialisme et au sionisme, hostilité au colonialisme et à l'exploitation partout dans le monde, réel soutien de la justice dans le monde.

— Ceux qui ont une autre conception de l'islam n'en sont pas les partisans, mais les ennemis.

— Nous n'avons pas de problème aujourd'hui. Mais votre allusion à Hama appelle un court commentaire. Certains pensent de la répression à Hama. Je ne comprends pas comment on peut ainsi retourner la vérité.

— Lorsqu'un avion est détourné dans n'importe quel pays, on assiste à un tollé général. Lorsqu'une bombe explose dans une ville ou un village français, c'est aussi un tollé. On exige quotidiennement de lutter contre le terrorisme ; des rencontres et des conférences sont organisées à cet effet. Mais lorsque les Frères musulmans massacrent des centaines de personnes en Syrie, personne ne dit mot du terrorisme.

— Je me demande quelle position prendrait le gouvernement français s'il apprenait que des bandes terroristes massacraient les habitants d'une ville française, et y subjuguait les institutions du pouvoir. Il lui faudrait ou bien abandonner la ville à ces criminels et abdiquer en conséquence ses responsabilités vis-à-vis de la nation ; ou bien la libérer pour mettre fin aux maux de sa population.

— Ce qui s'est passé à Hama, c'est que des bandes de Frères musulmans ont attaqué les maisons d'un grand nombre de membres du Parti et d'autres forces progressistes, d'ouvriers et d'artistes et les ont assassinés chez eux. Elles ont en outre envahi ou assiégré des établissements publics. L'Etat s'est

acquitté de son devoir et s'est attaché à limiter au maximum les pertes. Il n'y avait pas d'autre choix que de débarrasser la ville de ces terroristes. Ce qu'a fait le gouvernement constitue pour lui un devoir fondamental en sa qualité de pouvoir légal.

— Sous de Gaulle, le gouvernement français a fait appel à des troupes françaises stationnées en Allemagne de l'Ouest pour leur demander de stationner autour de Paris pour faire face aux manifestations de mai 1968. Ces troupes ont-elles été appelées pour un devoir militaire ou pour leur utilisation face à d'éventuels développements ?

— J'avais l'intention de commencer par vous demander des nouvelles de votre santé. Mais après vous avoir vu en bonne santé et plein de dynamisme, je m'en suis abstenu. — Demandez toujours. De toute façon, je me porte bien, j'en ai le sentiment, et les médecins me l'assurent.

— Songez-vous pourtant à votre succession ?

— Absolument pas. Je ne m'en occupe pas pour cette simple raison que la Constitution syrienne, approuvée il y a douze ans par référendum, règle cette importante question.

— La direction du Parti, qui est élue par les activistes du Parti et qui est constituée de vingt et un membres, le Conseil du peuple, autorité législative suprême dans le pays, dont les membres sont élus au scrutin direct, posent la candidature de la personne de leur choix, l'approuvent et s'en remettent au suffrage universel. Si le candidat a obtenu la majorité, il est élu, sinon force leur est de poser une autre candidature.

— Le président Hafez El Assad conclut en exprimant la grande estime qu'il éprouve pour le peuple français et pour la lutte qu'il a menée pour sa liberté, ajoutant que c'est ce qui le porte à croire que ce peuple comprendra parfaitement la lutte de la Syrie et du monde arabe pour la libération de leurs territoires de l'occupation israélienne.

Propos recueillis par ANDRÉ FONTAINE.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4287-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 695872 F
Tél. : 246-72-23

PRUX DE VENTE A L'ETRANGER

Argentine, 3 000 \$; Belgique, 4 500 \$; Canada, 2 500 \$; Espagne, 1 700 \$; France, 1 700 \$; Allemagne, 1 700 \$; Italie, 1 700 \$; Japon, 1 700 \$; Royaume-Uni, 1 700 \$; Suisse, 1 700 \$; États-Unis, 1 700 \$; Australie, 1 700 \$; Brésil, 1 700 \$; Chili, 1 700 \$; Colombie, 1 700 \$; Costa Rica, 1 700 \$; Cuba, 1 700 \$; Danemark, 1 700 \$; Espagne, 1 700 \$; Finlande, 1 700 \$; Grèce, 1 700 \$; Hongrie, 1 700 \$; Inde, 1 700 \$; Indonésie, 1 700 \$; Israël, 1 700 \$; Italie, 1 700 \$; Japon, 1 700 \$; Mexique, 1 700 \$; Norvège, 1 700 \$; Pays-Bas, 1 700 \$; Pérou, 1 700 \$; Portugal, 1 700 \$; République Fédérale d'Allemagne, 1 700 \$; Royaume-Uni, 1 700 \$; Suède, 1 700 \$; Suisse, 1 700 \$; Taïwan, 1 700 \$; Thaïlande, 1 700 \$; Turquie, 1 700 \$; Union soviétique, 1 700 \$; États-Unis, 1 700 \$; Venezuela, 1 700 \$; Yémen, 1 700 \$; Zambie, 1 700 \$; Zimbabwe, 1 700 \$; Afrique du Sud, 1 700 \$; Arabie saoudite, 1 700 \$; Émirats arabes unis, 1 700 \$; Oman, 1 700 \$; Qatar, 1 700 \$; Bahreïn, 1 700 \$; Koweït, 1 700 \$; Jordanie, 1 700 \$; Liban, 1 700 \$; Syrie, 1 700 \$; Irak, 1 700 \$; Iran, 1 700 \$; Afghanistan, 1 700 \$; Pakistan, 1 700 \$; Bangladesh, 1 700 \$; Népal, 1 700 \$; Inde, 1 700 \$; Chine, 1 700 \$; Corée du Nord, 1 700 \$; Corée du Sud, 1 700 \$; Viet Nam, 1 700 \$; Laos, 1 700 \$; Cambodge, 1 700 \$; Thaïlande, 1 700 \$; Malaisie, 1 700 \$; Singapour, 1 700 \$; Brunei, 1 700 \$; Philippines, 1 700 \$; Maldives, 1 700 \$; Sri Lanka, 1 700 \$; Bangladesh, 1 700 \$; Népal, 1 700 \$; Inde, 1 700 \$; Chine, 1 700 \$; Corée du Nord, 1 700 \$; Corée du Sud, 1 700 \$; Viet Nam, 1 700 \$; Laos, 1 700 \$; Cambodge, 1 700 \$; Thaïlande, 1 700 \$; Malaisie, 1 700 \$; Singapour, 1 700 \$; Brunei, 1 700 \$; Philippines, 1 700 \$; Maldives, 1 700 \$; Sri Lanka, 1 700 \$; Bangladesh, 1 700 \$; Népal, 1 700 \$; Inde, 1 700 \$; Chine, 1 700 \$; Corée du Nord, 1 700 \$; Corée du Sud, 1 700 \$; Viet Nam, 1 700 \$; Laos, 1 700 \$; Cambodge, 1 700 \$; Thaïlande, 1 700 \$; Malaisie, 1 700 \$; Singapour, 1 700 \$; Brunei, 1 700 \$; Philippines, 1 700 \$; Maldives, 1 700 \$; Sri Lanka, 1 700 \$; Bangladesh, 1 700 \$; Népal, 1 700 \$; Inde, 1 700 \$; Chine, 1 700 \$; Corée du Nord, 1 700 \$; Corée du Sud, 1 700 \$; Viet Nam, 1 700 \$; Laos, 1 700 \$; Cambodge, 1 700 \$; Thaïlande, 1 700 \$; Malaisie, 1 700 \$; Singapour, 1 700 \$; Brunei, 1 700 \$; Philippines, 1 700 \$; Maldives, 1 700 \$; Sri Lanka, 1 700 \$; Bangladesh, 1 700 \$; Népal, 1 700 \$; Inde, 1 700 \$; Chine, 1 700 \$; Corée du Nord, 1 700 \$; Corée du Sud, 1 700 \$; Viet Nam, 1 700 \$; Laos, 1 700 \$; Cambodge, 1 700 \$; Thaïlande, 1 700 \$; Malaisie, 1 700 \$; Singapour, 1 700 \$; Brunei, 1 700 \$; Philippines, 1 700 \$; Maldives, 1 700 \$; Sri Lanka, 1 700 \$; Bangladesh, 1 700 \$; Népal, 1 700 \$; Inde, 1 700 \$; Chine, 1 700 \$; Corée du Nord, 1 700 \$; Corée du Sud, 1 700 \$; Viet Nam, 1 700 \$; Laos, 1 700 \$; Cambodge, 1 700 \$; Thaïlande, 1 700 \$; Malaisie, 1 700 \$; Singapour, 1 700 \$; Brunei, 1 700 \$; Philippines, 1 700 \$; Maldives, 1 700 \$; Sri Lanka, 1 700 \$; Bangladesh, 1 700 \$; Népal, 1 700 \$; Inde, 1 700 \$; Chine, 1 700 \$; Corée du Nord, 1 700 \$; Corée du Sud, 1 700 \$; Viet Nam, 1 700 \$; Laos, 1 700 \$; Cambodge, 1 700 \$; Thaïlande, 1 700 \$; Malaisie, 1 700 \$; Singapour, 1 700 \$; Brunei, 1 700 \$; Philippines, 1 700 \$; Maldives, 1 700 \$; Sri Lanka, 1 700 \$; Bangladesh, 1 700 \$; Népal, 1 700 \$; Inde, 1 700 \$; Chine, 1 700 \$; Corée du Nord, 1 700 \$; Corée du Sud, 1 700 \$; Viet Nam, 1 700 \$; Laos, 1 700 \$; Cambodge, 1 700 \$; Thaïlande, 1 700 \$; Malaisie, 1 700 \$; Singapour, 1 700 \$; Brunei, 1 700 \$; Philippines, 1 700 \$; Maldives, 1 700 \$; Sri Lanka, 1 700 \$; Bangladesh, 1 700 \$; Népal, 1 700 \$; Inde, 1 700 \$; Chine, 1 700 \$; Corée du Nord, 1 700 \$; Corée du Sud, 1 700 \$; Viet Nam, 1 700 \$; Laos, 1 700 \$; Cambodge, 1 700 \$; Thaïlande, 1 700 \$; Malaisie, 1 700 \$; Singapour, 1 700 \$; Brunei, 1 700 \$; Philippines, 1 700 \$; Maldives, 1 700 \$; Sri Lanka, 1 700 \$; Bangladesh, 1 700 \$; Népal, 1 700 \$; Inde, 1 700 \$; Chine, 1 700 \$; Corée du Nord, 1 700 \$; Corée du Sud, 1 700 \$; Viet Nam, 1 700 \$; Laos, 1 700 \$; Cambodge, 1 700 \$; Thaïlande, 1 700 \$; Malaisie, 1 700 \$; Singapour, 1 700 \$; Brunei, 1 700 \$; Philippines, 1 700 \$; Maldives, 1 700 \$; Sri Lanka, 1 700 \$; Bangladesh, 1 700 \$; Népal, 1 700 \$; Inde, 1 700 \$; Chine, 1 700 \$; Corée du Nord, 1 700 \$; Corée du Sud, 1 700 \$; Viet Nam, 1 700 \$; Laos, 1 700 \$; Cambodge, 1 700 \$; Thaïlande, 1 700 \$; Malaisie, 1 700 \$; Singapour, 1 700 \$; Brunei, 1 700 \$; Philippines, 1 700 \$; Maldives, 1 700 \$; Sri Lanka, 1 700 \$; Bangladesh, 1 700 \$; Népal, 1 700 \$; Inde, 1 700 \$; Chine, 1 700 \$; Corée du Nord, 1 700 \$; Corée du Sud, 1 700 \$; Viet Nam, 1 700 \$; Laos, 1 700 \$; Cambodge, 1 700 \$; Thaïlande, 1 700 \$; Malaisie, 1 700 \$; Singapour, 1 700 \$; Brunei, 1 700 \$; Philippines, 1 700 \$; Maldives, 1 700 \$; Sri Lanka, 1 700 \$; Bangladesh, 1 700 \$; Népal, 1 700 \$; Inde, 1 700 \$; Chine, 1 700 \$; Corée du Nord, 1 700 \$; Corée du Sud, 1 700 \$; Viet Nam, 1 700 \$; Laos, 1 700 \$; Cambodge, 1 700 \$; Thaïlande, 1 700 \$; Malaisie, 1 700 \$; Singapour, 1 700 \$; Brunei, 1 700 \$; Philippines, 1 700 \$; Maldives, 1 700 \$; Sri Lanka, 1 700 \$; Bangladesh, 1 700 \$; Népal, 1 700 \$; Inde, 1 700 \$; Chine, 1 700 \$; Corée du Nord, 1 700 \$; Corée du Sud, 1 700 \$; Viet Nam, 1 700 \$; Laos, 1 700 \$; Cambodge, 1 700 \$; Thaïlande, 1 700 \$; Malaisie, 1 700 \$; Singapour, 1 700 \$; Brunei, 1 700 \$; Philippines, 1 700 \$; Maldives, 1 700 \$; Sri Lanka, 1 700 \$; Bangladesh, 1 700 \$; Népal, 1 700 \$; Inde, 1 700 \$; Chine, 1 700 \$; Corée du Nord, 1 700 \$; Corée du Sud, 1 700 \$; Viet Nam, 1 700 \$; Laos, 1 700 \$; Cambodge, 1 700 \$; Thaïlande, 1 700 \$; Malaisie, 1 700 \$; Singapour, 1 700 \$; Brunei, 1 700 \$; Philippines, 1 700 \$; Maldives, 1 700 \$; Sri Lanka, 1 700 \$; Bangladesh, 1 700 \$; Népal, 1 700 \$; Inde, 1 700 \$; Chine, 1 700 \$; Corée du Nord, 1 700 \$; Corée du Sud, 1 700 \$; Viet Nam, 1 700 \$; Laos, 1 700 \$; Cambodge, 1 700 \$; Thaïlande, 1 700 \$; Malaisie, 1 700 \$; Singapour, 1 700 \$; Brunei, 1 700 \$; Philippines, 1 700 \$; Maldives, 1 700 \$; Sri Lanka, 1 700 \$; Bangladesh, 1 700 \$; Népal, 1 700 \$; Inde, 1 700 \$; Chine, 1 700 \$; Corée du Nord, 1 700 \$; Corée du Sud, 1 700 \$; Viet Nam, 1 700 \$; Laos, 1 700 \$; Cambodge, 1 700 \$; Thaïlande, 1 700 \$; Malaisie, 1 700 \$; Singapour, 1 700 \$; Brunei, 1 700 \$; Philippines, 1 700 \$; Maldives, 1 700 \$; Sri Lanka, 1 700 \$; Bangladesh, 1 700 \$; Népal, 1 700 \$; Inde, 1 700 \$; Chine, 1 700 \$; Corée du Nord, 1 700 \$; Corée du Sud, 1 700 \$; Viet Nam, 1 700 \$; Laos, 1 700 \$; Cambodge, 1 700 \$; Thaïlande, 1 700 \$; Malaisie, 1 700 \$; Singapour, 1 700 \$; Brunei, 1 700 \$; Philippines, 1 700 \$; Maldives, 1 700 \$; Sri Lanka, 1 700 \$; Bangladesh, 1 700 \$; Népal, 1 700 \$; Inde, 1 700 \$; Chine, 1 700 \$; Corée du Nord, 1 700 \$; Corée du Sud, 1 700 \$; Viet Nam, 1 700 \$; Laos, 1 700 \$; Cambodge, 1 700 \$; Thaïlande, 1 700 \$; Malaisie, 1 700 \$; Singapour, 1 700 \$; Brunei, 1 700 \$; Philippines, 1 700 \$; Maldives, 1 700 \$; Sri Lanka, 1 700 \$; Bangladesh, 1 700 \$; Népal, 1 700 \$; Inde, 1 700 \$; Chine, 1 700 \$; Corée du Nord, 1 700 \$; Corée du Sud, 1 700 \$; Viet Nam, 1 700 \$; Laos, 1 700 \$; Cambodge, 1 700 \$; Thaïlande, 1 700 \$; Malaisie, 1 700 \$; Singapour, 1 700 \$; Brunei, 1 700 \$; Philippines, 1 700 \$; Maldives, 1 700 \$; Sri Lanka, 1 700 \$; Bangladesh, 1 700 \$; Népal, 1 700 \$; Inde, 1 700 \$; Chine, 1 700 \$; Corée du Nord, 1 700 \$; Corée du Sud, 1 700 \$; Viet Nam, 1 700 \$; Laos, 1 700 \$; Cambodge, 1 700 \$; Thaïlande, 1 700 \$; Malaisie, 1 700 \$; Singapour, 1 700 \$; Brunei, 1 700 \$; Philippines, 1 700 \$; Maldives, 1 700 \$; Sri Lanka, 1 700 \$; Bangladesh, 1 700 \$; Népal, 1 700 \$; Inde, 1 700 \$; Chine, 1 700 \$; Corée du Nord, 1 700 \$; Corée du Sud, 1 700 \$; Viet Nam, 1 700 \$; Laos, 1 700 \$; Cambodge, 1 700 \$; Thaïlande, 1 700 \$; Malaisie, 1 700 \$; Singapour, 1 700 \$; Brunei, 1 700 \$; Philippines, 1 700 \$; Maldives, 1 700 \$; Sri Lanka, 1 700 \$; Bangladesh, 1 700 \$; Népal, 1 700 \$; Inde, 1 700 \$; Chine, 1 700 \$; Corée du Nord, 1 700 \$; Corée du Sud, 1 700 \$; Viet Nam, 1 700 \$; Laos, 1 700 \$; Cambodge, 1 700 \$; Thaïlande, 1 700 \$; Malaisie, 1 700 \$; Singapour, 1 700 \$; Brunei, 1 700 \$; Philippines, 1 700 \$; Maldives, 1 700 \$; Sri Lanka, 1 700 \$; Bangladesh, 1 700 \$; Népal, 1 700 \$; Inde, 1 700 \$; Chine, 1 700 \$; Corée du Nord, 1 700 \$; Corée du Sud, 1 700 \$; Viet Nam, 1 700 \$; Laos, 1 700 \$; Cambodge, 1 700 \$; Thaïlande, 1 700 \$; Malaisie, 1 700 \$; Singapour, 1 700 \$; Brunei, 1 700 \$; Philippines, 1 700 \$; Maldives, 1 700 \$; Sri Lanka, 1 700 \$; Bangladesh, 1 700 \$; Népal, 1 700 \$; Inde, 1 700 \$; Chine, 1 700 \$; Corée du Nord, 1 700 \$; Corée du Sud, 1 700 \$; Viet Nam, 1 700 \$; Laos, 1 700 \$; Cambodge, 1 700 \$; Thaïlande, 1 700 \$; Malaisie, 1 700 \$; Singapour, 1 700 \$; Brunei, 1 700 \$; Philippines, 1 700 \$; Maldives, 1 700 \$; Sri Lanka, 1 700 \$; Bangladesh, 1 700 \$; Népal, 1 700 \$; Inde, 1 700 \$; Chine, 1 700 \$; Corée du Nord, 1 700 \$; Corée du Sud, 1 700 \$; Viet Nam, 1 700 \$; Laos, 1 700 \$; Cambodge, 1 700 \$; Thaïlande, 1 700 \$; Malaisie, 1 700

EUROPE

URSS

Des missiles de croisière à longue portée sont à l'essai confirme la « Pravda »

L'Union soviétique a confirmé pour la première fois explicitement, mardi 31 juillet, qu'elle procédait à des essais de missiles de croisière à longue portée. « Les Etats-Unis s'étant refusés à renoncer à ce nouveau type d'armes, des missiles de croisière à longue portée sont déjà en cours d'expérimentation en URSS », écrit en effet la Pravda dans un éditorial. Les Etats-Unis disposent pour leur part de missiles de croisière lancés d'avions et commencent à en installer à bord de navires.

Selon l'OTAN, l'Union soviétique se livre depuis quelques années à des expérimentations de missiles de croisière à lanceurs terrestres, navals et aériens, d'une portée d'environ 3000 kilomètres. Ces missiles sont, dans la terminologie de l'alliance atlantique, l'AS-X-15 et le SS-NX-21, qui pourraient être opérationnels avant la fin de l'année, et le SSC-X-4, dont le déploiement ne serait pas prévu avant 1985. Selon Washington, le SS-NX-21 pourrait être déployé au large des côtes américaines, à bord de sous-marins.

D'autre part, à New-York, le « numéro deux » de la mission soviétique à l'ONU, M. Ovinikov, a confirmé que l'URSS n'aurait pas aux pourparlers de Vienne sur la non-militarisation de l'espace si les Etats-Unis n'entendaient pas « négocier sérieusement ». Au cours d'une conférence de presse, le diplomate a accusé Washington d'avoir placé « trois pierres d'achoppement » pour empêcher l'ouverture de ces négociations, proposées par l'URSS le 29 juin dernier : 1) En demandant que les discussions portent également sur la reprise des négociations de Genève sur les euromissiles (FNI) et sur les armes stratégiques (START), ce qui est, a affirmé M. Ovinikov, « une tentative de créer un lien délibéré et artificiel (...) pour ressusciter des morts assassinés par les Etats-Unis » ; 2) En proposant qu'elles visent à limiter la militarisation de l'espace, et non à l'interdire totalement ; 3) En refusant d'accepter des ouvertures des pourparlers un moratoire sur les essais et le déploiement d'armes spatiales. — (AFP)

LES OFFICIERS MANQUENT D'EXERCICE

Moscou (AFP). — Trop d'officiers de l'armée rouge sont obèses par défaut d'exercice, a reproché, mardi 31 juillet, un éditorial de Krasnaya Zvezda (l'Etoile rouge), organe du ministère soviétique de la défense.

Bien qu'elle se soit « améliorée » ces derniers temps, écrit le journal, la forme physique des officiers soviétiques laisse à désirer, car les séances d'éducation physique, pourtant obligatoires dans l'armée, sont souvent bâclées ou écourtées par les instructeurs, au profit de jeux d'équipe tel le volley-ball.

De ce fait, poursuit-il, « une partie des officiers accusent un excès de poids, ce qui les prédispose à toutes sortes de maux ». Les jeunes officiers eux-mêmes « échouent » trop souvent les séances d'entraînement, sous prétexte qu'ils ont « mieux à faire ». Ils perdent ainsi leur forme physique et, surtout, « leur aptitude à agir dans des conditions extrêmes de combat », ajoute Krasnaya Zvezda.

Le quotidien cite l'exemple d'un pilote de première classe, le commandant K. Tcheklov, qui a été interdit de vol en raison de « troubles fonctionnels dus à un excès de poids ». Grâce à des exercices que les médecins lui ont prescrits, ce pilote a toutefois pu retrouver son poids normal et reprendre les commandes de son appareil.

Pologne

UN DÉFI AU RÉGIME

La rencontre du dirigeant amnistié et du chef clandestin de Solidarité

C'est un véritable défi aux autorités polonaises que viennent de lancer conjointement Zbigniew Bujak, l'homme le plus recherché de Pologne, chef de la direction clandestine de Solidarité (TKK), et Wladyslaw Frasyniuk, ancien président du syndicat pour la région de Wrocław, amnistié et libéré vendredi 27 juillet, après un an et demi de détention. « Solidarité doit continuer à exister pour que la Pologne devienne un pays libre », proclamait le deux hommes dans un communiqué daté du 29 juillet et parvenu mardi à la presse occidentale.

Ainsi, à peine sorti de sa prison, avant même d'être libéré, Wladyslaw Frasyniuk, trompant la vigilance des policiers, « disparaissait » en compagnie de son avocat, M. Adamczyk. Il se rendait à Varsovie, rencontrait le « numéro un » de la clandestinité et faisait, mardi, une réapparition spectaculaire, rejoignant sa famille à Wrocław après la diffusion de ce communiqué.

Le régime du général Jaruzelski, dit le texte, « a été contraint de proclamer l'amnistie sous la pression de la société des militants de Solidarité, des milieux indépendants, du pape Jean-Paul II, de l'ensemble de l'Eglise polonaise et de l'Occident ». Cette mesure, ajoutent les deux hommes, « vise en fait à servir les intérêts du pouvoir ». Ils accusent « les gouvernements, les procureurs, les fonctionnaires de la sécurité et de la propagande » de « déclarer constamment la guerre à la société et de créer un climat de haine ». « C'est pour cela, concluent-ils, que Solidarité doit continuer à lutter pour obtenir la libération des prisonniers, le pluralisme syndical et des idées, le respect de la liberté et de la dignité de l'homme ».

Interrogé, à son retour chez lui, par la presse occidentale, Wladyslaw Frasyniuk, un chasseur méconnu de trente et un ans, condamné à six ans de prison pour activités syndicales en novembre 1982 et qui fut l'un des premiers à bénéficier de l'amnistie, a déclaré qu'il avait l'intention de rencontrer « plusieurs personnes » dans les semaines qui viennent, à commencer par Lech Walesa, pour « réfléchir à l'avenir ». « Aucun problème n'est résolu, l'amnistie n'est qu'une libération conditionnelle », a-t-il dit. Selon le militant, il faut « au moins essayer d'organiser une activité au grand jour », en plus des activités clandestines. « Cette activité aidera la TKK et peut-être créera les conditions qui pourraient rendre inutile la clandestinité. Ces conditions bien sûr ne seront réunies que

lorsque nous serons une véritable direction sans être poursuivis pour nos activités ». Depuis plusieurs mois, les dirigeants de Solidarité semblent vouloir encourager non plus les manifestations de rue, mais des actions ouvertes dans les usines et dans les milieux intellectuels notamment.

La priorité est pour l'heure d'organiser une rencontre entre les anciens dirigeants du syndicat dissous. Marian Jurczyk, signataire des accords de Szczecin en 1980, lui aussi récemment amnistié, avait également souhaité la tenue d'un tel sommet. Quant à Lech Walesa, bien qu'ayant toujours observé une certaine discrétion sur ses intentions, il l'a jugé lui aussi « indispensable ».

Cinq mille habitants de la capitale ont pour ailleurs une nouvelle fois démontré mardi leur fidélité à Solidarité en descendant dans les rues de Varsovie à l'occasion de la commémoration de l'insurrection de Varsovie.

Aux héros de l'insurrection

Sans que la milice présente n'intervienne, les manifestants sont allés de la cathédrale, dans la vieille ville, à la place de la Victoire distante de 1 kilomètre, en scandant « Pas de liberté sans Solidarité, la Pologne c'est nous ! ». Avant de se disperser, ils ont déposé, à la tombe du Soldat inconnu, une gerbe ornée d'une simple inscription : « Aux héros de l'insurrection, les Polonais ».

Interrogé, à son retour chez lui, par la presse occidentale, Wladyslaw Frasyniuk, un chasseur méconnu de trente et un ans, condamné à six ans de prison pour activités syndicales en novembre 1982 et qui fut l'un des premiers à bénéficier de l'amnistie, a déclaré qu'il avait l'intention de rencontrer « plusieurs personnes » dans les semaines qui viennent, à commencer par Lech Walesa, pour « réfléchir à l'avenir ». « Aucun problème n'est résolu, l'amnistie n'est qu'une libération conditionnelle », a-t-il dit. Selon le militant, il faut « au moins essayer d'organiser une activité au grand jour », en plus des activités clandestines. « Cette activité aidera la TKK et peut-être créera les conditions qui pourraient rendre inutile la clandestinité. Ces conditions bien sûr ne seront réunies que

RFA

COMPROMIS ENTRE LES PARTIS DE LA COALITION

Le Parlement approuve la mise en service de la centrale de Buschhaus

De notre correspondant

Bonn. — A l'issue d'un débat où personne n'a particulièrement brillé par sa bonne foi, le Parlement allemand a approuvé, mardi 31 juillet, l'entrée en service partielle de la nouvelle centrale électrique de Buschhaus, à Helmstedt, en Basse-Saxe. Elle faisait l'objet d'une controverse au sein de la coalition qui avait provoqué la convocation du Bundestag en session extraordinaire. Le compromis trouvé prévoit que, en attendant d'être équipée de filtres spéciaux, prévus pour 1987 seulement, la centrale ne pourra brûler que du lignite et non pas le charbon à haute teneur en soufre pour lequel elle a été conçue. L'arrêt d'une des deux centrales plus anciennes qui fonctionnent actuellement sur le site d'Helmstedt et le ralentissement de la seconde, qui sera dotée, d'ici 1986, d'un procédé spécial, permettra de réduire immédiatement de 18 % le niveau des émissions de dioxyde de soufre dans la région. Celui-ci passera de 145 000 tonnes à 120 000 tonnes par an. Après l'entrée en service définitive de Buschhaus avec tous ses filtres, en juillet 1987, il sera réduit à 35 000 tonnes.

Ce projet, qui reprend avec certaines améliorations les dernières propositions émises par le gouvernement, devrait être adopté ce mercredi en conseil des ministres. Une nouvelle fois, le chancelier Kohl, qui, comme de nombreux députés, a interrompu ses vacances pour rentrer d'urgence à Bonn, a dû faire face aux états d'âme des libéraux. Partagés entre leur volonté de se démarquer de leurs partenaires chrétiens-démocrates et celle de ne pas rompre la solidarité gouvernementale, ceux-ci ont, une fois de plus, donné l'impression d'agiter du vent. Les seuls gagnants auront été les

Verts, qui ont remporté leurs succès peut-être le plus probant depuis leur entrée au Parlement. En obligeant le SPD à convoquer le Bundestag en session extraordinaire en pleine pause estivale, ils ont provoqué un débat public dont ni le gouvernement, ni aucun des partis « traditionnels » ne sont sortis grands.

Face au premier cas concret dédicat — en raison des intérêts économiques en jeu — auquel il se trouve confronté en matière d'environnement, le gouvernement a donné l'impression de céder aux pressions du ministre-président de Basse-Saxe, M. Albrecht (CDU), et d'avoir voulu escamoter un dossier brûlant en passant outre aux recommandations du Parlement. Les députés avaient en effet voté, le 28 juin dernier, à l'unanimité, une première résolution exigeant la mise en place de filtres avant le démarrage de la centrale. Les partis de la majorité ont eu bien du mal à expliquer leur volte-face. Quant au SPD, qui s'est élevé contre la remise en cause de cette première résolution, il est apparu manifestement à court d'idées de rechange.

La solution retenue, qui satisfait les communautés locales, plus préoccupées par la sauvegarde de l'emploi que par celle de l'environnement, représente certes un progrès par rapport aux projets initiaux. Mais le gouvernement aura bien du mal à convaincre qu'il ne pouvait pas s'y prendre plus tôt pour régler ce dossier. Le ministre de l'Intérieur, M. Zimmermann, qui se veut le champion de la lutte contre la pollution atmosphérique en Europe, y perd un peu de sa crédibilité.

HENRI DE BRESSON.

République d'Irlande

LA COUR SUPRÊME DÉCIDE D'EXTRADITER VERS BELFAST UN MEMBRE PRÉ-SUMÉ DE L'IRA

Dublin (AFP). — La Cour suprême de République d'Irlande a autorisé, mardi 31 juillet, l'extradition vers l'Ulster d'un catholique républicain recherché dans la province britannique pour un double meurtre revendiqué par l'Armée républicaine irlandaise (IRA) il y a trois ans et demi.

Les cinq juges irlandais ont rejeté à l'unanimité l'appel de James Shannon, vingt-cinq ans, qui a clamé son innocence tout en défendant l'aspect « politique » des meurtres de l'ancien président de l'Assemblée régionale de Belfast, Sir Norman Stronge, quatre-vingt-six ans, et de son fils, James, quarante-huit ans. En janvier 1981, un commando armé avait fait irruption au domicile de ces deux personnes à Tynagh, dans le comté d'Armagh, sud de l'Ulster) et les avait froidement abattus.

Cette décision d'extradition confirme le changement d'attitude des autorités de Dublin à l'égard des républicains du Nord. Jusqu'en décembre 1982, les membres présumés de l'IRA ou de l'INLA (organisations armées qui tentent de réunifier la présence britannique en Ulster) bénéficiaient d'une certaine indulgence lorsqu'ils étaient arrêtés au Sud. Mais, à cette date, la Cour suprême de Dublin a décidé d'établir une distinction entre « crimes terroristes » et « crimes politiques ».

Suisse

Controverse avec les Etats-Unis sur le secret d'affaires

De notre correspondant

Berne. — Les autorités helvétiques ont opposé, provisoirement du moins, une fin de non-recevoir à une demande d'extradition présentée le 20 juillet dernier par les Etats-Unis et concernant M. Marc Rich, propriétaire d'une société spécialisée dans le commerce de matières premières domiciliée à Zoug, en Suisse centrale. A Berne, une porte-parole du département fédéral de justice et police a indiqué, mardi 31 juillet, que la requête de Washington n'était pas valable « parce que rédigée en anglais et non dans l'une des trois langues officielles de la Confédération ». « Si les Suisses, a-t-il ajouté, adressaient aux autorités américaines une demande d'extradition dans une autre langue que l'anglais, elle ne serait pas non plus prise en considération ».

C'est là le dernier épisode du différend qui oppose depuis une année les justifications helvétiques et américaines dans l'affaire de la Société Marc Rich. Ayant son siège en Suisse, la compagnie de ce financier américain est accusée aux Etats-Unis d'évasion fiscale pour un montant de 48 millions de dollars. En juin 1983, un juge de New-York lui avait infligé une amende de 50 000 dollars par jour pour l'inciter à lui remettre certains dossiers. Mais la justice hel-

vétique avait fait saisir les documents se trouvant en Suisse, conformément à la loi sur le secret d'affaires.

Un début de solution était apparu le 13 juillet dernier quand la Suisse s'était déclarée prête à accorder l'extradition judiciaire aux Etats-Unis sous certaines conditions. Berne demandait notamment aux autorités américaines de s'engager à ne plus appliquer en Suisse les sanctions infligées à M. Rich. La demande d'extradition, si elle est présentée en bonne et due forme, pourrait ouvrir un nouveau chapitre dans cette affaire à rebondissements.

J.-C. B.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

La Chine s'irrite de ce que l'accord de coopération nucléaire conclu par le président Reagan n'ait pas encore été soumis au Congrès

Correspondance

Washington. — Dans une interview donnée au Los Angeles Times, M. Zhang Wenjin, ambassadeur de Chine aux Etats-Unis, s'est plaint du retard apporté à l'approbation par le Congrès de l'accord sur la coopération nucléaire sino-américaine mis au point lors de la visite du président Reagan à Pékin en avril dernier. L'attitude des Etats-Unis au cours des derniers mois, a dit M. Zhang Wenjin, est « insultante, elle révèle une méfiance à l'égard de la Chine et met en question notre honnêteté ».

Le gouvernement américain n'envoie pas, en effet, de soumettre au Congrès l'accord qui devrait permettre à l'industrie nucléaire américaine de vendre pour 6 milliards de dollars d'équipement et de technologie à la Chine avant d'avoir obtenu du gouvernement de Pékin l'assurance qu'il ne contribuera pas à la prolifération des armes nucléaires et, plus spécialement, qu'il n'aidera pas d'autres pays à fabriquer des armes nucléaires. Jusqu'à nouvel ordre, cependant, Washington n'a pas obtenu cette assurance des Chinois, qui se réfèrent, dit-on, à l'engagement de non-prolifération contenu dans une allocution prononcée par le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, lors de sa visite à Washington en janvier dernier. Cette déclaration aurait été reproduite par le journal du Parti communiste chinois.

Le désir américain d'obtenir une clarification et une réaffirmation de

cet engagement se justifierait par des rapports des services de renseignements concernant l'aide apportée par la Chine au programme nucléaire du Pakistan. Ces rapports auraient été remis aux dirigeants américains seulement après la visite du président en Chine.

An Capitoles, les démocrates sont mécontents. Ils soulignent notamment que la coopération entre la Chine et le Pakistan était connue depuis longtemps, et ils s'étonnent que le texte de l'accord négocié il y a trois mois n'ait pas encore été rendu public. Ils impliquent que le président Reagan obéisse aux pressions des éléments conservateurs de son parti soutenant Taipei et hostiles à toute coopération avec Pékin. Le sénateur démocrate Cranston laisse entendre que les services de renseignements ont noté délibérément la situation en affirmant que l'aide de la Chine au programme nucléaire du Pakistan a permis à ce dernier pays de développer sa capacité de fabrication des armes nucléaires.

An département d'Etat, on garde l'espoir d'élaborer avec Pékin, par la voie des chancelleries, une formule qui permettra au gouvernement de présenter l'accord de coopération nucléaire au Congrès. On doute néanmoins que cet accord puisse être soumis à l'approbation des parlementaires avant la fin de la session qui expire en octobre.

HENRI PIERRE.

Bolivie

L'armée contre les planteurs et les trafiquants de coca

La Paz (AFP). — Le gouvernement bolivien a décidé, le mardi 31 juillet, de lancer une opération militaire dans la région du Chaparé, au centre du pays, pour tenter d'y démanteler le plus important réseau de cocaïne du pays.

La région visée, qui se trouve dans le département de Cochabamba, a été déclarée « zone d'urgence militaire », et le gouvernement a précisé que l'opération était dirigée contre tous les trafiquants de drogue, boliviens et étrangers, qui ont transformé le Chaparé en centre de fabrication et de trafic de la cocaïne.

Cette décision risque de provoquer de violents affrontements entre soldats et trafiquants, car il est probable que ceux-ci abandonneront sans combattre une région où leurs activités leur rapportent plus de 2,5 milliards de dollars par an.

Les autorités militaires ont indiqué que, avant de mobiliser leurs forces qui sont stationnées aux portes du Chaparé, elles avaient épuisé toutes les possibilités de dialogue avec les paysans de la région. Ceux-ci, qui tirent leurs revenus de la culture de la coca, ont déjà bloqué toutes les routes conduisant au Chaparé.

Bien que l'opération rassemble des parachutistes, des forces de l'armée de terre et de la marine, ainsi que les Léopards (commandos antidrogués de la police bolivienne entraînés par les Américains), les trafiquants de drogue se flattent de posséder un armement bien supérieur à celui des militaires.

La décision du gouvernement bolivien a été précipitée par de récentes déclarations de la présidente de la commission antidroguée du Congrès américain, M^{me} Paula Haw-

kins. Celle-ci a affirmé le 11 juillet dernier, au Sénat, que les Etats-Unis « fonctionneraient » le gouvernement bolivien s'il ne prenait pas des mesures contre un trafic qui a augmenté de façon alarmante depuis le retour de la démocratie en Bolivie, en 1982.

La police bolivienne estime qu'environ vingt mille paysans ont quitté les montagnes pour s'installer dans la vallée du Chaparé. Ils ont les pommiers brûlés par les cigarettes de sulfate de cocaïne, qui se vendent en grande quantité et à des prix très bas jusque dans les écoles de Cochabamba. La production de feuilles de coca est 104 000 tonnes par an. Seulement 12 000 tonnes sont absorbées par la consommation locale : les paysans indiens ont l'habitude, depuis longtemps, de mâcher la longueur de journées des feuilles de coca.

D'autre part, les chefs de la police de Cochabamba ont accusé le commandant en chef de la police bolivienne, le général Mario Rada Fernandez, d'avoir facilité la commercialisation de 300 kilogrammes de cocaïne, en échange de 35 000 dollars pour « achat de véhicules destinés à la police ». Ils l'avaient déjà accusé, il y a quelques jours, d'être impliqué dans le séquestre, pendant quelques heures, le 30 juin, du président de la République, M. Hernan Siles Zuazo.

Enfin, les autorités judiciaires ont annoncé mardi que M^{me} Corina Rosales, épouse d'un conseiller politique du président, avait été arrêtée vendredi dernier à l'aéroport de Santa-Cruz, à l'est du pays, alors qu'elle tentait de sortir du pays avec 11 kilogrammes de cocaïne. M^{me} Rosales était déjà impliquée dans une autre affaire de trafic de drogue.

A TRAVERS LE MONDE

Bénin

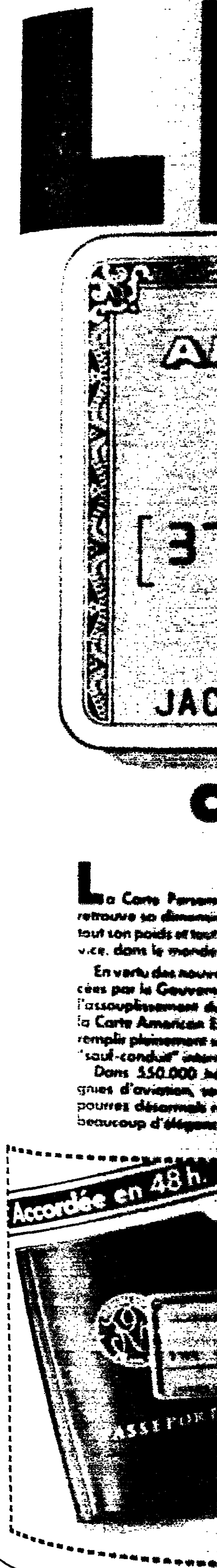
● RÉÉLECTION DU PRÉSIDENT Kérékou. — Le général Mathieu Kérékou a été réélu, mardi 31 juillet, président de la République populaire du Bénin, pour une période de cinq ans, par l'Assemblée nationale révolutionnaire (ANR). Candidat unique du Parti de la révolution populaire du Bénin, le président Kérékou a été réélu, lors d'un vote à scrutin secret, par 189 des 190 commissaires du peuple (députés) présents. Le général Kérékou est né en 1933 à Konaï, dans la province septentrionale du Bénin. Il se trouve à la tête de l'Etat depuis le 26 octobre 1972, date du déclenchement du processus révolutionnaire dans le pays. (AFP.)

Chine

● M. DENG XIAOPING A REÇU SIR GEOFFREY HOWE. — Le secrétaire au Fo-

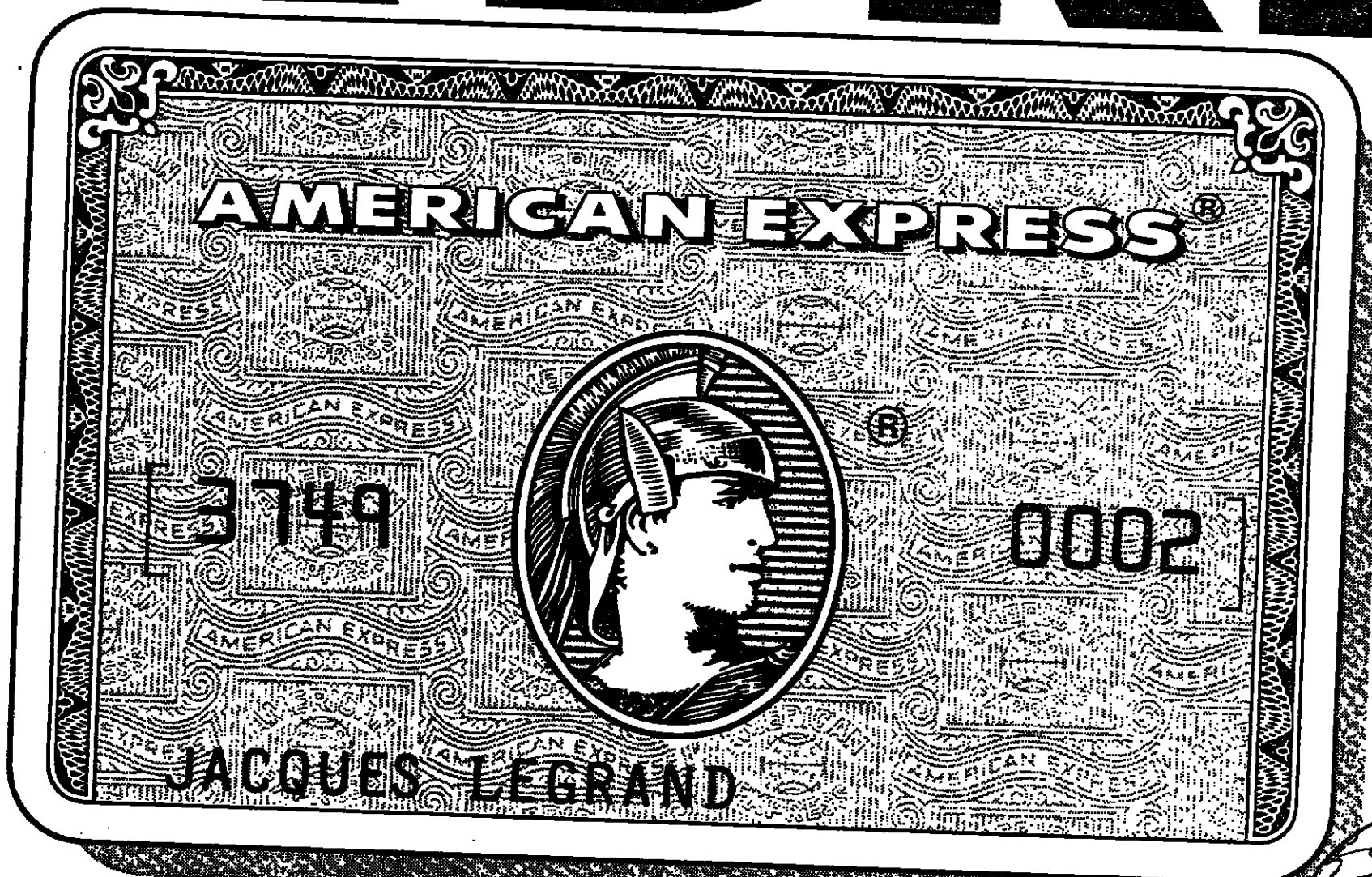
Nicaragua

● NÉGOCIATIONS AVEC WASHINGTON. — De nouveaux entretiens ont été engagés, le mardi 31 juillet, entre les Etats-Unis et le Nicaragua pour normaliser leurs relations, a indiqué à Washington le porte-parole du département d'Etat. Les pourparlers, qui se tiennent à Manzanillo, sur la côte pacifique du Mexique, sont dirigés du côté américain par M. Harry Shlaudman, ambassadeur résident des Etats-Unis en Amérique centrale. (AFP.)



05:10:17

LIBRE



CARTE SANS FRONTIÈRE (délivrée en 48 h)

La Carte Personnelle American Express retrouve sa dimension internationale et met tout son poids et tout son prestige à votre service, dans le monde entier.

En vertu des nouvelles dispositions annoncées par le Gouvernement dans le cadre de l'assouplissement du contrôle des changes, la Carte American Express va en effet pouvoir à nouveau remplir pleinement sa mission de moyen de paiement et de "sauf-conduit" international.

Dans 550.000 hôtels, restaurants, boutiques, compagnies d'aviation, sociétés de location de voitures... vous pourrez désormais régler vos dépenses personnelles avec beaucoup d'élégance en France ou aux antipodes.

**NOUVELLE
RÉGLEMENTATION
DES CHANGES**

Et vous bénéficierez en plus de toute la sécurité American Express : remplacement rapide et gratuit d'une Carte perdue ou volée, responsabilité personnelle limitée à 250 F en cas d'utilisation frauduleuse de la Carte par un tiers, Assurance Automatique Voyage...

Pour profiter de tous ces avantages, et voyager en toute liberté et sécurité, complétez et renvoyez vite la Demande de Carte ci-dessous à American Express Carte-France, Libre réponse n° 60092, 92561 Rueil-Malmaison cedex ou téléphonez au (1) 708.61.87 : après acceptation de votre dossier, nous vous ferons parvenir, dans les 48 h, la Carte American Express personnelle, gravée à votre nom.



Accordée en 48 h.



DEMANDE DE CARTE AMERICAN EXPRESS

Pour obtenir très vite la Carte American Express, remplissez et postez dès aujourd'hui cette Demande de Carte dans une enveloppe sans l'affranchir à cette adresse : American Express Carte-France, Libre réponse n° 60092 - 92561 Rueil-Malmaison cedex. Nous vous téléphonerons pour obtenir quelques précisions complémentaires si nécessaire.

949.930.1737

Prêtez de ne rien écrire ci-dessus. Partie réservée à American Express Carte-France.

CONFIDENTIEL

☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Tél. professionnel _____ Tél. domicile _____

Date de naissance _____ Profession _____

Employeur et adresse _____

Banque _____ ancienneté _____

Adresse banque _____ Tél. banque _____

ancienneté _____

Mes revenus personnels annuels : _____

Etes-vous propriétaire ☐ ou locataire ☐ de votre habitation ?

Nombre de personnes à charge _____

CR	CP	TC	AF	CFA

Je demande à bénéficier de la Carte American Express. La cotisation annuelle est de 200 F (*) pour une Carte principale, émise en France française. En outre, à l'ouverture du compte, la première année seulement, un droit d'entrée de 150 F (*) me sera facturé. Je ne règle rien maintenant. Ces montants feront l'objet de la première facturation.

(*) Tarifs en vigueur en juin 1984.

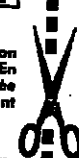
Je garantis l'exactitude des renseignements donnés ci-dessus et l'authenticité de ma signature. Je m'engage à fournir à American Express Carte-France et ses représentants à l'étranger, tous renseignements nécessaires. Il est expressément précisé que la Carte American Express est régie par des conditions générales affranchies à son utilisation. Un exemplaire de ces conditions générales sera joint à la Carte lors de sa délivrance, ou peut être communiqué au préalable sur demande. Je reconnais donner suite à la présente demande sans indiquer les raisons de sa décision.

Date _____

(mention manuscrite obligatoire) Tu et approuve

Signature **X**

TRES IMPORTANT : Prière de remettre cette demande à American Express Carte-France en y joignant obligatoirement un relevé d'identité bancaire ou postal.



Cetv. Bureau Direct

Le Monde

politique

LE RÉFÉRENDUM EN QUESTION

L'opposition sénatoriale s'unit pour faire échec à M. Mitterrand

Prendre l'opinion à témoin de l'incohérence de l'opposition. Tel est bien le premier axe de la réplique que le gouvernement et les socialistes entendent donner à la décision prise par le RPR et l'UDF d'empêcher le référendum proposé le 12 juillet, par M. Mitterrand. Expliquer cette incohérence par « la peur de la droite », du suffrage universel comme le font MM. Roland Dumas, porte-parole du gouvernement et Marcel Debarge, sénateur et membre au secrétariat national du PS, constitue la deuxième arme de cette contre-attaque.

Sur ce terrain, l'opposition va, en effet, devoir s'expliquer. D'une part, elle craint que le projet de loi de la République ne saisisse la prétexte d'une révision constitutionnelle pour assaillir la légitimité. Si tel était le cas, l'opposition pourrait - si elle était sûre d'elle - s'abstenir d'interdire le référendum et en menant campagne pour le « non » à M. Mitterrand, faire la démonstration que le chef de l'Etat est, comme elle le laisse entendre, minoritaire dans le pays. D'autre part, elle rejette - sur le fond - une modification de la Constitution qui risque de déséqui-

brer les institutions au profit du président de la République. La aussi, dépens du Parlement. La aussi, douterait-elle de pouvoir convaincre une majorité de citoyens de la justice de son analyse ?

De là à traduire que la droite estime dangereux de laisser le peuple s'exprimer sur les libertés, il n'y a qu'un petit pas, qu'accompliront sans mal les socialistes, comme l'a déjà fait M. Dumas.

Le flottement qui a précédé le choix définitif de refuser le référendum, aurait pu laisser penser au pouvoir qu'il disposait d'un moyen d'empêcher l'union de l'opposition, gaullistes et centristes n'ayant pas le même attachement à la notion de référendum. Quelques citations de M. Jacques Chirac ont été rappelées sur ce point à bon escient. Le fait que figurent dans l'association pour le référendum sur les libertés publiques - dont le gouvernement a encouragé la création - plusieurs gaullistes (MM. Léo Hamon, Jacques Debu-Bridel ou encore André Weil-Curiel) n'est pas non plus innocent.

Reste que le « ciment » de l'union l'a emporté au sein de l'opposition

sur toute autre considération. C'est la raison principale du ralliement de M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, à la cause des sénateurs UDF décidés à s'opposer au projet de loi constitutionnelle.

Que M. Pasqua ait donné un réel retentissement - avec un art consommé de l'utilisation des médias - à son alignement sur les positions de l'UDF avait pour le moins agacé certains centristes. Pour ceux-ci, il suffisait que M. Pasqua renonce à soutenir la démarche tendant à amender le texte et lui préfère celle du non global au projet gouvernemental. En se prononçant sur la procédure de la question préalable, le sénateur des Hauts-de-Seine encourageait le reproche de mettre ses collègues devant le fait accompli. Il aura donc fallu de nouveau consulter les groupes, de nouveau concilier entre groupes pour décider s'il y avait lieu de retenir la proposition du RPR ou de lui préférer la procédure de rejet à la fin de l'examen du texte.

Recours

au Conseil constitutionnel

Le recours à la première formule est apparu plus satisfaisant dès lors que le référendum soit largement compris et provoqué un élan, dans un sens ou dans l'autre.

On peut imaginer d'autres formes nationales de référendum : quasi automatique quand les deux Chambres du Parlement sont en désaccord ; d'initiative populaire à la demande d'une part notable du corps électoral. Tel n'est pas l'esprit de la Constitution et avoir de penser à la modifier sur ce point important, une réflexion est nécessaire.

L'exemple suisse ne vaut pas dans la mesure où, dans ce pays pour des raisons qui lui sont particulières, il y a un consentement général sur l'organisation interne par cantons et sur l'attitude de neutralité à l'égard du reste du monde (à quel point peut-on ajouter les structures de l'économie).

Des sujets fondamentaux sont ainsi tabous qu'aucun référendum ne peut remettre en cause.

Il n'en est pas ainsi, et n'en sera jamais ainsi, en France où une tradition ancienne, même si elle est contestable, remet en discussion sans cesse ou quasiment le régime politique et social et les choix de politique extérieure, y compris chez certains esprits la souveraineté nationale. Dès lors ouvrir la porte à l'expression de nos divisions est d'autant plus une immense aventure qu'il est difficile d'isoler une question, fût-elle importante, d'une politique d'ensemble et que la grande d'un appel au peuple n'autorise pas d'en faire un moyen trop fréquent de gouvernement sans risquer un taux d'abstention qui enlève un grand part de sa valeur au résultat.

Dans le cas qui nous occupe présentement, tout a été brouillé, et sans doute intentionnellement.

En fait, en cause la liberté d'enseignement.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie est définitivement adopté

L'Assemblée nationale, mardi 31 juillet, a adopté en troisième et dernière lecture, dans le texte qu'elle avait précédemment voté, le projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, que le Sénat, pour sa part, avait rejeté à chaque lecture (le Monde des 30 et 31 mai, 12, 14, 27 et 28 juillet). Ce projet a été adopté définitivement par 321 voix (PS-PC) pour et 151 voix contre (RPR-UDF).

M. Rocard (non-inscrit, Nouvelle-Calédonie), président du Front indépendantiste, qui s'était abstenu lors des précédentes lectures, a, cette fois, voté contre, après avoir critiqué sévèrement l'attitude du gouvernement en causant que ce texte « bouffe » les droits du peuple canaque. Il a mis « solennellement » en garde le pouvoir « contre les risques de déstabilisation que vous allez vous-même engendrer », a-t-il dit à l'adresse du secrétaire d'Etat aux DOM-TOM.

L'Assemblée nationale a également adopté, à l'unanimité, le projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française, dans le texte mis au point par la commission

sénatoriale, qui avait souhaité voir le projet de loi sur l'enseignement privé soumis au référendum. Convoquée l'article 11, en l'état actuel, permettait une telle consultation elle ne peut - sous peine aujourd'hui de se déconsidérer - admettre qu'il devrait être modifié.

C'est donc la question préalable dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu de poursuivre la délibération - (et dont l'adoption entraîne le rejet du texte) - que défendra le rapporteur de la commission des lois, M. Etienne Dailly (gauche dém., Seine-et-Marne) au terme de la discussion générale qui doit commencer mardi matin 7 août. Quelques trente-trois orateurs se sont déjà inscrits. Pour la majorité sénatoriale, à défaut d'examiner précisément l'article unique du projet, il convient que son non au référendum soit le plus clairement et le plus complètement exposé.

Elle disposera déjà des premiers éléments de réponse que M. Robert Badinter, ministre de la justice, chargé de défendre le projet de loi constitutionnel, devait lui fournir, le mercredi après-midi 1^{er} août, devant la commission sénatoriale des lois.

Le débat tournera autour de la question suivante : la constitution permet-elle ou non de soumettre à référendum un texte de loi sur l'enseignement ? Pour M. Pasqua, c'est au législateur qu'il appartient d'y répondre et non aux « professeurs de droit ». Le gouvernement pourrait faire trancher ce débat par le Conseil constitutionnel.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Le soixante-dixième anniversaire de l'assassinat de Jean Jaurès

Hommages du président de la République, du Parti communiste, du Parti socialiste : le souvenir de Jean Jaurès, assassiné le 31 juillet 1914 dans un café parisien, a été plusieurs fois célébré, mardi 31 juillet.

M. François Mitterrand est venu déposer une gerbe de glaïeuls et de roses rouges devant le Café du Croissant, rue Montmartre, où Raoul Villain assassina le penseur et homme d'action socialiste. Le président de la République a indiqué qu'il était venu commémorer « une date importante dans notre histoire nationale et pour l'histoire de l'Europe ». Il a déclaré : « Je pense que le destin de cet homme et ses idées, fondateur d'une grande école de pensée et d'action (...) cela valait d'être commémoré. Jean Jaurès est l'un des fondateurs des libertés collectives et sociales qui sont le prolongement naturel des libertés individuelles ».

M. Mitterrand a évoqué sa première visite au Café du Croissant en 1934. Il était alors étudiant. « Depuis cette époque, dit-il, j'ai toujours vécu dans ce souvenir tragique et admirable, celui de Jean Jaurès. Le 21 mai 1981, jour de son arrivée à l'Elysée, le chef de l'Etat était allé se recueillir sur la tombe de Jean Jaurès au Panthéon ».

Alors que le PCF entendait aussi rendre un hommage à l'Humanité au hommage solennel devant le Café du Croissant, le PS avait fait diffuser dans la journée du 31 juillet un texte de Lionel Jospin. « Jaurès, souligne le premier secrétaire du PS, fut un leader ouvrier au premier rang des luttes et des souffrances de son temps, ne séparant pas son action politique de son engagement auprès du monde du travail ».

Le combat de Jaurès, c'était celui des libertés. A l'heure où les atteintes à celles-ci se multiplient, notamment dans les pays totalitaires, à l'heure où des nostalgiques des régimes de dictature qui ensanglantèrent l'Europe dans les années 30 et les années 40, croient pouvoir chanter à nouveau, sans honte, leur musique de haine et de violence, il est nécessaire de rappeler l'attachement fondamental de Jaurès à la démocratie.

Aujourd'hui, la gauche au pouvoir en France a fait à nouveau du Parlement un lieu de vie intense et d'élaboration de grandes réformes par la loi (nationalisations, décentralisation, droits nouveaux des travailleurs etc.). C'est encore une façon de faire vivre le message de Jaurès et de prolonger l'intense action de réformes qu'il conduisit au Parlement.

L'HOMMAGE DU PCF

A chacun son héritage

Déprimant, cet hommage rendu sur les lieux mêmes de son assassinat à Jean Jaurès pour le soixante-dixième anniversaire de sa mort. Déprimant et vite expédié, la courte cérémonie, à 18 h 30, devant le Café du Croissant, au 146 de la rue Montmartre, qui n'avait attiré que quelques centaines de personnes, en majorité des militants communistes appelés le matin même par l'Humanité.

Quelques centaines, serrées sur les trottoirs et la chaussée au milieu des bus et des voitures que des gardiens de la paix (sans ordres) avaient laissés s'embourber dans les flancs du rassemblement. Paris, par cette fin de journée pluvieuse, se mouillait bien de l'hommage à Jean Jaurès et réclamait le passage à coups de klaxons.

Dans le café, une simple vitrine rappelait que le 31 juillet 1914, un exalté royaliste, Raoul Villain, avait tué de deux balles de pistolet le plus célèbre député socialiste, attaché près de la porte avec quelques-uns de ses collaborateurs. Mais la rue, pressée, n'avait pas envie de s'attarder à cette leçon d'Histoire de France.

Cérémonie déprimante enfin, parce que le Parti communiste, s'est laissé aller, le temps d'une brève allocution, à une opération de récupération de l'héritage jaurésien. L'orateur, François Hilsum, directeur adjoint de l'Humanité et rédacteur en chef de l'Humanité-Dimanche, a eu beau répéter que nul n'était autorisé à « s'approprier Jean Jaurès » et que en 1914, le PCF n'existait pas encore, les rappels, devant le

Café du Croissant, de la vie et de l'œuvre du député assassiné étaient surtout destinés à mettre en avant les positions communistes contemporaines.

Jaurès, le pacifiste, l'antimilitariste, né trois jours avant la première guerre mondiale qu'il se refusait à accepter ? En 1984, a expliqué l'orateur, nous nous efforçons d'être fidèles à cette cause (...) Nous luttons pour une réduction équilibrée des armements. Jaurès, tribun d'un peuple en lutte ? Le PCF a rappelé la place qu'il prenait en France depuis la victoire de la gauche en 1981, dans, puis aujourd'hui hors du gouvernement, au côté des travailleurs.

Enfin, Jaurès, fondateur de l'Humanité ? « Quel autre journal, a demandé François Hilsum (1), peut se réclamer ainsi de Jean Jaurès ? ». L'Humanité met en 1984 sa « force de conviction pour recréer un grand courant populaire » pour la gauche, à l'image des compagnons du député de Carnaux qui militaient dans leur journal de 1914 pour une participation socialiste au futur cabinet de guerre.

Devant le café, autour de la plaque commémorative, des fleurs et un drapeau rouge. L'orateur du PCF a encore remercié de leur présence les membres du comité central présents, MM. Gaston Pilsionnier et Claude Popper. Puis la rue a été rendue aux embouteillages. Dans le Café du Croissant, le buste blanc de Jaurès tournait le dos à la foule, entouré de quelques coupures de presse jaurésiennes.

Ph. Bg.

Les députés socialistes : deux hypothèses pour la suite des événements

Les députés socialistes, lors de leur réunion hebdomadaire, mardi 31 juillet, se sont interrogés sur la réponse à apporter à la tactique adoptée par le Sénat à propos du projet de loi portant révision de l'article 11 de la Constitution.

Les parlementaires socialistes, qui étaient, selon leur nouveau président de groupe, M. André Billardon, une soixantaine malgré les vacances, ont émis deux hypothèses sur l'attitude à prendre après le rejet, désormais certain, du projet par le Sénat : soit arrêter là la procédure parlementaire, soit soumettre ce texte, après l'adoption de la question préalable par les sénateurs, à l'Assemblée nationale, qui pourrait l'amender, notamment en donnant un rôle au Conseil constitutionnel dans le processus référendaire prévu par le projet de révision, qu'elle ensuite à interrompre la navette, si le Sénat

opposait de nouveau, en deuxième lecture, la question préalable.

M. Billardon penche plutôt pour cette deuxième hypothèse, comme semble-t-il la majorité des intervenants lors de la réunion du groupe. Dans les deux cas, les députés et leur président ont souligné la nécessité d'expliquer à l'opinion l'attitude choisie, en référence au comportement adopté par les sénateurs.

La commission des lois de l'Assemblée nationale, le même jour, a élu rapporteur sur le projet M. Raymond Forni, président socialiste de cette commission. M. Forni était le seul candidat.

Enfin, M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement, a annoncé que l'Assemblée nationale ne siègerait pas jusqu'au mercredi 22 août, date retenue pour le début de l'examen du projet en séance publique.

M. DUMAS : la droite redoute le suffrage universel

M. Roland Dumas, porte-parole du gouvernement, a répondu à la décision des sénateurs de l'opposition : « La droite redoute le suffrage universel. Elle veut empêcher le président de la République de consulter les Français sur une question fondamentale. Le masque tombe. La droite sénatoriale est contre le projet de référendum qu'elle avait pourtant réclamé pendant des mois. Les arguments et les slogans de gauche ont appelé à voter « non » à un référendum du 8 avril 1962, portant approbation des accords d'Evian sur l'Algérie. Les partis de droite représentés au Sénat seraient bien inspirés d'agir dans le même esprit.

« Il est tout aussi erroné de prétendre que les précédents présidents de la République aient automatiquement engagé leur responsabilité dans les référendums qu'ils ont soumis au peuple français. Le général de Gaulle ne l'a fait que deux fois, en 1962 et en 1969.

« Le groupe socialiste du Sénat en appelle à l'opinion publique, face au sectarisme d'une droite qui prétend refuser au peuple les moyens de s'exprimer dans le domaine des libertés ».

M. LARBE (RPR) : un non franc et massif

« Nous disons un non franc et massif au projet du président de la République, quel qu'il soit », a affirmé, mardi 31 juillet, M. Claude Labbé, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale. « Le président de la République est déstabilisé (...). Il exerce un pouvoir solitaire et nous n'avons aucune raison de lui faciliter les choses et de lui donner une bouffée d'oxygène ». Selon M. Labbé, « la démonstration a été faite » que le projet référendaire est une « manœuvre grossière ».

« Au cas où le gouvernement présenterait un autre projet après l'échec du premier, qui pourrait venir avec des modifications sans doute devant l'Assemblée nationale - sinon pourquoi un autre projet ? - il est évident que le président s'exposerait à un nouveau rejet, car on voit mal comment le Sénat, dans cette deuxième lecture d'un deuxième projet, pourrait se retirer », a ajouté M. Labbé. « Tout ce qui tourne autour d'une querelle juridique, autour d'interprétations constitutionnelles qui peuvent être sans fin, a perdu toute raison d'être, et nous voulons placer ce problème tel qu'il doit être, c'est-à-dire sur un plan strictement politique ».

LES SÉNATEURS SOCIALISTES : contre-vérités et sectarisme !

M. Louis Perrein, sénateur du Val-d'Oise et porte-parole du groupe socialiste, a souligné : « Il est faux de prétendre que les partis de gauche aient appelé à voter « non » à tous les référendums organisés depuis l'instauration de la V^e République. Quand la question posée rentrait leur approbation, ils se sont prononcés clairement pour le « oui ». Ainsi l'ensemble des partis de gauche ont appelé à voter « oui » au référendum du 8 avril 1962, portant approbation des accords d'Evian sur l'Algérie. Les partis de droite représentés au Sénat seraient bien inspirés d'agir dans le même esprit.

« Il est tout aussi erroné de prétendre que les précédents présidents de la République aient automatiquement engagé leur responsabilité dans les référendums qu'ils ont soumis au peuple français. Le général de Gaulle ne l'a fait que deux fois, en 1962 et en 1969.

« Le groupe socialiste du Sénat en appelle à l'opinion publique, face au sectarisme d'une droite qui prétend refuser au peuple les moyens de s'exprimer dans le domaine des libertés ».

M. LARBE (RPR) : un non franc et massif

« Nous disons un non franc et massif au projet du président de la République, quel qu'il soit », a affirmé, mardi 31 juillet, M. Claude Labbé, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale. « Le président de la République est déstabilisé (...). Il exerce un pouvoir solitaire et nous n'avons aucune raison de lui faciliter les choses et de lui donner une bouffée d'oxygène ». Selon M. Labbé, « la démonstration a été faite » que le projet référendaire est une « manœuvre grossière ».

« Au cas où le gouvernement présenterait un autre projet après l'échec du premier, qui pourrait venir avec des modifications sans doute devant l'Assemblée nationale - sinon pourquoi un autre projet ? - il est évident que le président s'exposerait à un nouveau rejet, car on voit mal comment le Sénat, dans cette deuxième lecture d'un deuxième projet, pourrait se retirer », a ajouté M. Labbé. « Tout ce qui tourne autour d'une querelle juridique, autour d'interprétations constitutionnelles qui peuvent être sans fin, a perdu toute raison d'être, et nous voulons placer ce problème tel qu'il doit être, c'est-à-dire sur un plan strictement politique ».

La rentrée de M. Fabius. - M. Laurent Fabius sera, le lundi 3 septembre, à 20 h 30, l'invité de « L'heure de vérité » d'Antenne 2.

La dernière émission de cette série avait été diffusée le lundi 18 juin et l'invité en avait été M. Jacques Delors.

Stock permanent de 500 véhicules

Affaires à saisir en août

PARTEZ IMMEDIATEMENT AVEC L'UNE DES

305 et 505, modèles 1984, encore disponibles

EN BÉNÉFICIAIRE D'UN PRIX EXCEPTIONNEL

PEUGEOT-TALBOT

NEUBAUER

M. GÉRARD 82160.21

227, bd Anatole-France ST-DENIS Métro : Maine de St-Ouen

B PARIS Paris

PRO pour

TOU

Nouveaux modèles

ITAPSA PERPOS DÉMONTABLE DEPLACA

2 LIGNES

STANDARDS VITRES

stallez-vous

BIBLIOTHEQUES

مكتبة الأصل

Paris : 61, rue Froidevaux, 14^e (ouvert en juillet et août)

PROFITEZ DES VACANCES...

Pendant les vacances, La Maison des Bibliothèques présente dans ses magasins (voir encadré ci-dessous)

Nouveaux modèles - Nouveaux coloris - Nouveaux accessoires et ses lignes traditionnelles



REPRISE EN CAS
DE NON CONVENANCE
EXPEDITION RAPIDE ET FRANCO
CREDITS*

*sous réserve d'acceptation du dossier par les organismes agréés

Paris : 61, rue Froidevaux, 14^e : reste ouvert
Magasins ouverts le lundi de 14 h à 19 h, et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h
sans interruption. Métro : Denten-Rochereau - Gaité - Ecole Quinet Aubusson 28-28-58

BORDEAUX : 25-28 rue
10, rue Bourdau,
tel. (55) 44.39.42

CLERMONT
FERRAND : 21-28
22-33, rue
tel. (73) 93.97.06

DIJON : *reste ouvert*
100, rue Monge,
tel. (80) 45.02.45

GRENOBLE : 31-38
22-33, rue St-Léon,
tel. (78) 42.55.75

LILLE : *reste ouvert*
88, rue Esquermois,
tel. (20) 55.69.39

LIMOGES : 28-31, rue
57, rue de la
tel. (55) 78.15.42

LYON : *reste ouvert*
8, rue de la République,
(métro Hôtel-de-Ville-
Louis-Pasteur),
tel. (72) 52.35.51

MAIRIE : *reste ouvert*
10, rue Paradi,
(métro Extramont),
tel. (31) 37.50.34

MONTPELLIER : 30-307
8, rue Sérané
(métro St-Jacques),
tel. (87) 55.19.32

NANCY : 37-278
8, rue Pasteur
Saint-Michel
(place Saint-Esprit),
tel. (83) 22.54.34

NANTES : *reste ouvert*
16, rue Gambetta
(métro Coucin),
tel. (40) 74.59.35

NICE : 25-28-36
8, rue de la Pouscherie
(Vieille Ville),
tel. (93) 80.14.89

PARIS : 25-28-36
18, quai E.-Zola
(pres du Musée)
tel. (19) 79.55.33

ROUEN : 28-278
4, rue des Charrettes,
tel. (35) 71.95.22

ST-DENIS : 30-307
11, rue des Boursiers,
tel. (88) 36.73.78

ST-ETIENNE : 30-307
1, rue des Trou-Narands
(pres pl. St-Sernin),
tel. (77) 42.92.91

TOURS : 28-278
5, rue H.-Barbusse
(pres St-Jacques),
tel. (47) 81.10.39

Ouverts du mardi au samedi inclus

les dates figurant en face de certaines villes indiquent la période de fermeture du magasin local

La maison des
BIBLIOTHEQUES
Paris - Bruxelles - Genève - New York - Rome - Strasbourg - Vienne

De nombreux accessoires et aménagements

Catalogue par téléphone : ☎ 01 93 99 52 99

 (1) 320.73.33



les Jeux olympiques

COULEURS DU JOUR

Qu'évoquent les couleurs bien, blanc, rouge ? Bon sang, mais c'est... bien sûr ! celles du drapeau américain ! On a eu tout loisir, mardi 31 juillet, à la piscine de l'université de la Californie du Sud, à Los Angeles, d'en compter les étoiles, tandis que les adversaires des nageurs et nageuses d'outre-Atlantique voyaient, pour leur part, trente-six chandelles, assomées par une telle supériorité.

Les champions et championnes des Etats-Unis ont été, en effet, reçus... cinq sur cinq aux examens olympiques de la journée, dans le bassin californien. Cinq finales, cinq titres. Comme l'écrit Troud, l'organe des syndicats soviétiques, les Américains avaient projeté « d'importer et de harceler » les athlètes communistes aux Jeux de Los Angeles, parce qu'ils avaient « peur d'être battus par les Soviétiques et les Allemands de l'Est dans

la course aux médailles ». Ce doit certainement être la bonne explication...

Cette moisson américaine commence à faire dresser des épis sur la tête des autres participants. Certes, l'on s'attendait et l'on s'attend que les Etats-Unis dominent dans les deux disciplines-reines des Jeux, la natation et l'athlétisme, où ils ont toujours brillé. Mais voilà aujourd'hui que la bannière étoilée flotte aussi aux côtés de spécialistes comme le cyclisme ou la gymnastique. Même en football, l'Italie a eu toutes les peines du monde à battre (1-0) l'équipe « yankee ».

On peut évidemment objecter que l'absence de l'URSS et de l'Allemagne de l'Est facilite l'accession au podium de « seconds plans » américains, dans des sports habituellement « survoltés » par les athlètes du bloc communiste. Mais, cent quarante

pays sont tout de même représentés à Los Angeles, et les cent trente-neuf autres pourraient aussi profiter de l'occasion. A vrai dire, les Américains se sont, on s'en doute, particulièrement préparés, dans la moindre spécialité, pour ces Jeux et home et pour la plus grande gloire de l'océan Pacifique. Quoi de choquant ? L'agence Tass, elle, veut y voir une volonté d'hégémonie et affirme que le président Ronald Reagan a dit au Comité olympique américain que les Etats-Unis « devaient avoir la victoire à tout prix ».

Bien, blanc, rouge : et si l'on parlait un peu de nous ? Elle est la bienvenue, cette troisième médaille (en argent, s'il vous plaît !) conquise, mardi, à la surprise presque générale : l'Anglais Frédéric Delcourt, vingt ans, s'est même offert le luxe, sur 200 mètres dos, de rivaliser avec le recordman du monde, l'Américain Rick Carey. Elle est la bienve-

nue, parce que la délégation française a obtenu, lors de cette troisième journée olympique, des résultats plutôt mitigés. Quelques satisfactions avec, toujours en natation, les places de finalistes de Stéphane Caron et du relais féminin 4 x 100 mètres nage libre, avec la victoire (2-1) des footballeurs sur la Norvège. Mais des déceptions aussi, notamment avec la cinquième place - seulement - de Michel Carrega au tir, des éliminations en cyclisme, et surtout l'irréparable défaite des basketteurs face à la Chine : les joueurs français, qui ont eu jusqu'à quatorze points d'avance, ont dilapidé ce capital comme des... paniers percés.

Bien, blanc, rouge : certes, les couleurs sont les mêmes, mais on ne peut pas demander non plus à un coq (gaulois) de s'attaquer à un aigle (américain).

MICHEL CASTAING.

Bleu, blanc, rouge

Balade en computer

Los Angeles. — Pour vivre heureux, vivons branchés. Ah, mourir devant un ordinateur, d'une surdose de pop-corn, de Coca-Cola et d'informations. Gavé, heureux, idiot. « May I help you ? » Non merci, il sait tout, voit tout, entend tout, l'écran vert de ces Jeux roses : l'âge du capitaine roumain, la vitesse du vent sur le bassin d'aviron et la hauteur du mât olympique. Il suffit de demander à l'écran qui vous fait de l'œil. Tout est possible. Tout, et même le tour des Jeux, dans un fauteuil, du français qui, en anglais, l'option existe, quinze jours comme un hibou fasciné ou ahuri.

Oui, ce serait faisable. Que dirait-on ? Cela se fait. On en sait vissés à leur écran qui ne le quittent pas, ravitaillés en vol par ces volontaires aux uniformes vaguement cubains assurant l'interférence souriante vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Ces Jeux à Computer-City y prennent quelquefois l'allure d'un hallucinant bataillon d'étoiles dans cette boîte à tout ce qu'est l'ordinateur. Boîte à sa-

voir, boîte à mémoire. Et même boîte à lettres puisque aussi bien ce facteur-câble sait, dans le secret le plus absolu, garder les messages les plus abscons : « Chef, je suis pas là ».

Boîte à tout, sauf à suer, à joie, à larmes, à plaisir. Il faudra bien que les Jeux olympiques boycottent un peu la machine s'ils ne veulent pas être dévorés par elle. Et la vie, chef à mémoire compluée ? Dans le petit bus-school, scarabée jaune et fureux tapage, programmé évidemment par ordinateur, qui filait sur Olympic Boulevard, vers la gymnastique masculine et un frontal Etats-Unis-Chine, on regardait Los Angeles ; la vie de Los Angeles, comme un voyeur. Les Jeux, oui bien sûr, et aussi l'autre soir un drame furtif, un corps sur un trottoir, une couverture, des policiers et des rubans tendus tout autour, comme ceux de nos ponts et chausées, pour signaler ce chantier de police.

Et aussi ce jour, jour de smog paraît-il — on n'y a vu que du bleu

de notre envoyé spécial dans le ciel californien, — une longue balade sur Olympic Boulevard. Des mètres volés, partout, des corps cette fois vivants allongés sur l'herbe, la multitude de garages, presque autant que de chapelles ou de sectes, et l'assemblage baroque des styles de maisons. Maisons de papier et de bois, maisons de séisme, maisons de rêve, hispano-mauresques ou cottage, castel péruvien ou demeure coloniale, prototype lursire ou wagon sans roues. Et puis partout les jardins, ici signe le plus extérieur de standing, et les jets d'eau, dans une région qui compte assurément plus de puits de pétrole que de sources vives.

Bataille américano-chinoise
Le petit bus jaune avait filé sa route, vers Beverly, vers Westwood, bien loin de Pico-Street et des échoppes mexicaines, bien loin de Chinatown, et de ses pagodes, bien loin du petit Tokyo et du Downtown noir. Voyage en Californie blonde, bronzée, blanche, en Californie-Dollars, pétante de flic et de santé.

Au bout, le temps simplement d'apercevoir, dans un coin, un retard d'une guerre, Jésus élevé au lait de maïs, le temps d'assister à une parade des Angels Guardians, vigiles volontaires de l'antidélinquance, et c'était Pauley Pavilion. Pavillon comme gymnase et Pauley comme ce milliardaire qui a donné 5 millions de dollars pour avoir son nom au frontispice des Jeux.

C'était Pauley Pavilion et la bataille de ces six gymnastes chinois et de ces six blonds Américains, tellement semblables qu'on fit bien de leur mettre un dossard. La gymnasti-

que est un sport qui suppose la perfection, celle des exécutants, et aussi l'imperfection, celle des juges. Voilà bien pourquoi, dans une ambiance un peu folle de corrida gymnique, il se peut que le résultat ait été quelque peu faussé. Comment dire cela aimablement ? Il nous a semblé que les Chinois étaient un soupçon meilleurs et les Américains davantage chez eux. Il nous a semblé que la logique de la gymnastique qui veut qu'une équipe qui a été meilleure ou mieux notée aux figures imposées (les Etats-Unis) ne puisse être devancée en figures libres. Ce fut pourtant le cas, les Chinois, là, l'emportant.

Mais, après tout, qu'importe. Les Chinois avaient gagné les championnats du monde en 1983, devançant les Soviétiques et les Américains. Les Américains, cette fois, l'ont emporté d'un souffle, un demi-point, prime au public ou prime au désir. L'important restera que le spectacle fut somptueux, des notes parfaites comme s'il en pleuvait, des mouvements parfaits, comme à répétition. La gymnastique au sommet, la gymnastique des sommets, défi aux lois de la pesanteur, défi à l'insubordination du muscle et du corps, défi à l'erreur, vieille compagne du champion.

L'ordinateur aura beau faire, avaler chiffres et statistiques, engranger détails et figures, il ne restituera jamais ces instants fabuleux où douze jeunes gens sont allés au-delà de leurs limites, de leur savoir. Il aura beau faire, donner son âge, sa taille, son poids, il ne dira jamais ce que Mitch Gaylord, vingt-trois ans, déjà superstar en son pays, a accompli dans Esquire « l'homme à son sommet », peut faire sur des barres pa-

ralières. Il ne racontera jamais comment, l'un après l'autre, la main sur le cœur, les six Américains sur le podium se sont mis à pleurer comme des gosses.

Il ne dira surtout jamais qu'une étoile est née, comme cela est la loi ici, sous le ciel de Californie. Il s'appelle Li Ning, homme-oiseau de vingt ans, natif de la province de Guangdong. On le dit fils d'un professeur de musique, il est note de musique, une petite musique de salle enchantée, danseur étoile à l'Opéra gymnique de Pékin. Ce n'est pas qu'il fasse plus, il fait mieux. L'autre, la main sur le cœur, les six Américains sur le podium se sont mis à pleurer comme des gosses.

Li Ning va revenir pour le concours individuel, et c'est déjà une promesse de bonheur. L'ordinateur le dira. Les six Français ont terminé sixièmes. Et cela n'est pas rien tout de même.

PIERRE GEORGES.

Quatre-vingt-quatre

Les Jeux olympiques ont trouvé leur rythme avant que ne débute, vendredi 3 août, les épreuves d'athlétisme. Les Français ont obtenu leur troisième médaille avec le nageur Frédéric Delcourt dans un sport qui est, avec l'athlétisme, l'une des deux grandes disciplines olympiques.

Ce mardi marquait aussi le vrai départ pour les athlètes français, qui étaient, compte tenu de la présence des équipes de football et de basket-ball, au nombre de quatre-vingt-quatre à participer à la troisième journée : grosso modo le tiers de la délégation sportive forte de cent cinquante-six athlètes. La délégation française — sportifs et dirigeants — compte trois cent quatre-vingt-sept personnes.

Les Français ont-ils considéré que les Jeux de Los Angeles boycottés par les pays de l'Est étaient plus d'importance que ceux de Moscou en 1980 — boudés par les Américains en rais-

son de l'intervention soviétique en Afghanistan — auxquels cent vingt athlètes français seulement avaient participé ?

Contrairement aux apparences, la réponse n'est pas politique. Certains sports n'étaient en effet pas représentés à Moscou : le basket-ball, le football, les sports équestres, le tir à l'arc, la voile et le tennis, qui figure à Los Angeles en tant que sport de démonstration.

Les critères de sélection n'ont pas demeuré pas variés depuis quatre ans. La commission du sport de haut niveau, qui était présidée par Mme Edwige Avoine avant qu'elle ne soit remplacée à son poste par M. Alain Calmat, avait choisi les athlètes qui étaient seulement susceptibles d'être des finalistes. La délégation française n'est guère plus importante en nombre que celle de Montréal en 1976 qui comptait deux cent trente-neuf sportifs.

Allemagne ou RFA ?

La délégation ouest-allemande aux Jeux olympiques de Los Angeles a surpris, lors de la cérémonie d'ouverture, en défilant en quarante-cinquième position derrière une pancarte portant l'inscription « Germany » et non au quarantième rang que lui aurait valu la traditionnelle dénomination de « Federal Republic of Germany » (République fédérale d'Allemagne). Le ministre des affaires étrangères de la RFA, M. Hans-Dietrich Genscher, avait fait cette demande, la semaine précédente, auprès du Comité international olympique (CIO), qui l'avait acceptée quelques heures seulement avant le début de la cérémonie.

Le gouvernement de Bonn espérait sans doute profiter de l'absence en Californie de la délégation de la République démocratique allemande (RDA) pour rappeler qu'il existe toujours, à ses yeux, une nation allemande même si cette dernière est divisée en deux Etats indépendants et souverains. Cette démarche n'a pas été du goût des représentants du parti d'opposition social démocrate (SPD) qui se sont élevés contre l'initiative gouvernementale.

« En s'adressant directement au CIO, M. Genscher a fait preuve d'un immense dédain à l'égard du Comité olympique ouest-allemand et des dirigeants de l'équipe de RFA à Los Angeles », a estimé M. Peter Buschner (SPD), membre de la commission des sports au parlement ouest-allemand. Ses exigences risquent de déclencher une nouvelle querelle inutile au sujet des noms des équipes sportives des deux Allemagnes dans les grandes compétitions internationales.

Dans les événements sportifs, la coexistence des représentants des deux Allemagnes n'a pas toujours été sans problèmes. Si

le CIO avait reconnu officiellement le Comité national olympique (CNO) de la RFA dès le 24 septembre 1949, il n'aurait dérivé qu'une reconnaissance « provisoire » au CNO de la RDA le 22 avril 1951. Lorsque les Allemands de l'Est décidèrent de participer pour la première fois aux Jeux olympiques en 1956, à Melbourne, ils durent faire équipe commune avec ceux de l'Ouest sous la dénomination de « Germany » (141 athlètes de la RFA et 36 de la RDA).

Cette situation s'était prolongée aux Jeux de 1960, à Rome (194 athlètes de la RFA et 137 de la RDA) et à ceux de 1964 à Tokyo (183 athlètes de la RFA et 191 de la RDA). Entre-temps, la RDA était devenue l'une des toutes premières puissances sportives, mais le CNO ouest-allemand a dû attendre septembre 1965 pour être enfin officiellement reconnu par le CIO et faire valoir l'hymne et le drapeau de son pays aux Jeux de 1968. Depuis, le protocole qui différencie les représentants de la RFA et de la RDA avait toujours été scrupuleusement respecté lors de toutes les grandes manifestations sportives.

Curieusement, la « provocation » ouest-allemande à Los Angeles n'a pas, à ce jour, été relevée à l'Est. La cérémonie d'ouverture n'y était, il est vrai, pas retransmise, mais de nombreux Allemands de l'Est peuvent capter les chaînes ouest-allemandes. L'agence officielle de presse ADN s'est contentée d'annoncer, en quelques lignes, l'ouverture des Jeux en rappelant que « les athlètes est-allemands et ceux d'autres pays » n'y participent pas « parce que leur sécurité, leur honneur et leur dignité ne sont pas garantis ».

GÉRARD ALBOUY.

Protestation indienne

Los Angeles (APF). — Les responsables de la délégation indienne ont officiellement protesté auprès du Comité d'organisation des Jeux de Los Angeles (LAOOC) après les incidents provoqués, le 29 juillet, par des Sikhs se réclamant de l'organisation Khalistan lors du premier match du tournoi de hockey sur gazon entre l'Inde, championne olympique, et les Etats-Unis.

Dans une lettre adressée au LAOOC, les responsables indiens lui demandent de prendre des mesures « appropriées et rapides » pour éviter que de tels

incidents se reproduisent. Selon eux, des sympathisants du mouvement autonomiste Khalistan ont perturbé le déroulement de la rencontre, gagnée (5-1) par les champions olympiques en titre, en criant des slogans et en agitant des pancartes hostiles à l'Inde. Ils auraient même molesté un supporter qui portait le drapeau indien.

Interrogé, le LAOOC a indiqué, mardi à l'APF, que « toutes les mesures étaient prises pour assurer la sécurité des Indiens et le bon déroulement de leurs rencontres ».

Aviron

Skiff
Le Français Daniel Gato a été éliminé après avoir pris la cinquième place de la première série des éliminatoires du skiff.

Deux avec barreur
La France (Charles Imbert, Jean-Pierre Bremer, Christophe Chevrier) cinquième de la première série des éliminatoires, participera aux repêchages.

Quatre de couple
La France (Marc Boudoux, Serge Fornara, Pascal Dubosquet, Pascal Body) quatrième de la deuxième série des éliminatoires, participera aux repêchages.

Huit
La France (Alain Duprat, Dominique Lacoste, Thierry Louvet, Patrick Vibert-Vichet, Jacques Taborski, Jean-Vibert-Vichet, Olivier Font, Bernard Chevalier, Jean-Pierre Huguet-Belout) quatrième de la première série des éliminatoires, participera aux repêchages.

Basket-ball

DEUXIEME TOUR
Groupe B
Chine b. France 85-83
Etats-Unis b. Canada 89-68
Espagne b. Uruguay 107-90
Classement provisoire : 1. Etats-Unis et Espagne, 4 pts ; 3. Chine et Uruguay, 3 pts ; 5. Canada et France, 2 pt.

Boxe

Le Français Christophe Tiozzo s'est qualifié pour les huitièmes de finale dans la catégorie des super-moyens (71 kg), en battant le Ghanéen Sulemana Sadik aux points.

Cyclisme

Poursuite individuelle
Le Français Pascal Robert, qui avait battu en série le Néo-Zélandais Anthony Cuff, a été éliminé en quart de finale par l'Allemand de l'Ouest Rolf Golz.

Vitesse
Les Français Philippe Vernet et Frank Depire se sont qualifiés pour les huitièmes de finale.

Football

DEUXIEME TOUR
Groupe A
France b. Norvège 2-1
Chili b. Qatar 1-0
Classement provisoire : 1. France, 3 pts ; 2. Chili, 3 pts ; 3. Qatar, 1 pt ; 4. Norvège, 1 pt.

Gymnastique

Jean-Luc Catron, Joël Suty et Philippe Tiozzo se sont qualifiés, d'une part, pour le concours général individuel, d'autre part, pour les finales par appareil. Philippe Tiozzo (exercice au sol), Jean-Luc Catron et Joël Suty (cheval d'arçon).

TOURNOI MASCULIN PAR EQUIPES

1. Etats-Unis, 591,40 pts (296,10 en libre) ; 2. Chine, 590,80 (296,55) ; 3. Japon, 586,70 (294,30) ; 4. France, 578,25 (290,60).

Haltérophilie

60 kg : 1. Weigang Chen (Chine), 282,5 kg (125 + 157,5) ; 2. Grisu Radu (Roum.), 280,0 (125,0 + 155,0) ; 3. Wei-Yee Tsai (Taiwan), 272,5 (125,0 + 147,5).

Lutte

Dans la catégorie des 52 kg, le Français Jean-Pierre Chembellian, qui avait battu le Coréen du Sud Dae-Du Bang aux points, s'est incliné au deuxième tour devant le Japonais Atsushi Miyara par nette supériorité.

Dans la catégorie des 62 kg, le Français Gilles Lalonde a été battu par le Suédois Kentallé Johansson par décision.

Dans la catégorie des 74 kg, le Français Martial Hächler, vainqueur du Libanais Istam Awarka par nette supériorité, a été battu par le Coréen du Sud Young-Nan Kim aux points.

Dans la catégorie des 90 kg, le Français Jean-François Court a été battu par l'Allemand de l'Ouest Uwe Sachs aux points.

Natation

MESSIEURS
100 m
1. Ambrose Gaines (E.-U.), 49 s 80 (rec. olymp.) ; 2. Mark Stockwell

LES RÉSULTATS

(Austral.), 50 s 24 ; 3. Per Johansson (Suède), 50 s 31 ; 4. Stéphane Caron (Fr.), 50 s 70 (rec. de France, anc. record, 50 s 84 par lui-même, le 17-3-1984 à Schiltigheim).

200 m dos

1. Rick Carey (E.-U.) 2 mn 05 s 23 ; 2. Frédéric Delcourt (Fr.) 2 mn 11 s 75 (record de France, ancien record : 2 mn 2 s 59 par lui-même, le matin en série) ; 3. Cameron Henning (Can.), 2 mn 2 s 37.

DAMES

400 m

1. Tiffany Cohen (E.-U.) 4 mn 7 s 10 (record olympique) ; 2. Sarah Hardcastle (G.-B.) 4 mn 10 s 27 ; 3. June Croft (G.-B.), 4 mn 11 s 49.

100 m dos

1. Teresa Andrews (E.-U.), 1 mn 24 s 55 ; 2. Betsy Mitchell (E.-U.), 1 mn 25 s 63 ; 3. Yolanda de Rover (E.-B.), 1 mn 26 s 91.

Relais 4 x 100 m

1. Etats-Unis, 3 mn 43 s 43 (Jenna Johnson, Carrie Steinseifer, Dara Torres, Nancy Hogshead) ; 2. Pays-Bas, 3 mn 44 s 40 (Aime-Marie Verstappen, Ellen Voeltes, Desi Reijers, Connie Van Bentum) ; 3. République fédérale d'Allemagne, 3 mn 45 s 56 (Iris Zacherer, Suzanne Schuster, Christiane Fielke, Karine Seick) ; 4. France, 3 mn 52 s 15 (record de France), (Carole Amoric, Sophie Kamoua, Véronique Jardin et Laurence Bessimon), ancien record : 3 mn 52 s 67 par S. Kamoua, F. Piegad, C. Amoric et V. Jardin, le 24 août 1983 à Rome et par S. Kamoua, C. Amoric, L. Bessimon et V. Jardin, le matin en série).

Pentathlon moderne

Après la troisième épreuve (natation), les Français Paul Four (3 222 pts), Didier Boube (3 104 pts) et Joël Bouzou (2 778 pts) occupent, respectivement, la 3^e, la 16^e et la 35^e place du classement individuel provisoire. Le Suédois Svante Rasmussen (3 396 pts) est premier devant l'Italien Daniele Massala (3 356 pts). Par équipes, la France occupe la septième place avec 9 104 pts. L'Italie est première avec 9 516 pts.

Tir

Carabine air comprimé 10 m

DAMES
1. Pat Spurgin (E.-U.), 393 pts ; 2. Edith Guller (It.), 391 ; 3. Xiao Xuan Wu (Chine), 389 ; 4. Yvette Courault (Fr.), 386 ; 11. François Decharne (Fr.), 381.

Saoutier court

MESSIEURS

1. Yuwei Li (Chine), 587 pts ; 2. Holm Bellingrodt (Col.), 584 ; 3. Shipping Huang (Chine), 581 ; 10. Jean-Luc Tricoire, 575 ; 21. David Abhisara, 552.

Passe olympique

1. Luciano Giovannetti (Ital.), 192 pts ; 2. Francisco Boza (Pérou), 192 ; 3. Daniel Carlisle (E.-U.), 192 ; 4. Michel Carrega (Fr.), 190 ; 22. Jean Ame (Fr.), 181.

Voile

PREMIÈRES RÉGATES

Planche à voile

Le Français Gilles Guillerot qui avait terminé à la première place de la première régata avec 15 s d'avance sur l'Allemand de l'Ouest Dirk Meyer a été disqualifié pour « pumping » dans le dernier bord de largue.

Sailing

La France (Patrick Haegeli, Philippe Massu, Michel Audouin) a abandonné.

Flying Dutchman

La France (Laurent Courarie Delage-Pichery) s'est classée septième, quatrième derrière le Danemark, les Etats-Unis et le Canada.

Finn

Le Français Luc Choley a pris la quatrième place. L'Américain John Bertrand a remporté l'épreuve.

Tornado

La France (Yves Loday et Bernard Pichery) s'est classée septième. Les Etats-Unis ont terminé à la première place.

470

La France (Thierry Peponnet, Luc Pilot) a pris la deuxième place derrière la RFA.

de Los

direct pour le

ALGERIE...
avec COREAD
chez COREADIS

Fauteuil piégé ?

ALGERIE...
avec COREAD
chez COREADIS

ALGERIE...
avec COREAD
chez COREADIS

مكتبة الأصل

de Los Angeles

... LE MONDE - Jeudi 2 août 1984 - Page 9



NATATION

L'argent pour le corsaire Frédéric Delcourt

Los Angeles. — Aucun sous-marin n'a torpillé, mardi 31 juillet, l'armada des nageurs américains. Cinq courses, cinq médailles d'or et accessoirement une d'argent. C'était du délire dans les tribunes du stade nautique. La relative médiocrité des « chronos » des vainqueurs n'a pas altéré une seconde l'enthousiasme du public, enthousiasme qui a culminé avec le triomphe d'Ambrose « Rowdy » Gaines. Qualifié de chef de la « légion des vétérans », celui-ci est âgé de vingt-cinq ans et a détenu tous les records du monde du 100 mètres depuis 1981. Pourtant, il n'avait pas confirmé cette supériorité chronométrique lors des championnats du monde de 1982. Second sur la distance reine en natation, il ne semblait plus avoir assez de motivation après avoir raté les Jeux de Moscou pour s'imposer dans les compétitions importantes. Son ambition lui était brutalement revenue, au début de l'année, quand un grand gaillard de l'université de Floride, Mike Heath, lui déclara ouvertement la guerre. Agé de vingt ans, il voulait le scalp de son aîné. Et il a affiché clairement ses intentions en réussissant le meilleur temps en série, le matin.

Seize ans après Moscou

L'après-midi, en finale, ce fut pourtant une autre histoire. La diligence du shérif Gaines ne partit pas tout à fait avant le signal de départ mais ce plongeur ressemblait quand même beaucoup à un faux départ. Et dans ces conditions, Heath, l'Apache, ne fut jamais en mesure de mettre la main sur la malle au trésor olympique. Comme dans les vieux westerns où le marshal alcoolique déjoue le plan des desperados, le gentil Gaines a triomphé du méchant Heath.

Quelques figurants de cette finale à grand spectacle ont bien insisté qu'on leur avait fait jouer la version aquatique de l'Arnaque, mais ce

De notre envoyé spécial

n'était pas le Français Stéphane Caron. En terminant sixième ex-aequo avec le Vénézuélien Alberto Mestre Sosa, ce grand « duduche », dont la silhouette rappelle celle de l'Allemand de l'Ouest Gross, a amélioré le record national de la distance en 50 s 70. C'était le second record national que ce garçon de dix-huit ans améliorait en deux jours après celui du 200 mètres dans le relais. Les entraîneurs nationaux placent les plus grands espoirs dans ce jeune Normand qui devrait poursuivre son entraînement, l'année prochaine, aux États-Unis.

Ces espoirs, Frédéric Delcourt les a, pour sa part, concrétisés. Et de fort belle manière. Ce « taiseux », dont on ne sait presque rien en dépit de vingt-cinq titres nationaux engrangés depuis qu'il a commencé à nager, à treize ans, à Amiens, est d'une discrétion rare. C'est dans l'eau et en dos qu'il s'exprime le mieux. Il l'a bien montré hier en améliorant deux fois dans la journée le record national de la spécialité sur le record national de 2 mn 1 s 75. Un temps d'autant plus significatif qu'il lui a permis d'obtenir la médaille d'argent derrière le recordman du monde américain Rick Carey et de faire oublier les seize ans de disette olympique de la natation française. Depuis qu'Alain Mosconi avait terminé troisième du 400 m à Mexico, en 1968, plus aucun nageur tricolore n'était monté sur le podium (1). Delcourt aurait peut-être pu accrocher plus sévèrement Carey s'il n'avait pas complètement raté son virage aux 150 mètres. L'Américain avait cependant une très grande marge de sécurité et, de surcroît, il connaissait exactement les possibilités du Français puisqu'il font tous les deux partie de l'équipe universitaire championne des États-Unis. Delcourt s'est entraîné ces deux dernières années à Gainesville, en Floride, où il a bénéficié d'une bourse d'études américaine.

Hommage à Garoffi

Il ne faut pas plus attribuer cette médaille au changement des hommes et des méthodes de la Fédération française de natation, il y a deux ans. Le nouveau directeur technique, Patrice Protopop, avait été, pendant sept ans, l'adjoint du précédent, Michel Garoffi. C'est lui qui a doté la natation française des structures qui lui permettent, aujourd'hui, d'être au bout du tunnel. A 1200 kilomètres de Los Angeles, cinq cadets ont été médaillés aux championnats d'Europe. Ici, à l'exception de Laurence Bensimon, qui a fait sa première course avec de la fièvre, tout le monde, jusqu'à présent, a atteint les objectifs que nous nous étions fixés », nous a affirmé le directeur technique national pour « rendre justice à son prédécesseur ». Le mérite personnel de Protopop dans le redressement de la natation française aura été de mettre les clubs devant leurs responsabilités tout en leur donnant les moyens techniques de faire progresser les jeunes dont ils s'occupent. Il s'agit de laisser le plus longtemps possible les jeunes dans leur cellule club-famille-entraîneur. Quand celle-ci ne leur permet plus de progresser, on les place à un échelon supérieur, section sport-études puis Institut national de l'éducation physique et des sports. Au bout de la chaîne, ils

peuvent arriver aux États-Unis comme Delcourt ou Bensimon.

L'opération a été d'autant mieux réussie dans le cas de Delcourt que ce dernier a été sur le point d'abandonner à tout jamais les bassins. A dix-sept ans, il avait fait sensation en prenant une belle deuxième place aux championnats d'Europe. Mais depuis 1981, il n'avait eu que des déceptions aux championnats du monde et d'Europe. Il se décourageait facilement. Les conditions particulièrement sévères de l'entraînement aux États-Unis, où chaque séance est une véritable compétition, l'ont rendu beaucoup plus mor-dant.

« C'est formidable », lui a dit le nouveau ministre des sports, M. Alain Calmat, après la remise des médailles. « J'ai dû beaucoup travailler. Ces deux dernières années ont été assez dures. Il m'a fallu surmonter de nombreuses déceptions pour retrouver le moral », a répondu Delcourt pendant que quelques entraîneurs étrangers venaient féliciter leurs collègues français qui apprenaient l'amélioration du record national du 4x100 m féminin par Carole Annor, Sophie Kanoun, Véronique Jardin et Laurence Bensimon, dans le relais dominé par les Américaines. Dans le sillage de l'armada de l'amiral Don Gambrell, les corsaires français ont donc réussi quelques beaux coups au but. Patrice Protopop espérait d'ailleurs d'autres performances de laco sur 1 500 m, de Poireau sur 100 m brasse et de Bensimon sur 800 m. « Sinon, dit le DTN, je n'aurais atteint mes objectifs qu'à 50 % ». Les Américains qui avaient annoncé vingt médailles au bout du bassin et en ont déjà gagné seize, d'ores et déjà, à 80 % de leurs prévisions. Affaire de proportion.

ALAIN GIRAUDO.

(1) Michel Rousseau a été deuxième sur 100 m aux championnats du monde 1973.

TIR

Merci, Monsieur Carrega !

De notre envoyé spécial

Los Angeles. — Michel Carrega n'aura jamais de médaille d'or aux Jeux olympiques. Définitivement. Il l'a dit. Finie, pour lui, la haute compétition. Los Angeles sera sa dernière apparition officielle dans une rencontre de niveau mondial, après vingt-cinq ans de présence sur tous les pas de tir de la planète où la fosse olympique est reine. « Thank you, Michel ! », a lancé un spectateur anonyme après le dernier plateau cassé ce matin, reprenant en cela ce que tous ses amis présents ici sont venus lui dire quand ils ont connu sa décision.

Il n'y avait dans son regard aucune amertume quand il a passé la barrière qui sépare les tireurs du public, après sa défaite. Tout juste une petite note d'émotion dans la voix et les yeux un peu rouges. Le soleil ? La poussière ? Ou le chagrin ? Car il la voulait cette médaille d'or, après celle d'argent de Munich. Et Moscou, sans les tireurs français, encore une chance perdue ! Non, cette médaille qu'il voulait tant pour la France n'aura pas voulu de lui, lui qui fut quatre fois champion du monde, une fois champion d'Europe, qui s'est battu, au cours de sa carrière de sportif, dans deux cent vingt concours pour remporter cent dix-huit victoires. Quel acharnement, et quelle invraisemblable obsession du sort !

« Je ne suis pas déçu », dit-il dans ses dents, quelques minutes plus tard, alors que s'apprêtait déjà, pour le dernier combat du barrage en vingt-cinq plateaux, l'Américain Carlisle, l'Italien Giovannetti, qui était venu la veille tout remettre en cause et qui l'emportera comme à Moscou, et Boza le Péruvien, l'outsider. « Je ne suis pas déçu. Je suis mal passé entre les rafales de vent. Il faut essayer de passer entre les rafales comme entre les gouttes d'eau, quand il pleut. Il arrive que l'on soit trempé. Aujourd'hui, j'ai été trempé. » Sacré vent, ici brûlant,

qui donne aux plateaux d'argile cette course vicieuse, imprévisible, au moment où l'on presse sur la queue de détente. Au millième de seconde près, c'est trop tard, la trajectoire a pris, au ras du sol, un virage inattendu, et le plateau se décroche. Cours toujours, va...

Quitter le cirque

« Qu'importe. De toute façon, je ne voulais plus participer à de grandes compétitions. » Quitter le cirque et s'en retourner dans son pays pour se consacrer, enfin, entièrement à son rôle de conseiller technique régional, en tir bien sûr ! Voilà l'avenir, désormais. Et apprendre à d'autres, aux jeunes, tout ce que l'on sait de cet invraisemblable jeu qui consiste à tenter de rattraper au vol des cibles et à les casser avec un fusil et des plombs.

Oh ! il est un peu triste, allez, l'homme de Bastia, comme on le surnommait autrefois avant qu'on ne l'appelle Michel, fier d'être l'ami de ce garçon tranquille et sûr de lui, toujours souriant, toujours accueillant, indifférent aux sollicitations, notamment américaines. Et de se souvenir de ses débuts, lui, le pêcheur de corail, chasseur de perreaux du côté de Momo, où il est né voilà cinquante ans bientôt, à bas dans l'île de Beauté.

On sait bien que tous les Corses naissent avec un fusil dans leur berceau, encore fallait-il savoir s'en servir. Et avec quel talent il l'a fait ! Et avec quelle autorité il a appris, à travers ses succès, aux détracteurs de ce sport difficile et exigeant que le tir aux armes de chasse pouvait être autre chose qu'un jeu de foire ou un passe-temps pour Nemrod en mal de gibier !

Oui, merci Monsieur Carrega, si vraiment vous voulez abandonner les pas de tir. Définitivement.

CLAUDE LAMOTTE.

VOILE

Les larmes de Gildas Guillerot

Los Angeles (AFP). — La joie de Gildas Guillerot, premier vainqueur d'une régat olympique de planche à voile, aura été de courte durée. Après avoir pris un excellent départ, dominé l'épreuve de la tête et des épaules, franchi la ligne d'arrivée avec 55 secondes d'avance sur l'Allemand de l'Ouest Dirk Meyer, il eut tout juste le temps de répondre à quelques questions. Il fit part de la confiance qui l'habitait, répéta qu'il ne craignait pas particulièrement le Néerlandais Stephan Van den Bergh, seulement cinquième, lorsqu'il apprit la mauvaise nouvelle...

Deux membres du jury l'avaient, en effet, vu se livrer au « pumping » dans le dernier bord de large. Cette manœuvre consiste à ramener violemment vers soi, afin de créer un surcroît de vent, le wishbone sur lequel est grée la voile et qui permet de diriger la planche.

Philippe Grandou, directeur technique national de la voile, n'était pas

surpris par la décision du jury : « Gildas a dû pomper » quatorze fois en quinze secondes. Nous l'avions pourtant mis en garde. Ce n'est pas la première fois que cela lui arrive. »

Le Lorientais, peut-être grisé par sa réussite, a commis une erreur de jeunesse. Il possédait une avance considérable de l'ordre de 200 mètres. Il avait course gagnée et, avec 15 nœuds de vent, le « pumping » ne sert pas à grand-chose. Il n'est réellement avantageux que dans le petit temps lorsque les velleplanchistes désirent créer leur propre vent.

Lorsque la sanction lui fut signifiée, des larmes apparurent sur le visage du jeune Breton, visiblement très abattu. Il n'a toutefois pas perdu toute chance de l'emporter, après cet incident quelque peu stupide, puisque le résultat de la moins bonne des sept manches sera été à l'issue de la compétition pour établir le classement final.

Fauteuil piégé ?

De notre envoyé spécial.

Los Angeles. — Lors de la cérémonie d'inauguration des Jeux, une femme dans un fauteuil roulant a défilé en tête de la délégation néo-zélandaise. Il s'agit de Neroli Fairhall, elle a perdu l'usage de ses jambes, en 1969, dans un accident de moto. Cette paralytique ne fait pas envier de devenir une des meilleures tireuses à l'arc de son pays. A trente-neuf ans, elle a mérité de défendre les couleurs des archers All Black aux Jeux. Cela force l'admiration. Pourtant c'est avec suspicion qu'elle a été accueillie à l'UCLA, où est installée la délégation.

Les services de sécurité, qui avaient sans doute regardé une série télévisée où un fauteuil rou-

lant est utilisé dans un attentat contre le président des États-Unis, ont enlevé sans ménagement Neroli Fairhall de son siège pour le passer aux rayons X. En dépit de ses protestations, elle a été traitée comme une véritable terroriste pendant tout l'incident. Le responsable du village a dû se contondre en excuses : « Nos services de sécurité avaient tout envisagé comme objets insoupçonnés pouvant être apportés par un athlète olympique, mais pas un fauteuil roulant. Ils ont cru qu'il était piégé. Les menaces de groupes terroristes sont nombreuses. »

A. G.

BASKET-BALL

Les Français démobilisés

Correspondance

Los Angeles. — Il restait vingt-cinq secondes à jouer. La Chine menait de 2 points, mais le ballon était entre les mains des Français. Tout restait possible. Jean-Michel Sènechal, le capitaine de cette équipe de France, a alors lentement commencé à remonter le terrain, cherchant du regard son coéquipier de Limoges, Richard Dacoury, pour une combinaison qui, par trois fois déjà, depuis le début de la partie, avait réussi de façon impeccable.

La balle a fusé. Depuis son poste d'aïlier, Dacoury a surgi sous les panneaux, l'a cueilli en plein vol et a smashé... A côté ! C'était la balle de match ! Neuf secondes plus tard, la Chine emportait la partie (83 à 83) et son basket-ball avait rien de très banal, même (et surtout) lorsque leur grand pachyderme de pivot, un beau bébé joufflu de 2 m 16, était sur le plancher.

C'est donc sans étonnement qu'on avait vu l'équipe de France mener, laborieusement, à la mi-temps (48 à 39) avant de prendre 14 points d'avance sur une bonne série d'accablantes juste après le repos. C'était pratiquement gagné.

Pourtant, c'est à ce moment-là qu'une série de maladroites individuelles a tout gâché. Sous la pression des Chinois qui amassaient les points comme des fourmis, les Français ont incroyablement dilapidé ce capital qui représentait pourtant leur assurance survie dans ce tournoi olympique. Image vivante de cet éroulement : Jean-Michel Sènechal gâche quatre lancers francs de suite. Ce qui, affirme-t-il, ne lui était jamais arrivé de sa carrière : « J'étais, comme mes camarades, d'une fiabilité incroyable, à-t-il expliqué. Les Jeux se sont peut-être présentés un peu tard pour nous, notre période de forme maximum a coïncidé avec le tournoi de sélection, au mois de mai. Ici, nous manquons de jus. Nous n'avons pas réussi à retrouver nos automatismes. C'est d'autant plus regrettable que la

Chine, comme l'Uruguay, était à notre portée. »

Enfants gâtés

Les Français se sont écroulés. Jean Luent, l'entraîneur de l'équipe, le sait mieux que quiconque. Lui qui a constaté une nette démobilisation de ses troupes une fois la qualification olympique acquise : « Depuis notre tournoi de préparation en Italie, je dois sans cesse les dynamiser, affirme-t-il. Depuis que nous sommes arrivés en Californie, on ne s'entraîne pas bien. J'ai sans doute ma part de responsabilité, car je n'ai pas su les inciter à faire davantage d'efforts, mais je suis persuadé que si j'avais été plus rigoureux il n'y aurait pas eu d'équipe de France aux Jeux olympiques. »

Enorme ! Il est vrai que lorsqu'on voit l'agressivité dont font preuve, ici, certaines équipes féminines, la comparaison avec le basket français est assez désastreuse. « Tant que notre championnat de France continuera sur la voie de la passivité la plus totale, continue Jean Luent, tant qu'on ne se gargarisera avec la Coupe Korac qui est une épreuve secondaire, tant que les vedettes se dispenseront de défendre dans leur club, n'auront pas d'hygiène de vie et continueront à réussir sans grands efforts, on ne pourra pas espérer progresser. Actuellement, le basket français est à sa place. On fait, en France, des vedettes de garçons qui n'en sont pas. Il n'y a aucun basketteur indispensable actuellement à l'équipe de France. Je ne veux plus jamais revoir des Jeux comme ceux-là, où c'est la galère depuis le début. Je ne veux plus être obligé de trainer à l'entraînement des enfants gâtés. Si je continue, ce sera avec des garçons qui ont envie de se battre. »

Triste illustration de la mentalité de certains membres de cette équipe de France : Georges Vestrès refusant de rentrer sur le terrain à une seconde de la fin, pour une combinaison tactique qui pouvait encore faire gagner le match.

En rentrant à Paris, Jean Luent proposera à la Fédération un plan de restructuration général du basket français. De la réponse qu'il recevra à la tête de l'équipe de France. Mais c'est un homme à la fois accablé et terriblement décidé à donner un grand coup de balai que nous avons rencontré dans les coulisses du forum de Los Angeles. S'il est suivi, on va peut-être vers un grand chambardement dans ce sport qui porte le même nom mais qui se joue sur deux planètes différentes, selon qu'on est d'un côté de l'Atlantique ou de l'autre.

CHRISTIAN BINDNER.

L'Italien Giovannetti médaille d'or

De notre envoyé spécial

Los Angeles. — C'est finalement l'Italien Luciano Giovannetti, né près de Florence en 1945 et armurier de son état, qui a obtenu, après barrage, la médaille d'or à la fosse olympique devant le Péruvien Francisco Boza et l'Américain, Daniel Carlisle, grand favori. Le vent qui souffle sur les installations du Prado Recreation Park de Chino a quelque peu modifié le cours logique des choses, et les scores enregistrés sont d'un niveau très moyen (182/200 pour les trois premiers). Michel Carrega est 5^e (190/200).

Le tir à la fosse est discipline olympique depuis 1900. Celle-ci consiste à tirer, afin de les briser, sur des plateaux d'argile de 12 centimètres de diamètre lancés mécaniquement selon des trajectoires définies mais différentes.

La fosse d'où partent les « pigeons » est située à 15 mètres des postes de tir qu'occupent, tour à tour, les concurrents engagés qui constituent la « plan-

che ». Cinq groupes de trois appareils de lancement distribuent les plateaux selon un angle et une vitesse inconnus du tireur. Cette discipline de tir peut être pratiquée, comme toutes celles qui concernent les armes à feu, à n'importe quel âge.

La médaille de bronze de l'Américain Carlisle a été accueillie, ici, avec une grande déception. Le Texan était donné gagnant par la presse bien avant le concours et détiend, en outre le record du monde de la spécialité avec deux cents plateaux cassés sur 200, performance réussie en 1983.

Dans deux jours, vont débiter à Chino, sur les mêmes installations, les épreuves de skeet, autre discipline aux armes de chasse. Là aussi, avec Dean Clark et Matt Dryke, les Américains sont donnés favoris. Mais l'on a appris désormais ici à être désormais prudent.

C. L.

TENNIS A PARIS CET ÉTÉ

TENNIS FOREST ACTION HILL
Paris d'Orléans, Ivry, Aubervilliers, La Défense, Fontenay-s/Bois, Meudon

STAGES INTENSIFS
2 à 3 semaines
734-36-36

Jusqu'à 15 h, même le dimanche
PAR ARRÊTÉ PREFECTORAL

ON CASSE !!!

-25% SUR TOUT

dégriff' meubles

MEUBLES
RESTAURÉS
ET COPIES
D'ANCIENTS

42, Quai d'Austerlitz, PARIS 13^e
Tél. 584.45.24 Metro Austerlitz

Le Monde
dossiers et documents

LE CINÉMA EN FRANCE

NUMÉRO SPÉCIAL - JUILLET-AOÛT 1984 - 8 PAGES - 5,50 F

(Publicité)

ALGÉRIE... avec COREADIS ?

...plus de pannes inévitables
...plus d'immobilisations d'engins
véhicules - électroménager ou machines

TOUT L'OUTILLAGE... TOUTES LES PIÈCES... DISPONIBLES

Chez COREADIS COLIS CONTRE REMBOURSEMENT
B.P. 72 PARIS 75022 CEDEX 01

Le Monde

société

Place aux enfants

Les petites personnes

(Suite de la première page.)
La ligne de démarcation entre les âges est en train de s'effacer rapidement, souligne M. Postman. Enfants et adultes mangent les mêmes choses, s'habillent et parlent de la même façon. Les loisirs des uns ne se distinguent plus de ceux des autres : mêmes sports pratiqués, mêmes émissions regardées. Les citoyens en collette courte sont au courant de tout, ont des rapports sexuels de plus en plus précoces et finissent par commettre les mêmes délits que leurs aînés... « Il n'y a plus d'enfance ».

Comme au Moyen Âge, en somme. Car les enfants de cette époque étaient entièrement mêlés aux autres classes d'âge : on ne leur cachait ni le sexe, ni la violence, ni la mort. C'étaient des adultes en miniature.

Tout changea avec Gutenberg, explique l'universitaire new-yorkais. L'invention de l'imprimerie créa deux catégories de gens : ceux qui lisent et les autres. Pour accéder au premier groupe, il fallait passer par l'école, consacrer des années à devenir adulte, et ces années-là s'appellent l'enfance.

Certes, beaucoup d'enfants des milieux prolétaires continuèrent à être exploités, maltraités et à travailler comme leurs aînés. Mais la bourgeoisie protégeait de plus en plus les siens et imposait progressivement ce modèle. L'apogée de l'enfance intervint entre 1850 et 1950. Les enfants eurent un statut particulier, un mode de vie à part. Les adultes ne leur livraient que progressivement un certain nombre de secrets : le sexe, la mort, etc.

Tout cela a été bouleversé par la télévision, affirme M. Postman. Désormais les enfants sont informés sans intermédiaire et sans véritable progression. Le petit écran est là, à la portée de chacun. Il ne divise pas ses auditeurs en groupes séparés. Aucune connaissance complexe n'est nécessaire pour y accéder : « Il n'y a plus d'enfance ».

La théorie est séduisante et stimulante, mais que vaut-elle ? Chacun sent bien que les enfants restent des enfants, même s'ils ont changé. Des enfants très adultes, par certains côtés, mais terriblement enfants par d'autres.

Ces insaisissables restent très influencés par leur sexe (il y a toujours des modèles masculins et des modèles féminins). Influencés aussi par leur milieu social et leur environnement familial (l'enfance avec un grand E n'existe pas, il y a des enfants). Mais trois phénomènes mo-

dernes les marquent : l'urbanisation, la télévision et les nouvelles relations parentales.

Les trois quarts des enfants de moins de douze ans vivent en milieu urbain, dans des villes qui n'avaient pas été prévues pour eux. On a fini par leur y faire une place mais sans résoudre le problème. « Les enfants qui habitent des cités-dortoirs sans repères historiques, sans métiers exercés sur place et, souvent, sans personnes âgées n'ont plus de connaissances concrètes, constate M^{me} Marie-José Chombart de Lauwe, maître de recherches au

« créativité » vers des activités d'expression organisée, dans des ateliers spécifiques ».

Les enfants de 1984 savent une foule de choses. Grâce à la télévision, en particulier, qui leur donne une ouverture sur le passé, l'avenir et les autres pays. Mais tout cela leur arrive en flots, alors que jadis la personnalité se formait progressivement, par une prise directe sur les faits : c'est par la mort du grand-père qu'on découvrait la mort, non par un feuilleton télévisé ou par un reportage sur le Liban. Une multitude d'images et de signes, plus ou

comme ils sont : changeants, incertains et parfois dénués (le taux de divorces a doublé en France entre le début des années 70 et le début des années 80). Des parents incapables, dans bien des cas, de fixer des limites à leurs enfants, de leur communiquer des valeurs sûres. On vit sur les restes des certitudes d'hier, en cherchant tant bien que mal à les intégrer dans de nouveaux modes de vie.

Or ces parents ambigus se préoccupent beaucoup plus que jadis de leurs enfants. Parce qu'ils en ont moins, et que cela crée des relations affectives plus fortes : parce qu'ils connaissent mieux les problèmes de l'enfance, ce qui les rend plus anxieux.

D'où un immense paradoxe. Les enfants n'ont jamais été aussi entourés par leurs parents et par des professionnels en tous genres : enseignants, animateurs, éducateurs sociaux, psychologues... Mais, paradoxalement, ils n'ont jamais été autant laissés à eux-mêmes : devant la télévision, sans système éducatif précis...

Problème de riches, dira-t-on, en rappelant que des enfants travaillent, sans limite horaire, dans des usines françaises jusqu'en 1841. Aujourd'hui encore, selon le Bureau international du travail, « plus de cinquante millions d'enfants de moins de quinze ans travaillent dans des conditions dangereuses et nuisibles à leur développement physique et moral ». L'UNICEF rappelle, pour sa part, que « dans les régions les plus pauvres du monde, les enfants sont malades environ cent soixante jours par an ». Sans parler des enfants de la Chine, des enfants de la Manille, des enfants-soldats de Khmer rouge, des enfants de la rue, des enfants torturés ici ou là sous les yeux de leurs parents...

Problème de riches peut-être, mais qui cache beaucoup de drames. La France est encore loin d'être un paradis de l'enfance. Après tout, le sort des six-douze ans vaut bien d'autres débats qui nous occupent à longueur d'année. Place aux enfants !

ROBERT SOLÉ

Prochains articles :

VILLES-PRISONS
VILLES RÉVÉES

DES Z'HETRES
LOIN DE LA ZUP

EN BREF

Un neuvième membre
de l'ETA militaire
arrêté près de Bayonne

Eugenio Etxeveste, surnommé Antxon, trente-trois ans, un des principaux dirigeants de l'ETA militaire, a été arrêté, le 31 juillet, par une patrouille de CRS au cours d'un contrôle d'identité près de Bayonne (Pyrénées-Orientales). Eugenio Etxeveste résidait au Pays basque français depuis une dizaine d'années, mais en situation clandestine : ses papiers n'étaient plus en règle.

Cette arrestation ne fait pas suite à un mandat d'arrêt international des autorités judiciaires espagnoles, comme ce fut le cas pour huit autres militants arrêtés depuis le 5 juillet et menacés d'extradition. Eugenio Etxeveste a été assigné à résidence en Moselle aux termes d'une décision ministérielle.

D'autre part, plus de cinq cents personnes ont rendu hommage, mardi 31 juillet, à Saint-Jean-de-Luz, au réfugié basque espagnol Thomas Perez Revilla, décédé des suites de ses blessures le 28 juillet, après un attentat à Biarritz le 15 juin, revendiqué par le Groupe antiterroriste de libération (GAL).

Un évêque de l'Est président de la Fédération luthérienne mondiale. Le chef de l'Eglise luthérienne hongroise, Mgr Zoltan Kaldy, soixante-cinq ans, a été élu, mardi 31 juillet à Budapest, président de la Fédération luthérienne mondiale pour une période de sept ans. Il est le premier représentant d'un pays de l'Est à être élu à ce poste.

C'est aussi la première fois que la Fédération luthérienne mondiale se réunit en assemblée plénière dans un pays de l'Est. Elle représente quarante-dix-sept Eglises membres, avec cinquante-cinq millions de croyants dans soixante-six pays du monde. Mgr Kaldy dirige depuis 1959 l'Eglise luthérienne hongroise. Député au Parlement de Budapest depuis 1971, il est membre du comité central du Conseil mondial des Eglises et vice-président du Conseil œcuménique. — (AFP).

LE MEURTRE D'UN ADOLESCENT A ROSNY-SOUS-BOIS

« Ça aurait pu être un autre ! »

Un adolescent âgé de dix-sept ans, Farid, a été tué à Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), dans la cité Danielle-Casanova, de deux coups de couteau, lundi 30 juillet, vers 22 h 30, par Joseph-Pierre Modo, un Cernéen de trente-sept ans, le veuve de vitres (le Monde du 1^{er} août). Les amis de Farid témoignent. Ils étaient réunis entre jeunes, comme tous les soirs. Une partie de football avec une chaussure s'engage. Une passe ratée, et elle vient échouer au pied de Joseph-Pierre Modo, qui aussitôt s'échappe. Saisissant Farid au cou, le soutevent, Modo — « le blanc », comme les jeunes l'appellent — menace de le tuer.

Farid ne se défend pas. Il accepte la bagarre. Et, en moins de cinq minutes, Joseph-Pierre Modo sort un couteau de boucher et poignarde Farid. « Ça aurait pu être un autre », raconte Karim, Modo, qui avait squatté un appartement de la cité, passait pour un agresseur. Il avait déjà maintes fois menacé de poignarder les gens, selon les habitants de la cité. Son agressivité serait devenue de plus en plus menaçante. Surtout depuis le départ de sa femme, il y a deux mois.

Choqués, les amis de Farid qui ont témoigné mardi 31 juillet devant les policiers sont habités par un sentiment de revanche. « On

veut la peine de mort », dit l'un. « Cinquante ans de prison minimum », dit l'autre.

Les habitants de la cité sont unanimes pour refuser d'être assimilés à un lot de violence. « Des bagarres ? Il y en a, mais pas plus qu'ailleurs », dit une habitante. Chaque fois qu'il y a un coup dans Rosny, on le ramène à la cité.

Ce n'est pas ce que l'on pense dans le quartier pavillonnaire qui entoure cette cité. Le meurtre a été aussitôt assimilé à la violence qui règne dans cette zone, vols, cambriolages, agressions d'enfants... « Cela devait arriver », dit l'un d'eux. Témoin de ce sentiment d'insécurité, le barbelé qui sépare depuis deux mois le quartier pavillonnaire de la cité. Pour Morade, quatorze ans, ce barbelé, c'est le symbole de l'hostilité qu'ils ont à l'égard des siens : « Ils nous prennent pour des singes, bientôt ils vont nous jeter des cacahuètes ».

Le sentiment des jeunes gens de la cité. Celui du quartier pavillonnaire. Deux interprétations différentes d'un même fait dans un climat où la sérénité n'est pas au rendez-vous. Dans un camp, on se juge victime d'une agression. Dans l'autre, on renvoie la cité à ses démons de violence.

V. Ms.

M. Chevènement veut restaurer à l'école le sens de l'effort et la compétence

« Nous devons relever le défi formidable de la mutation technologique, sociale et culturelle et maintenir la France au rang des grandes nations ». Même s'il s'estime encore « un peu frais » dans sa nouvelle mission, M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, qui livrait ses premières impressions, mardi 31 juillet, à la presse, a une conscience claire de l'objectif qu'il vise, des ressources à exploiter pour y parvenir, et des priorités — nombreuses — auxquelles il entend se consacrer.

Mais ce fils d'instituteurs, qui évoque volontiers son enfance, sait aussi que la tâche est délicate : « A l'époque, se souvient-il, on allait au certificat d'études : les meilleurs allaient en sixième. Des rapports étroits et affectueux se tissaient entre les maîtres et les élèves. Les choses étaient simples. Elles le sont peut-être moins aujourd'hui ».

Pour lutter à armes égales avec des pays tels que le Japon ou les Etats-Unis, il lui semble que « le destin normal de tous les jeunes

français serait d'aller vers le baccalauréat ou le brevet de technicien ». Car « nous devons avoir l'ambition d'un système éducatif très performant ».

Moderniser ne signifie pas, pour lui, renoncer aux apprentissages traditionnels. Au contraire, le « savoir » est la « fonction principale de l'école ». Chaque jeune français doit y acquérir la maîtrise du langage, du calcul et une « solide conscience nationale ». La formation des maîtres est, à cette fin, essentielle, et il entend bien rétablir leur « prestige » qui, « décollé, bien entendu, de la maîtrise du savoir ».

C'est sur les enseignants, insiste M. Chevènement, que repose l'avenir du pays. « Il faut que cela se sache ». Et lorsqu'il s'adresse aux enfants — mais le conseil vaut pour tous — il leur dit : « Il faut être capable de travailler. On n'apprend pas par inadvertance ». Car il entend bien restaurer quelques valeurs fondamentales : « Le sens de l'effort, la distinction entre bon et mauvais travail, la compétence. La laïcité n'est-elle pas d'abord, rappelle-t-il, le combat contre l'ignorance », citant ensuite « l'amour de la tolérance, le sens de la justice sociale, le respect scrupuleux de la conscience chez l'enfant ».

C'est dans cette perspective d'amélioration et de rénovation du système éducatif qu'il place la question de l'enseignement privé. Mais il l'entoure, pour l'instant, de discrétion, bien décidé à en finir « dans les meilleurs délais ».

C. A.

« LE GOUVERNEMENT ET LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION SE SONT FAIT GENTILMENT COUILLONNER PAR L'ÉPISCOPAT »
déclare M. Bouchareissas (CNAL)

« Il faudrait bien un jour résorber le dualisme scolaire », a affirmé M. Michel Bouchareissas, au micro de France-Inter, mardi 31 juillet. Pour le secrétaire général du Comité national d'action laïque (CNAL), le président de la République a fait « une estimation un petit peu exagérée, déformée, de ce qu'a été en réalité le 24 juin, avec son presque-million de personnes dans les rues de Paris ». Il a ajouté : « Le gouvernement et le ministre de l'éducation nationale se sont fait gentiment couillonner par l'épiscopat ».

M. Bouchareissas a déclaré en outre : « Je n'ai pas l'impression que le référendum soit très bien parti. Je n'en porterais pas le deuil. Pas plus d'ailleurs que je ne porte ou que nous portons le deuil de la défunte loi Savary. Nous n'avons jamais été de chauds partisans du référendum. L'histoire contemporaine, ou même au-delà, nous montre que c'est toujours plus ou moins un plébiscite (...) Je trouve que ces questions-là doivent être réglées par la représentation nationale, c'est-à-dire par l'Assemblée nationale et le Sénat. Ils ont été élus pour ça, avec un programme. Ce programme, nous nous y référons parce que nous sommes loyaux et cohérents ».

PEUR, RACISME, AUTODÉFENSE...

Une bouffée de colère estivale à Belle-Ile

Belle-Ile (Morbihan). — Belle-Ile vivait heureuse, à 15 kilomètres des furieux continentaux, avec ses champs prospères, ses criques secrètes, ses deux menhirs, Jean et Jeanne, vieux témoins d'un passé druidique. Neuf mois cloîtrés dans sa farouche solitude, l'île tolérante trois mois l'invasion planifiante des épauettes et leur envahissement à voile. Belle-Ile, bête, contemplait dans l'océan ses jolies couleurs de paradis balnéaire. Mais une nuit d'été a suffi pour que débarquent sur le quai Vauban les démons familiers du continent. Peur, racisme, autodéfense. Et l'île, tout d'un coup assaillie par les micros et les caméras, n'en finit pas depuis trois jours de se frotter les yeux.

On aimerait tant n'y pas croire. On aimerait tant ne voir, dans cette maudite nuit du 28 au 29 juillet, qu'une fin de bal à peine plus arrosée qu'une autre, une bouffée de colère estivale dont la marée emporterait le souvenir boueux. Belle-Ile, cette nuit-là, a pourtant bel et bien fêté la razzia (le Monde du 31 juillet). A la fin du bal des « résidentiels », un pugilat avait éclaté. D'un côté, de jeunes Bellillois, de l'autre, des adolescents de la banlieue parisienne séjournant au Palais, principale commune de l'île, dans le cadre de l'opération « anti-été chaud ».

Des gourdins jaillissent, des barres à mine et même une fourche. Un Bellillois est blessé. Une cinquantaine d'élus partent alors en expédition punitive vers le camp des Parisiens, à 90 % d'origine maghrébine. « Dehors, les ratons ! », entend-on. Une heure de négociations avec les gendarmes, et les assaillants, finalement, lèvent le camp. Car, tout de même, « Belle-Ile, n'est pas Marseille », souligne le charcutier.

Tout au long de la semaine, Belle-Ile et les jeunes banlieusards avaient échangé des coups d'épingle. « Quand on nous rencontre dans les cafés, on nous regarde comme des chiens », se plaint un jeune. Les Palantins, pour leur part, sont prompts à imputer au groupe tous

De notre envoyé spécial

les délits commis entre le port et la citadelle de Vauban. Le fait que quelques cigarettes soient dérobées dans une poche-revolver devient un « racket en pleine rue ». Belle-Ile tient le bouc émissaire de son insécurité miniaturisée.

De l'huile de vidange était versée sur les ponts des bateaux ? Des canots gonflables crevés ? Les Arabes ! Les extincteurs du camping vidés sur la pelouse ? Les Arabes encore, marmure Le Palais. Certes, les adolescents ont fracturé une vitrine pour dérober des babioles, mais la directrice du camp a immédiatement indemnisé le commerçant.

Des gamins turbulents

Faut-il donc refouler désormais ces touristes indésirables ? « Sous le coup de l'émotion, on voulait fermer le camp, on ne peut pas accepter que des filles, répond M. Serge Albagnac, adjoint au maire du Palais. Mais ce serait donner une victoire trop facile aux racistes. Il faut peut-être seulement les encadrer un peu mieux. » « Ce camp est scandaleux », rétorque M. Daniel Le Moirais, maire de la commune voisine de Sauzon. Les Bellillois n'ont pas les moyens de partir en vacances, et à ces gars-là, on leur paie éducation, planche à voile, canot. Ils seraient mieux à Carnac ou à Quiberon, où il est plus facile de faire venir des renforts de police. » M. Le Moirais n'est « certes pas raciste ». Dans le cinéma dont il est propriétaire, il accueille « les Noirs, les Blancs, les Rouges ». Mais tenter de faire entrer onze adolescents avec huit billets le révolte.

M. Le Moirais n'a sans doute pas visité le « camp quatre étoiles ». Les nababs parisiens logent sous des tentes prêtes par l'armée, parmi des bâtiments désaffectés aux vives brisées, cernés d'herbes folles, anciens locaux d'un institut profes-

sionnel d'éducation surveillée. L'insécurité a débuté en 1977, mais un vague parfum carcéral habite encore ces ruines.

Un nouveau groupe de dix filles et six garçons a succédé, comme prévu, aux gamins turbulents de la semaine passée. La directrice en fonction pendant le mois de juillet, qui a posé plaintes contre les coups et blessures volontaires et propos racistes, a, elle aussi, cédé la place. Son successeur recherche l'« apaisement ». Tout à leurs courbatures, les adolescents passent sans les lire devant les coupures de journaux qui relatent le drame, affichées dans les couloirs.

L'apaisement donc. Tournant son stylo dans sa bouche, le cafetier, président de l'Association des commerçants, livre un communiqué au journal Ouest-France, réclamant « le rétablissement d'un climat serein ». Partout, les Bellillois retrouvent dans le seul combat, somme toute, digne d'intérêt : la défense de l'image de l'île, injustement troublée. Rassurez-vous, liens, les campings sont paisibles. On y colle fiévreusement l'oreille aux transistors, mais, d'avantage que les faits divers, c'est la météo marine qu'on écoute.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

Le maire de Pantin dénonce une « razzia ». Le maire de Pantin (Seine-Saint-Denis), M. Jacques Isabet (PC), a dénoncé, mardi 31 juillet, « les événements de Belle-Ile, qui sont d'une gravité qu'il serait dangereux de banaliser ». Pour le maire de Pantin, ville dont venaient une partie des jeunes qui participaient au camp de Belle-Ile, les menaces et ceux qui se sont laissés entraîner ont participé à une « razzia », que rien ne peut excuser. (...) Ici et là, les jeunes du camp ont été décrits comme des délinquants et pré-délinquants. Je peux affirmer qu'il n'en est rien. Les jeunes de Pantin qui participaient à ce camp n'ont jamais eu affaire avec la police ni d'ailleurs avec l'éducation surveillée ».

Michel Amu
ariste orthodon

مكتبة الأصيل

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Une semaine
aux portes de Paris

Transport en commun

JEUDI

Même en été, les journées sont si courtes qu'il vaut parfois mieux les réver. Elles s'étirent alors au rythme d'heures factices et, si l'on se met à se raconter des histoires ou bien des souvenirs, elles peuvent s'étendre jusqu'à occuper le temps de mille et un jours. C'est ainsi que Sainte-Beuve, armé des seuls hunds, battit Shéhérazade.

Prenez un de ces jours sans fin et appliquons-les, puisque cette semaine nous conduit en banlieue, le cours sinueux de la Seine. La Seine, c'est presque le seul point commun entre Paris et sa banlieue. Un autre point commun est que la Seine est partout aussi abjecte et si scandaleusement immonde qu'on devrait y faire macérer tous les maires des communes qui la bordent et l'abreuvent de leurs saletés. M. Chirac en premier lieu. Quand on pense qu'à Londres les saumons remontent à nouveau la Tamise...

Un avantage théorique de la banlieue sur Paris, c'est précisément les piscines, puisque la Marne, où une rivière de Nogent ou du Perreux nous disait se baigner il y a vingt ans, est à son tour polluée. Mais, dès que les beaux jours viennent, toutes les piscines de la région subissent un affreux bair de foule, car Paris, qui n'en construit guère que pour les claustrophiles de l'hiver, y envoie ses légions estivales. Les bords de

Marne, qui virent éclore tant d'amours et de peintres, ne sont plus ce qu'ils étaient : les frites y sont moins grasses, par un processus inverse de celui du fleuve. Pour donner un peu d'eau claire tant à Paris qu'à sa banlieue de manière à peu près équitable, il faudrait, en fait, transformer l'ancienne voie ferrée de la petite ceinture en piscine. On y ferait au moins l'économie du trou.

Même les canaux qui convergent vers Paris, et dont les eaux sont en principe bien dressées, sont aujourd'hui répugnants. On le voit bien ce matin, en se rendant à La Villette, suivant le canal de l'Oueroq. L'eau est noire, lente, fumante, et l'on ne souhaite pas aux pécheurs de s'y faire infuser.

A l'ouest de La Villette, il y a des restaurants populaires, type steak-frites ; à l'est, la viande est entre des mains plus bourgeoises, comme la cuisine du même nom. Cela remonte aux abattoirs, nous fait remarquer Olivier Boissière, qui, avec Gilles de Bures, s'emploie à assurer l'avenir de la grande halle, bizarrement aménagée par les architectes Reichen et Robert. Les abattoirs, c'était le bon temps ; maintenant, il faut, comme tout le monde, aller chercher sa viande à Rungis. Le scandale est passé, emportant avec lui les meuglements des vaches, les vociférations des porcs. On a oublié le nom

des architectes qui avaient édifié l'énorme vaisseau encore debout au milieu du « parc ».

Le nouvel architecte s'appelle Adrien Fainsilber. Il paraît qu'il a quelquefois des colères océaniques. Cela va bien à l'inévitable métaphore du paquebot qui collera, comme à Beaubourg, au futur Musée des sciences et des techniques. Le bâtiment est d'ailleurs grand comme trois fois le Centre Pompidou, et pourrait contenir trois ou quatre fois l'ex-France. Et le chantier est à l'échelle. Michel Vodar nous y conduit en ami, juste pour l'impression, pour mesurer l'exploit technique que représente cette colossale et magnifique structure. Pour l'explication de l'architecture, il faudra attendre Adrien Fainsilber et que les travaux soient plus avancés. L'an prochain, ou en 1986. C'est fou le nombre de chantiers qui devraient s'achever en 1986 !

Rien, sans doute, n'est plus compliqué que reprendre et adapter ce type de bâtiments. Michel Vodar, par exemple, a beaucoup travaillé sur les problèmes de sécurité. Ils ne sont, en effet, pas les mêmes pour les bêtes de boucherie et les visiteurs d'un musée. D'ordinaire, Vodar est peu loquace et flegmatique, mais il est plutôt content, ma foi, et intarissable lorsqu'il s'agit de ses discussions avec les pompiers. C'est moins drôle, en revanche, avec ces institu-

tions moins connues du public et, qu'on appelle les bureaux de contrôle, despotes, maniaques et intransigeants, qui vérifient, eux, la solidité, comme disait Vitruve, du bâtiment. Alors les charrettes succèdent aux charrettes. C'est d'ailleurs toujours entre deux charrettes qu'on arrive à voir les gens de l'équipe Fainsilber. Ce que sera en fin de compte le musée n'est pas encore perceptible. Sauf l'espace, les espaces, magnifiques. Et, ici et là, quelques essais du « bleu Villette ». Et le grand hall hémisphérique, presque achevé, et qui brille déjà avant d'avoir reçu son enveloppe de miroirs.

VENREDI

Exposition « Les belles amies de Port-Royal » au musée national des Granges de Port-Royal. Il s'agit de ces grandes dames, parfois peu vertueuses mais bien au fait des activités intellectuelles de leur époque qui s'intéressèrent de près ou de loin à la vie de l'abbaye. Beaucoup y firent de fréquentes visites et même des retraites. Quelques-unes y découvrirent la foi, d'autres des raisons de s'amender. La marquise de Sévigné, la duchesse de Luynes, la marquise de Sablé ont ici leur portrait. Beaux bras ronds et cous blancs ornés de perles qui dégringolent vers de profondes gorges. Coiffure en goutte d'eau pour la princesse de Conti. Elles ont toutes un

sourire pincé, et Gilberte Perrier, la sœur de Blaise Pascal, n'a pas l'air aimable. Des lettres manuscrites et quelques livres parcheminés complètent cette exposition qui reflète très succinctement le rôle joué par ces belles du XVII^e siècle dans la vie de Port-Royal.

Dans la foulée, visite du musée des Granges de Port-Royal, autrefois les « petites écoles » des solitaires. Ces messieurs de la haute qui abandonnèrent les plaisirs et biens de ce monde pour se consacrer à la méditation. Les huit salles retracent cahin-caha l'histoire du jansénisme, dont la base est la doctrine de saint Augustin sur la grâce et la prédestination. Le tout est régi par une discipline de fer, tenu par une main de granit gantée de marbre glacial.

Autour d'eux, des évêques, archevêques et autres personnages aux mines patibulaires dont les noms n'évoquent plus grand-chose. Les érudits vous diront qu'ils furent les vilains loups d'une belle histoire entre Dieu et les jansénistes. Ce sont les hommes de Richelieu et plus tard ceux de Louis XIV, qui fit raser l'abbaye en 1709 et en expulser, manu militari, les religieuses. Les tombes furent profanées et les ossements jetés à pleines charrettes dans la fosse commune de Saint-Lambert, un petit village voisin.

(Lire la suite page 12.)

Portrait

Michel Amoric, guitariste orthodoxe

Si un plaisantin vous demande un jour : « Quel rapport y a-t-il entre une mâchoire et une guitare ? », il est probable que vous calerez. Sauf si vous allez au bout de cet article. Vous répondrez alors : « Michel Amoric ». L'intéressé lui-même est plus nuancé. Si son père, déjà, fabriquait des appareils dentaires — ce qui l'amena très vite à considérer les mâchoires comme des jouets, — et s'il monta une guitare sur une scène dès l'âge de dix ans, il n'en rêva pas pour autant de mâchoires à cordes ou de guitares dentées...

Dans l'histoire des hommes, apparemment, les orthodontistes, apparus pourtant bien ultérieurement, ont fait beaucoup plus de dégâts que les guitaristes. Question de mettre les dents et les os dans de meilleurs termes, ils se sont d'abord fondés sur les bouches parfaites des aborigènes : allant chercher au Musée de l'Homme, dans une sépulture, des dents lésées et constatant que les mâchoires des beaux sauvages s'emboîtent de 5 millimètres de chaque côté, ils ont fait sauter les pévères prémodernes de leurs dents, qui n'avaient rien d'aborigènes... Aux Etats-Unis, ils ont pourvu le sourire comme le bronze artificiel, et comme outil de propagande raciste, répandant les profils pour qu'ils ressemblent le moins possible à ceux des Noirs.

La grande guitariste Campion, au dix-huitième siècle, s'est contentée de dire : « Il faut qu'on transforme l'harmonie en chiffres. » Michel Amoric a fait un peu mieux cette dentée puisque, avant de procéder, dans une manière comme dans

l'autre, il sort sa règle d'or, un petit compas à quatre branches, qui définit le rapport 1,618. Le chiffre magique : celui qu'on retrouve, selon Michel Amoric, aussi bien dans le Parthénon que dans le visage d'une cover-girl ou dans un poème de Valéry (1). Man Ray ne voyait-il pas un violon d'Ingres dans le dos d'une baigneuse ? Comme s'il s'agissait d'une fleur, Michel Amoric présente son nouveau luth à Xanakis, qui, aussitôt, le mesure et déclare : « C'est presque le rapport 1,618. » « Oui mais... », ajoute Amoric qui rêve de proposer le nombre à un ordinateur, la difficulté est dans ce battant d'incertitude. Où est la précision dans notre société mécaniste ? En restauration (entendez de dents), plus vous regardez les os en globalité, plus vous êtes approximatif, alors que, pour la dent, un dixième de millimètre est perceptible par le cerveau... La biométrie a ses limites.

On avait déjà vu un professeur de pneumologie qui jouait du violoncelle, des luthistes médecins ou avocats, un dentiste critique musical. Voilà le guitariste orthodoxe : Michel Amoric, trente-quatre ans, deux jours et demi par semaine orthodontiste, et les autres jours et demi par semaine guitariste. Qui, mais guitariste de quoi ? Guitare de folk-country ou guitare de jazz ? Luth Renaissance ou luth baroque ? Michel Amoric détaste les spécialités et, une fois de plus, nous met dans l'embarras : « C'est sans doute très intéressant de ne faire qu'une seule chose, mais ça ne me satisfait pas. On admet qu'un percussionniste joue en



même temps du tam-tam ou du glockenspiel, pas un guitariste... Pendant toutes mes études, on m'a dit : « Tu n'es qu'un sale amateur. » J'en ai bavé : pour les orthodontistes, j'étais un musicien, et pour les musiciens un orthodontiste... De la même façon, annoncer : « Je fais de la guitare et de la guitare » est presque aussi mal reçu que de dire : « Je fais de l'orthodontie et de la guitare. » Mais quand on forme un enfant, ou quand on se forme soi-même, on ne sait pas quel sera le marché dans vingt ans. Il y a trente ans, le flamenco marchait très fort, aujourd'hui il connaît une rechute... Les classes de guitare classique au conservatoire se dépeuplent. Moi, quand j'étais un jeune blanc-bec, les directeurs de conservatoire se mettaient à mes genoux pour avoir un guitariste. J'ai été un des tout premiers à jouer de la musique contemporaine avec ma guitare, mais la première fois que j'ai joué du luth, on m'a dit : « Qu'est-ce que tu fais avec ce machin ? »

Il faut préciser que le marché de la guitare semble inversement proportionnel au marché de l'orthodontie : les ventes de guitare baissent d'un tiers d'année en année, alors que le nombre des orthodontistes, en cinquante ans, est passé

de douze à sept cents, brassant 52 milliards par an. C'est peut-être une bonne chose que quelqu'un ait dit à Michel Amoric, quand il avait douze ans et qu'il donnait un concert de guitare : « Pourquoi ne continues-tu pas tes études au lieu de faire la rigole ? »

A dix-sept ans, pourtant, il se retrouve professeur de conservatoire. La musique paie ses études. En 1968 (tiens, presque un chiffre d'or si on enlève le 9), il commence ses classes à la faculté de médecine. « Le moment et l'occasion d'acquiescer une conscience politique. » Puis il se spécialise dans l'orthodontie : « Si je n'avais fait que du dentaire, je n'aurais pas moi-même en France, je serais parti aux Etats-Unis faire de la recherche et de l'enseignement. Mais je ne suis pas parti parce que je suis musicien, point final. »

Il ne s'intègre pas à une faculté, il devient son propre patron : il travaille le mercredi et le samedi, le jour de liberté des enfants, qui sont à 80 % ses clients. « A la fin je me suis rendu compte que c'était rentable. » Avec sa guitare, il ne gagne que le SMIC, et le réinvestit aussitôt dans l'achat de nouveaux instruments, de fils, de partitions. « Je pourrais demain gagner ma vie

avec la guitare, mais il faudrait que je fasse de longues tournées avec les Jeunesses musicales de France, de l'animation dans les écoles, et de l'enseignement dans des conservatoires de banlieue. Tout ça me prendrait beaucoup de temps et ne m'ouvrirait pas l'esprit. Là je me subventionne moi-même en acceptant des cachets normaux. La guitare est un instrument qui ne se joue pas souvent. Il y a douze mois dans une année, et il y a des mois vides, les cachets doivent les ram-bourser. Les disques ne rapportent pas grand-chose. Mais il y a le plaisir du prestige et de bien faire.

Quand un type donne des cours de musique, il fait autre chose qu'être concertiste, mais, parce qu'il continue à faire de la musique, on le considère comme un type valable. Quand les gens sont musiciens et inspecteurs de ministères, c'est encore de la musique, mais c'est horriblement mal vu. Je suis conscient que c'est en jouant, même dans des concerts mauvais, mais avec d'autres, qu'on se perfectionne. Le défaut du guitariste est de rester dans sa chambre, conseillé souvent par de mauvais professeurs.

Ce mercredi 1^{er} août, Michel Amoric quittera son cabinet pour aller au musée Carnavalet, où il

jouera, dans le cadre du Festival estival de Paris, des œuvres du début du dix-septième siècle italien pour guitare baroque et théorbe, puis un trio et des quatuors de Vivaldi pour luth et cordes. Le 29 août, il jouera des œuvres contemporaines et anciennes en comparaison, dont une création pour deux luths et bandes magnétiques qu'il a lui-même écrites : « J'ai voulu faire une pièce de musique naïve, primaire dans le plus grand sens du mot, et j'espère humoristique. Le luth baroque est accordé en ré mineur et j'ai pris toutes les harmoniques naturelles du ré pour les traiter en prolifération et, par un système électro-acoustique, en dénaturer le timbre. Je proposerais ainsi un exercice d'écoute entre le son déformé, vulgaire, et le son naturel du luth, sans amplificateur, qui va ponctuer le morceau. »

Comme tout artiste, Michel Amoric a un grand projet fou, pratiquement impossible à réaliser : remonter les tout premiers opéras d'avant Lully, l'Euridyce écrit en 1600 par Iacopo Peri, pour le mariage d'Henri IV, et le Ballet classique de la reine, qu'Henri III fit écrire pour son favori, le duc de Joyeuse. En plus du livret, Michel Amoric a retrouvé, à la Bibliothèque nationale, les dessins des costumes des accessoires de l'époque. Il rêve de ces girafes et des éléphants qui entraîneraient des chars sur lesquels le chœur et les instrumentistes étaient ballottés...

HERVÉ GUIBERT.

(1) Le nombre d'or est égal à $\sqrt{5} + 1$, soit environ 1,618.

LE MONDE DES SPECTACLES

FESTIVALS

Festival estival de Paris

(549-1443)

Monte-Carnaval, le 1^{er} à 18 h 30 : Ensemble instrumental Antiqua Nova (Rossi, Grunata, Kapsberger...).

Eglise St-Sébastien, le 2 à 18 h 30 : Krumpholtz (Schubert, Liszt, Brahms...).

Station Amboise/RER, le 3 à 16 h 30 : Paris Brass Ensemble (Gabriel, Iverson, Van der...).

Eglise de Biot, le 3 à 20 h 30 : R. Krumpholtz, Concert Arban (Gabriel, Liszt, Holbein...).

Bateau-mouche, le 4 à 15 h 30 : Paris Brass Ensemble (Gabriel, Iverson, Van der...).

Château de Malmaison-Lafitte, le 5 à 17 h 30 : D. Pissani (Bach, Fauré, Britten...).

Mairie de St, le 7 à 18 h 30 : Duo F.A. Sauer, I. Södergren (Schubert, Grieg, Dvorak...).

Festivals en province

ALSACE
Guebwiller, Dominicans (89) 76-10-63 : le 2 à 20 h 45 : M. Rostropovitch, J. Villa (Brahms, Bach, Schumann...).

AUTUNNE
Saint-Léon-Vézère, Festival de Périgord noir (53) 51-82-87, Eglise romane, le 2 à 21 h : Quintette à vent Taffaud (Haydn, Dancz, Rosini...); le 5 à 21 h : M. Debus, J. Vandewille (Toscanini, Geminiani, Pachelbel...).

Auvergne
Vichy, Ete musical (70) 31-68-83, Grand Casino, le 5 à 20 h 30 : Orchestre symphonique du Th. des Arts de Rouen, dir. P. Eluïn (Verdi, La Traviata...).

Bourgogne
Nuits de Bourgogne (80) 30-78-07, Château de Clos de Vougeot, le 1^{er} à 21 h : M. Rostropovitch, J. Villa (Bach, Brahms, Schumann...).

Bretagne
Flay, Théâtre, le 1^{er} à 23 h : C. Borrali; le 2 à 21 h : H. Carlier-Brunon; le 4 à 21 h : Trio de flûte, harpe et alto.

Centre
Festival des 3 Mers (98) 80-05-33, Saint-Gervais de Landevennec, Abbaye, le 4 à 21 h : Orchestre et chorale P. Kuentz, chorale A. Roussel, dir. P. Kuentz (Charpentier, Bach...).

Champagne
Lampaul Goussier, Eglise, le 7 à 21 h : Quatuor Varsovia (Haydn...).

Charente
Santalo en Sers, Festival Charentais, le 2 à 21 h 30 : Ensemble F. Danzi (Bach); le 4 à 21 h 30 : Ensemble F. Danzi (Bach, Debussy, Fauré...); le 7 à 21 h 30 : Trio Albaniz (Dowland, Diabelli, Albaniz...); le 8 à 21 h 30 : Ensemble guitarras da camera (Krausz, Schubert, Beethoven...).

Corse
Amelée, Collège Saint-Denis, le 4 à 21 h : P. de Kergomarc'h, Ensemble de cuivres Voluntary, dir. P. Dutoit (Gabriel, Pizzelli, Bach...).

Dauphiné
Valpurg III Festival régional (54) 00-10-66, Château de la Roche, le 4 à 21 h : Les esprits; le 4 à 21 h 45 : C. Ph. Houdard (Le combat de Tancrède et de Clorinde...).

Languedoc-Roussillon
Festival méditerranéen (42) 86-82-14, Chap d'Aude, Contes des contes, le 4 à 21 h : M. A. Estrada (Bach, Fauré, Beethoven...).

Normandie
Saint-Cyprien, Grand Stade, le 5 à 19 h 30 : J. Y. Thibaudet, A. Reiner (Lachner, Mozart, Debussy...).

Picardie
Saint-Paul-de-Fenouillet, Eglise, le 7 à 21 h : J. Filipas F. Pautin (Poulenc, Bizet, Bartok...).

Provence
Port-Camargue, Jardin aux sculptures, le 8 à 21 h : Percussions de Strasbourg (Kubelick, Bach, Tchaikovsky...).

Alsace
Prades, 39^e Festival P. Casale (68) 96-32-07, Abbaye Saint-Michel de Caux, le 3 à 21 h : Wiener Streich Sextett (Mozart, Brahms, Schoenberg...); le 4 à 21 h : L. Rose, A. Wolf, J. J. Kautzor (Schubert...); le 5 à 21 h : B. Rigutto (Haydn, Schumann, Schubert...); le 6 à 21 h : Ensemble instrumental de France (Mozart, Bach, Mendelssohn...); le 8 à 21 h : L. Rose (Beethoven, Kodaly, Mendelssohn...); le 9 à 21 h : J. Gode, G. Teulière, Ph. Bender, D. Weber, M. Luthiez (Debussy, Boucouchevitch, Ravel...).

Saint-Germain-de-Desert, Salons musicaux, (67) 63-14-99, Eglise, le 7 à 21 h 15 : Protus ensemble (Medieval English songs...).

Sète, XXIV^e Festival de la Mer (67) 74-14-44, Th. de la Mer, le 1^{er} à 21 h : 22 h : Nuit du cinéma italien; le 3 à 21 h 30 : Piccolo Teatro di Milano; le 4 à 21 h 30 : Les Colombaines; le 6 à 21 h 30 : M. Marcoux.

Limousin
Saint-Robert, Ete musical (55) 25-11-05, Eglise, le 5 à 21 h : Ensemble BWV (Bach...).

Saint-Yrieix, Festival musical (55) 75-94-60, Collégiale, le 5 à 17 h 30 : C. Caceres (Scriabin, Weiss, Villa-Lobos...); le 9 à 21 h : Ensemble instrumental de France, dir. Ph. Brice (Vivaldi, Tartin, Mozart...).

Midi-Pyrénées
Comminges, Festival de Comminges (61) 90-00-38, Cathédrale Saint-Bernard de Comminges, le 4 à 21 h 30 : Stagiaires de l'Académie, dir. M. Chapuis, A. Strohler; Basilique Saint-Jean de Valcabrère, le 7 à 21 h 30 : J.-P. Brisse (Bach, Vivaldi, Scarlatti...).

Corse
Gorrevio en Quercy, Rencontres musicales (65) 41-06-40, Eglise des Caralliers, le 3 à 21 h : A. Swanson; le 8 à 21 h : S.I. et I. Gene (Mozart, Stockhausen, Debussy...).

Alsace
Guebwiller, Dominicans (89) 76-10-63 : le 2 à 20 h 45 : M. Rostropovitch, J. Villa (Brahms, Bach, Schumann...).

Auvergne
Saint-Léon-Vézère, Festival de Périgord noir (53) 51-82-87, Eglise romane, le 2 à 21 h : Quintette à vent Taffaud (Haydn, Dancz, Rosini...); le 5 à 21 h : M. Debus, J. Vandewille (Toscanini, Geminiani, Pachelbel...).

Bourgogne
Nuits de Bourgogne (80) 30-78-07, Château de Clos de Vougeot, le 1^{er} à 21 h : M. Rostropovitch, J. Villa (Bach, Brahms, Schumann...).

Bretagne
Flay, Théâtre, le 1^{er} à 23 h : C. Borrali; le 2 à 21 h : H. Carlier-Brunon; le 4 à 21 h : Trio de flûte, harpe et alto.

Centre
Festival des 3 Mers (98) 80-05-33, Saint-Gervais de Landevennec, Abbaye, le 4 à 21 h : Orchestre et chorale P. Kuentz, chorale A. Roussel, dir. P. Kuentz (Charpentier, Bach...).

Champagne
Lampaul Goussier, Eglise, le 7 à 21 h : Quatuor Varsovia (Haydn...).

Charente
Santalo en Sers, Festival Charentais, le 2 à 21 h 30 : Ensemble F. Danzi (Bach); le 4 à 21 h 30 : Ensemble F. Danzi (Bach, Debussy, Fauré...); le 7 à 21 h 30 : Trio Albaniz (Dowland, Diabelli, Albaniz...); le 8 à 21 h 30 : Ensemble guitarras da camera (Krausz, Schubert, Beethoven...).

Corse
Amelée, Collège Saint-Denis, le 4 à 21 h : P. de Kergomarc'h, Ensemble de cuivres Voluntary, dir. P. Dutoit (Gabriel, Pizzelli, Bach...).

Dauphiné
Valpurg III Festival régional (54) 00-10-66, Château de la Roche, le 4 à 21 h : Les esprits; le 4 à 21 h 45 : C. Ph. Houdard (Le combat de Tancrède et de Clorinde...).

Languedoc-Roussillon
Festival méditerranéen (42) 86-82-14, Chap d'Aude, Contes des contes, le 4 à 21 h : M. A. Estrada (Bach, Fauré, Beethoven...).

Normandie
Saint-Cyprien, Grand Stade, le 5 à 19 h 30 : J. Y. Thibaudet, A. Reiner (Lachner, Mozart, Debussy...).

Picardie
Saint-Paul-de-Fenouillet, Eglise, le 7 à 21 h : J. Filipas F. Pautin (Poulenc, Bizet, Bartok...).

Provence
Port-Camargue, Jardin aux sculptures, le 8 à 21 h : Percussions de Strasbourg (Kubelick, Bach, Tchaikovsky...).

Alsace
Prades, 39^e Festival P. Casale (68) 96-32-07, Abbaye Saint-Michel de Caux, le 3 à 21 h : Wiener Streich Sextett (Mozart, Brahms, Schoenberg...); le 4 à 21 h : L. Rose, A. Wolf, J. J. Kautzor (Schubert...); le 5 à 21 h : B. Rigutto (Haydn, Schumann, Schubert...); le 6 à 21 h : Ensemble instrumental de France (Mozart, Bach, Mendelssohn...); le 8 à 21 h : L. Rose (Beethoven, Kodaly, Mendelssohn...); le 9 à 21 h : J. Gode, G. Teulière, Ph. Bender, D. Weber, M. Luthiez (Debussy, Boucouchevitch, Ravel...).

Saint-Germain-de-Desert, Salons musicaux, (67) 63-14-99, Eglise, le 7 à 21 h 15 : Protus ensemble (Medieval English songs...).

Sète, XXIV^e Festival de la Mer (67) 74-14-44, Th. de la Mer, le 1^{er} à 21 h : 22 h : Nuit du cinéma italien; le 3 à 21 h 30 : Piccolo Teatro di Milano; le 4 à 21 h 30 : Les Colombaines; le 6 à 21 h 30 : M. Marcoux.

Limousin
Saint-Robert, Ete musical (55) 25-11-05, Eglise, le 5 à 21 h : Ensemble BWV (Bach...).

Saint-Yrieix, Festival musical (55) 75-94-60, Collégiale, le 5 à 17 h 30 : C. Caceres (Scriabin, Weiss, Villa-Lobos...); le 9 à 21 h : Ensemble instrumental de France, dir. Ph. Brice (Vivaldi, Tartin, Mozart...).

Midi-Pyrénées
Comminges, Festival de Comminges (61) 90-00-38, Cathédrale Saint-Bernard de Comminges, le 4 à 21 h 30 : Stagiaires de l'Académie, dir. M. Chapuis, A. Strohler; Basilique Saint-Jean de Valcabrère, le 7 à 21 h 30 : J.-P. Brisse (Bach, Vivaldi, Scarlatti...).

Corse
Gorrevio en Quercy, Rencontres musicales (65) 41-06-40, Eglise des Caralliers, le 3 à 21 h : A. Swanson; le 8 à 21 h : S.I. et I. Gene (Mozart, Stockhausen, Debussy...).

Alsace
Guebwiller, Dominicans (89) 76-10-63 : le 2 à 20 h 45 : M. Rostropovitch, J. Villa (Brahms, Bach, Schumann...).

Auvergne
Saint-Léon-Vézère, Festival de Périgord noir (53) 51-82-87, Eglise romane, le 2 à 21 h : Quintette à vent Taffaud (Haydn, Dancz, Rosini...); le 5 à 21 h : M. Debus, J. Vandewille (Toscanini, Geminiani, Pachelbel...).

Bourgogne
Nuits de Bourgogne (80) 30-78-07, Château de Clos de Vougeot, le 1^{er} à 21 h : M. Rostropovitch, J. Villa (Bach, Brahms, Schumann...).

Bretagne
Flay, Théâtre, le 1^{er} à 23 h : C. Borrali; le 2 à 21 h : H. Carlier-Brunon; le 4 à 21 h : Trio de flûte, harpe et alto.

Centre
Festival des 3 Mers (98) 80-05-33, Saint-Gervais de Landevennec, Abbaye, le 4 à 21 h : Orchestre et chorale P. Kuentz, chorale A. Roussel, dir. P. Kuentz (Charpentier, Bach...).

Champagne
Lampaul Goussier, Eglise, le 7 à 21 h : Quatuor Varsovia (Haydn...).

Charente
Santalo en Sers, Festival Charentais, le 2 à 21 h 30 : Ensemble F. Danzi (Bach); le 4 à 21 h 30 : Ensemble F. Danzi (Bach, Debussy, Fauré...); le 7 à 21 h 30 : Trio Albaniz (Dowland, Diabelli, Albaniz...); le 8 à 21 h 30 : Ensemble guitarras da camera (Krausz, Schubert, Beethoven...).

Corse
Amelée, Collège Saint-Denis, le 4 à 21 h : P. de Kergomarc'h, Ensemble de cuivres Voluntary, dir. P. Dutoit (Gabriel, Pizzelli, Bach...).

Dauphiné
Valpurg III Festival régional (54) 00-10-66, Château de la Roche, le 4 à 21 h : Les esprits; le 4 à 21 h 45 : C. Ph. Houdard (Le combat de Tancrède et de Clorinde...).

Languedoc-Roussillon
Festival méditerranéen (42) 86-82-14, Chap d'Aude, Contes des contes, le 4 à 21 h : M. A. Estrada (Bach, Fauré, Beethoven...).

Normandie
Saint-Cyprien, Grand Stade, le 5 à 19 h 30 : J. Y. Thibaudet, A. Reiner (Lachner, Mozart, Debussy...).

Picardie
Saint-Paul-de-Fenouillet, Eglise, le 7 à 21 h : J. Filipas F. Pautin (Poulenc, Bizet, Bartok...).

Provence
Port-Camargue, Jardin aux sculptures, le 8 à 21 h : Percussions de Strasbourg (Kubelick, Bach, Tchaikovsky...).

Alsace
Prades, 39^e Festival P. Casale (68) 96-32-07, Abbaye Saint-Michel de Caux, le 3 à 21 h : Wiener Streich Sextett (Mozart, Brahms, Schoenberg...); le 4 à 21 h : L. Rose, A. Wolf, J. J. Kautzor (Schubert...); le 5 à 21 h : B. Rigutto (Haydn, Schumann, Schubert...); le 6 à 21 h : Ensemble instrumental de France (Mozart, Bach, Mendelssohn...); le 8 à 21 h : L. Rose (Beethoven, Kodaly, Mendelssohn...); le 9 à 21 h : J. Gode, G. Teulière, Ph. Bender, D. Weber, M. Luthiez (Debussy, Boucouchevitch, Ravel...).

Saint-Germain-de-Desert, Salons musicaux, (67) 63-14-99, Eglise, le 7 à 21 h 15 : Protus ensemble (Medieval English songs...).

Sète, XXIV^e Festival de la Mer (67) 74-14-44, Th. de la Mer, le 1^{er} à 21 h : 22 h : Nuit du cinéma italien; le 3 à 21 h 30 : Piccolo Teatro di Milano; le 4 à 21 h 30 : Les Colombaines; le 6 à 21 h 30 : M. Marcoux.

Limousin
Saint-Robert, Ete musical (55) 25-11-05, Eglise, le 5 à 21 h : Ensemble BWV (Bach...).

Saint-Yrieix, Festival musical (55) 75-94-60, Collégiale, le 5 à 17 h 30 : C. Caceres (Scriabin, Weiss, Villa-Lobos...); le 9 à 21 h : Ensemble instrumental de France, dir. Ph. Brice (Vivaldi, Tartin, Mozart...).

Midi-Pyrénées
Comminges, Festival de Comminges (61) 90-00-38, Cathédrale Saint-Bernard de Comminges, le 4 à 21 h 30 : Stagiaires de l'Académie, dir. M. Chapuis, A. Strohler; Basilique Saint-Jean de Valcabrère, le 7 à 21 h 30 : J.-P. Brisse (Bach, Vivaldi, Scarlatti...).

Corse
Gorrevio en Quercy, Rencontres musicales (65) 41-06-40, Eglise des Caralliers, le 3 à 21 h : A. Swanson; le 8 à 21 h : S.I. et I. Gene (Mozart, Stockhausen, Debussy...).

Alsace
Guebwiller, Dominicans (89) 76-10-63 : le 2 à 20 h 45 : M. Rostropovitch, J. Villa (Brahms, Bach, Schumann...).

Auvergne
Saint-Léon-Vézère, Festival de Périgord noir (53) 51-82-87, Eglise romane, le 2 à 21 h : Quintette à vent Taffaud (Haydn, Dancz, Rosini...); le 5 à 21 h : M. Debus, J. Vandewille (Toscanini, Geminiani, Pachelbel...).

Bourgogne
Nuits de Bourgogne (80) 30-78-07, Château de Clos de Vougeot, le 1^{er} à 21 h : M. Rostropovitch, J. Villa (Bach, Brahms, Schumann...).

Bretagne
Flay, Théâtre, le 1^{er} à 23 h : C. Borrali; le 2 à 21 h : H. Carlier-Brunon; le 4 à 21 h : Trio de flûte, harpe et alto.

Centre
Festival des 3 Mers (98) 80-05-33, Saint-Gervais de Landevennec, Abbaye, le 4 à 21 h : Orchestre et chorale P. Kuentz, chorale A. Roussel, dir. P. Kuentz (Charpentier, Bach...).

Champagne
Lampaul Goussier, Eglise, le 7 à 21 h : Quatuor Varsovia (Haydn...).

Charente
Santalo en Sers, Festival Charentais, le 2 à 21 h 30 : Ensemble F. Danzi (Bach); le 4 à 21 h 30 : Ensemble F. Danzi (Bach, Debussy, Fauré...); le 7 à 21 h 30 : Trio Albaniz (Dowland, Diabelli, Albaniz...); le 8 à 21 h 30 : Ensemble guitarras da camera (Krausz, Schubert, Beethoven...).

Corse
Amelée, Collège Saint-Denis, le 4 à 21 h : P. de Kergomarc'h, Ensemble de cuivres Voluntary, dir. P. Dutoit (Gabriel, Pizzelli, Bach...).

Dauphiné
Valpurg III Festival régional (54) 00-10-66, Château de la Roche, le 4 à 21 h : Les esprits; le 4 à 21 h 45 : C. Ph. Houdard (Le combat de Tancrède et de Clorinde...).

Languedoc-Roussillon
Festival méditerranéen (42) 86-82-14, Chap d'Aude, Contes des contes, le 4 à 21 h : M. A. Estrada (Bach, Fauré, Beethoven...).

Normandie
Saint-Cyprien, Grand Stade, le 5 à 19 h 30 : J. Y. Thibaudet, A. Reiner (Lachner, Mozart, Debussy...).

Picardie
Saint-Paul-de-Fenouillet, Eglise, le 7 à 21 h : J. Filipas F. Pautin (Poulenc, Bizet, Bartok...).

Provence
Port-Camargue, Jardin aux sculptures, le 8 à 21 h : Percussions de Strasbourg (Kubelick, Bach, Tchaikovsky...).

Alsace
Prades, 39^e Festival P. Casale (68) 96-32-07, Abbaye Saint-Michel de Caux, le 3 à 21 h : Wiener Streich Sextett (Mozart, Brahms, Schoenberg...); le 4 à 21 h : L. Rose, A. Wolf, J. J. Kautzor (Schubert...); le 5 à 21 h : B. Rigutto (Haydn, Schumann, Schubert...); le 6 à 21 h : Ensemble instrumental de France (Mozart, Bach, Mendelssohn...); le 8 à 21 h : L. Rose (Beethoven, Kodaly, Mendelssohn...); le 9 à 21 h : J. Gode, G. Teulière, Ph. Bender, D. Weber, M. Luthiez (Debussy, Boucouchevitch, Ravel...).

Saint-Germain-de-Desert, Salons musicaux, (67) 63-14-99, Eglise, le 7 à 21 h 15 : Protus ensemble (Medieval English songs...).

Sète, XXIV^e Festival de la Mer (67) 74-14-44, Th. de la Mer, le 1^{er} à 21 h : 22 h : Nuit du cinéma italien; le 3 à 21 h 30 : Piccolo Teatro di Milano; le 4 à 21 h 30 : Les Colombaines; le 6 à 21 h 30 : M. Marcoux.

Limousin
Saint-Robert, Ete musical (55) 25-11-05, Eglise, le 5 à 21 h : Ensemble BWV (Bach...).

Saint-Yrieix, Festival musical (55) 75-94-60, Collégiale, le 5 à 17 h 30 : C. Caceres (Scriabin, Weiss, Villa-Lobos...); le 9 à 21 h : Ensemble instrumental de France, dir. Ph. Brice (Vivaldi, Tartin, Mozart...).

Midi-Pyrénées
Comminges, Festival de Comminges (61) 90-00-38, Cathédrale Saint-Bernard de Comminges, le 4 à 21 h 30 : Stagiaires de l'Académie, dir. M. Chapuis, A. Strohler; Basilique Saint-Jean de Valcabrère, le 7 à 21 h 30 : J.-P. Brisse (Bach, Vivaldi, Scarlatti...).

Corse
Gorrevio en Quercy, Rencontres musicales (65) 41-06-40, Eglise des Caralliers, le 3 à 21 h : A. Swanson; le 8 à 21 h : S.I. et I. Gene (Mozart, Stockhausen, Debussy...).

Alsace
Guebwiller, Dominicans (89) 76-10-63 : le 2 à 20 h 45 : M. Rostropovitch, J. Villa (Brahms, Bach, Schumann...).

Auvergne
Saint-Léon-Vézère, Festival de Périgord noir (53) 51-82-87, Eglise romane, le 2 à 21 h : Quintette à vent Taffaud (Haydn, Dancz, Rosini...); le 5 à 21 h : M. Debus, J. Vandewille (Toscanini, Geminiani, Pachelbel...).

Bourgogne
Nuits de Bourgogne (80) 30-78-07, Château de Clos de Vougeot, le 1^{er} à 21 h : M. Rostropovitch, J. Villa (Bach, Brahms, Schumann...).

Bretagne
Flay, Théâtre, le 1^{er} à 23 h : C. Borrali; le 2 à 21 h : H. Carlier-Brunon; le 4 à 21 h : Trio de flûte, harpe et alto.

Centre
Festival des 3 Mers (98) 80-05-33, Saint-Gervais de Landevennec, Abbaye, le 4 à 21 h : Orchestre et chorale P. Kuentz, chorale A. Roussel, dir. P. Kuentz (Charpentier, Bach...).

Champagne
Lampaul Goussier, Eglise, le 7 à 21 h : Quatuor Varsovia (Haydn...).

Charente
Santalo en Sers, Festival Charentais, le 2 à 21 h 30 : Ensemble F. Danzi (Bach); le 4 à 21 h 30 : Ensemble F. Danzi (Bach, Debussy, Fauré...); le 7 à 21 h 30 : Trio Albaniz (Dowland, Diabelli, Albaniz...); le 8 à 21 h 30 : Ensemble guitarras da camera (Krausz, Schubert, Beethoven...).

Corse
Amelée, Collège Saint-Denis, le 4 à 21 h : P. de Kergomarc'h, Ensemble de cuivres Voluntary, dir. P. Dutoit (Gabriel, Pizzelli, Bach...).

Dauphiné
Valpurg III Festival régional (54) 00-10-66, Château de la Roche, le 4 à 21 h : Les esprits; le 4 à 21 h 45 : C. Ph. Houdard (Le combat de Tancrède et de Clorinde...).

Languedoc-Roussillon
Festival méditerranéen (42) 86-82-14, Chap d'Aude, Contes des contes, le 4 à 21 h : M. A. Estrada (Bach, Fauré, Beethoven...).

Normandie
Saint-Cyprien, Grand Stade, le 5 à 19 h 30 : J. Y. Thibaudet, A. Reiner (Lachner, Mozart, Debussy...).

Picardie
Saint-Paul-de-Fenouillet, Eglise, le 7 à 21 h : J. Filipas F. Pautin (Poulenc, Bizet, Bartok...).

Provence
Port-Camargue, Jardin aux sculptures, le 8 à 21 h : Percussions de Strasbourg (Kubelick, Bach, Tchaikovsky...).

Alsace
Prades, 39^e Festival P. Casale (68) 96-32-07, Abbaye Saint-Michel de Caux, le 3 à 21 h : Wiener Streich Sextett (Mozart, Brahms, Schoenberg...); le 4 à 21 h : L. Rose, A. Wolf, J. J. Kautzor (Schubert...); le 5 à 21 h : B. Rigutto (Haydn, Schumann, Schubert...); le 6 à 21 h : Ensemble instrumental de France (Mozart, Bach, Mendelssohn...); le 8 à 21 h : L. Rose (Beethoven, Kodaly, Mendelssohn...); le 9 à 21 h : J. Gode, G. Teulière, Ph. Bender, D. Weber, M. Luthiez (Debussy, Boucouchevitch, Ravel...).

Saint-Germain-de-Desert, Salons musicaux, (67) 63-14-99, Eglise, le 7 à 21 h 15 : Protus ensemble (Medieval English songs...).

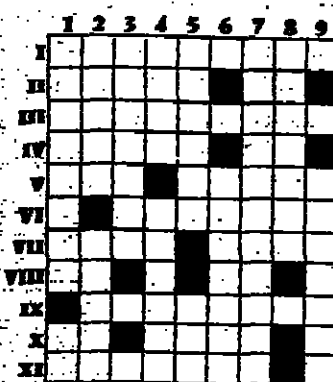
Sète, XXIV^e Festival de la Mer (67) 74-14-44, Th. de la Mer, le 1^{er} à 21 h : 22 h : Nuit du cinéma italien; le 3 à 21 h 30 : Piccolo Teatro di Milano; le 4 à 21 h 30 : Les Colombaines; le 6 à 21 h 30 : M. Marcoux.

Limousin
Saint-Robert, Ete musical (55) 25-11-05, Eglise, le 5 à 21 h : Ensemble BWV (Bach...).

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3766



HORIZONTALEMENT

1. Répond à un besoin physique ou à un désir hautement spirituel. — II. Sème de jeu. Symbole. — III. Un homme peu banal mais très « comestible ». — IV. Ville anglaise. Participe passé. — V. Commune mesure. Pas appréciée par les consommateurs. — VI. Ne peuvent rien faire sans grogner. — VII. Donne du poids ou diminue le poids. Élément d'une garniture qui tient au corps. — VIII. Terme musical. Laisse entrevoir une partie de la solution dans un problème. — IX. Est souvent la cible de mauvais tireurs. — X. Lâché par surprise. Dessert donc ou met le « couvert ». — XI. Compose donc pour un concert.

VERTICALEMENT

1. Entourent avec douceur ou créent une certaine irritation. Abréviation religieuse. — 2. La discrétion est sa plus grande qualité. Favorite de Mahomet. — 3. Dévore beaucoup mais digère généralement facilement. — 4. Du lait pour enfants en bas âge. Bien frais. — 5. Souvent au centre d'affaires juives. Toute la question est là. — 6. Vieux soldat. — 7. Empêche de tout avaler. — 8. Montreurs de serpent. — 9. Se fait avec un certain détachement mais toujours avec vigilance.

Solution du problème n° 3765

Horizontalement

I. Impécuniosité. — II. Noir. Rondelette. — III. Suggestion. — IV. Océ. St. Nm. Tribu. — V. Muon. Dialecte. — VI. Ni. Esté. Vin. — VII. Léna. Serruriers. — VIII. Ambe. Resserre. — IX. Quel. Réor. — X. Renommé. Des. — XI. Ems. La. Pêche. Cl. — XII. Se. But. Im. Arc. — XIII. Courageux. Ut. — XIV. Chut! Taisons. Et. — XV. Néto. Entorse.

Verticalement

1. Incommensurable. Cn. — 2. Moulin. Emu. Mèche. — 3. Pigeonniers. Our. — 4. Er. Niable. Buté. — 5. Es. Émeur (ruinée). — 6. Unidés. Aod. tat. — 7. Not. Été. Gel. — 8. Minter. rompus. — 9. Odomètre. de. Usé. — 10. Sen. Célase. Tison. — 11. Il. Ti. Rs. Dément. — 12. Tê. Rivière. SSO. — 13. Enrivères. — 14. Beurre. Crues. — 15. Répua. Serviette.

GUY BROUTY.

Nature et patrimoine

LES PRIX FORD

Pour la première fois, la Fondation internationale pour la conservation de la nature et du patrimoine, patronnée par Ford, va décerner ses prix en France. Créée en 1982 en Angleterre, la Conservation Foundation prend cette année une dimension européenne et s'étend à l'Italie, à l'Espagne, à l'Autriche, à la Belgique et à la Hollande. Les prix récompenseront des projets, en cours ou récemment achevés, réalisés par des particuliers, des groupes ou des organisations. Ils sont au nombre de six : prix de l'urbanisme, prix des zones rurales, prix des économies d'énergie, prix du patrimoine, prix des jeunes et prix de l'industrie. Les gagnants de chaque catégorie recevront un trophée et, sauf pour le prix de l'industrie, un chèque de 20 000 F. Un vainqueur, choisi parmi les lauréats des diverses catégories, recevra un grand prix ainsi qu'un second chèque de 30 000 F.

La création d'une réserve naturelle à la place d'une décharge, la restauration d'un rempart médiéval, la création d'un refuge d'oiseaux, la reconstruction d'un pigeonnier, le sauvetage d'une péniche de la Tamise et l'élaboration d'un moteur à essence sans plomb ont déjà été récompensés. Les projets peuvent être présentés plusieurs fois : en 1983, en Angleterre, le grand vainqueur fut l'auteur d'un projet non retenu en 1982, qu'il améliorera au cours de l'année.

La date de clôture des inscriptions est fixée au 15 octobre. Toutes les candidatures seront étudiées par la Fondation qui présentera une liste de finalistes. Après un dernier examen, confié à un jury de personnalités, les gagnants seront connus en fin d'année.

* Conservation Foundation, M. Pierre Elzer, secrétaire général, 7, rue Emile-Cossonne, 93360 Noisy-le-Franc.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiées au Journal officiel du mercredi 1^{er} août :

DES CIRCULAIRES

● Modifiant la circulaire du 9 août 1973 relative à la domiciliation et au paiement des importations et des exportations.
● Modifiant la circulaire du 9 août 1973 relative aux frais de voyage à l'étranger et au contrôle douanier des moyens de paiement transportés par les voyageurs.

UNE LISTE

● Des candidats admis à prendre part aux épreuves du troisième concours d'entrée à l'École nationale d'administration (session de 1984).

PARIS EN VISITES

VENREDI 3 AOUT

« Paris de la Révolution », 15 heures, au Musée de la Révolution, M^{me} Bouquet des Champs.

« Musée de la police, commissariat du 5^e », 15 heures, 1 bis, rue des Carmes, M^{me} Legrégois.

« Ponts et quais autour de l'île Saint-Louis », 15 heures, métro Pont-Marie, M^{me} Oswald (Caisse nationale des monuments historiques).

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobas (Arts et curiosités de Paris).

« L'île Saint-Louis », 15 heures, métro Pont-Marie. (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Autour du Luxembourg », 15 heures, 6, place Saint-Sulpice (B. Carrey).

« Hôtels du faubourg Saint-Germain », 14 h 30, métro Chambre-de-Députés (Les filières).

« De l'église Saint-Julien-le-Pauvre au cimetière du collège des Bernardins », 15 heures, parvis de l'église Saint-Julien (M^{me} Lissier).

« Le cœur de Paris », 15 heures, 6, rue Saint-Martin (Paris autrefois).

« Le vieux Belleville et ses jardins », 14 h 30, métro Télégraphe (Réurrection du passé).

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 1^{er} août à 0 heure et le jeudi 2 août à 24 heures.

Une perturbation peu active abordera la France par le Nord-Ouest mercredi après-midi, son déplacement vers l'Est sera très lent et elle sera précédée d'un temps chaud et sec.

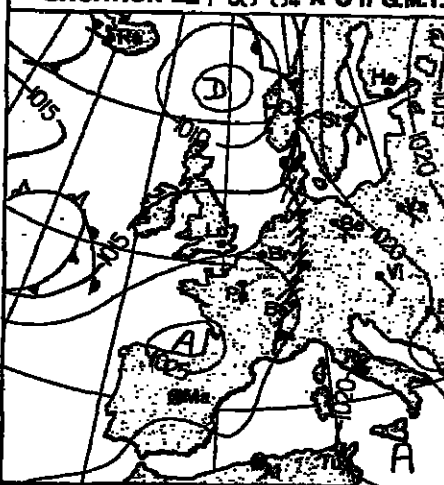
Jedii matin, un temps sec et peu nuageux prédominera sur la France. Les nuages abondants qui recouvrent la Bretagne, la Normandie et le Nord s'étendront au cours de la journée de la Vendée et des Pays de Loire au Bassin parisien et au Nord-Est; ils pourront être accompagnés de faibles précipitations sur les régions du Nord. A l'avant, le temps sera chaud et ensoleillé; au cours de l'après-midi, de belles éclaircies se développeront sur la Bretagne et la Normandie, mais quelques petites averses pourront se produire près des côtes de la Manche.

Le vent de sud-ouest se renforcera sur le nord-ouest du pays. Les températures maximales, comprises entre 22 et 25 degrés au nord de la Loire, atteindront 26 à 30 degrés plus au sud.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 1^{er} août à 8 heures, de 1023,8 millibars, soit 767,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 31 juillet; le second le minimum de la nuit du 31 juillet au 1^{er} août) : Ajaccio, 33 et 22 degrés; Biarritz, 21 et 13; Bordeaux, 22 et 13; Bourges, 23 et 11; Brest, 21 et 13; Caen, 24 et 13; Cherbourg, 20 et 11; Clermont-Ferrand, 26 et 13; Dijon, 30 et 15; Grenoble-St-M.-H., 34 et 15; Grenoble-St-Geoirs, 31 et 14; Lille, 25 et 14; Lyon, 30 et 14; Marseille-Marguare, 35 et 19; Nancy, 31 et 14; Nantes, 25 et 13; Nice-Côte d'Azur, 27

SITUATION LE 1^{er} AOUT 0 H G.M.T.

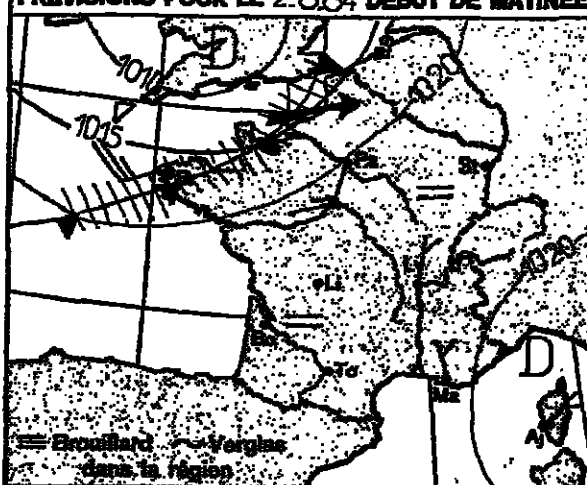


et 20; Paris-Montsouris, 22 et 14; Paris-Orly, 22 et 13; Pau, 20 et 12; Perpignan, 27 et 18; Rennes, 24 et 13; Strasbourg, 33 et 17; Tours, 19 et 11; Toulouse, 22 et 12; Pointe-à-Pitre, 30 et 27.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 32 et 20; Amsterdam, 26 et 14; Athènes, 29 et 19; Berlin, 32 et 19; Bonn, 32 et 16; Bruxelles, 28 et 15; Le Caire, 31 et 26; Les Canaries, 25 et 20; Copenhague, 23 et 17; Dakar, 30 et 26; Djibouti, 30 et 23; Genève, 30 et 14; Istanbul, 26 et 17; Jérusalem, 24 et 16; Lisbonne, 27 et 15; Londres, 26 et 12; Luxembourg, 29 et 13; Madrid, 29 et 11; Moscou, 16 et 13; Nairobi, 22 et 11; New-York, 28 et 21; Palma-de-Majorque, 32 et 21; Rio-de-Janeiro, 23 et 19; Rome, 30 et 19; Stockholm, 25 et 14; Tenezar, 35 et 25; Tunis, 34 et 20.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 2.8.84 DÉBUT DE MATINÉE



et 20; Paris-Montsouris, 22 et 14; Paris-Orly, 22 et 13; Pau, 20 et 12; Perpignan, 27 et 18; Rennes, 24 et 13; Strasbourg, 33 et 17; Tours, 19 et 11; Toulouse, 22 et 12; Pointe-à-Pitre, 30 et 27.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 32 et 20; Amsterdam, 26 et 14; Athènes, 29 et 19; Berlin, 32 et 19; Bonn, 32 et 16; Bruxelles, 28 et 15; Le Caire, 31 et 26; Les Canaries, 25 et 20; Copenhague, 23 et 17; Dakar, 30 et 26; Djibouti, 30 et 23; Genève, 30 et 14; Istanbul, 26 et 17; Jérusalem, 24 et 16; Lisbonne, 27 et 15; Londres, 26 et 12; Luxembourg, 29 et 13; Madrid, 29 et 11; Moscou, 16 et 13; Nairobi, 22 et 11; New-York, 28 et 21; Palma-de-Majorque, 32 et 21; Rio-de-Janeiro, 23 et 19; Rome, 30 et 19; Stockholm, 25 et 14; Tenezar, 35 et 25; Tunis, 34 et 20.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

ÉTÉ

Histoire d'Amour par komk

Résumé. — Il va sans dire que le récit, dont nous publions aujourd'hui le vingt-cinquième chapitre, est à prendre à divers degrés. Notre héros, pour sa part, ne s'y trompait pas et interprétait à sa façon les brèves rencontres que certains pourraient prendre pour de vrais retours.

ELLE PRIIT L'HABITUDE DE VENIR CHEZ MOI DE TEMPS EN TEMPS.

A CHAQUE FOIS J'ESPÉRAIS QU'ELLE ALLAIT RESTER... MAIS NOUS FAISONS L'AMOUR ET ELLE REPARTAIT.



(A suivre.)

EN BREF

ÉCONOMIE

INSTITUT INTERNATIONAL 3 A. — En trois années, dont une rémunérée, cet organisme se propose de former des spécialistes qualifiés et opérationnels après à occuper des postes de responsabilité dans tous les rouages de l'économie des trois continents « en voie de développement » : Amérique, l'Afrique et l'Asie du Sud. Les deux premières années sont consacrées à acquérir un tronc commun de connaissances sur le développement et leur gestion. Tercétièrement, les problèmes des pays à s'ouvrir à leur culture, à se familiariser également avec leurs médias et le commerce international. La troisième année a pour but de former des « hommes de terrain » et offre la possibilité de faire des stages à temps complet dans des entreprises ayant des contacts ou indirectement des rapports directs avec ces pays. Les élèves les mieux placés à l'issue du concours de sortie, en fin de deuxième année bénéficieront de stages rémunérés, dans la limite des places disponibles; les autres pourront suivre des stages non rémunérés leur permettant de se perfectionner sur le plan pratique.

* Institut International 3 A, 9, rue Saint-Martin, 69002 Lyon. Tél. : (7) 842-32-34.

FORMATION PROFESSIONNELLE

GARÇON, SVP 1. — Le Centre d'étude du commerce et de la distribution (CECOD) propose aux cadres, qui, n'ayant pas de formation ni d'expérience hôteliers, désirent se reconstruire en créant leur propre entreprise dans l'hôtellerie ou la restauration, un stage de longue durée (six mois) qui aura lieu à Paris du 15 octobre 1984 au 31 mars 1985.

Ce stage se déroulera de la façon suivante : trois jours par semaine de formation et de conférences-débats, deux jours par semaine sur le terrain (recherche de fonds, démarches, etc.), quatre semaines de stage en entreprise, en situation réelle. Il faut avoir bûti un projet ou un avant-projet et disposer personnellement d'un capital minimum en rapport avec celui-ci. Il est également exigé du candidat, cinq ans d'expérience à un poste de responsabilité. Ce stage étant conventionné par l'Etat (direction du Tourisme), les stagiaires actuellement demandeurs d'emploi conservent leur statut par rapport aux ASSEDIC.

* CECOD Service Hôteliers-Tourisme, 19, rue de Calais, 75009 Paris. Tél. : (1) 281-91-33. Participation aux frais : 2000 F.

LE CARNET DU Monde

Naissances
- Philippe et Geneviève BONNETBLANC
aimés que Marie ont la joie d'annoncer la naissance de

Pierre-Louis.
75015 Paris.
Cieux (Haute-Vienne).

Décès
- M. Sals Benis, son épouse, M. Antoine Benis, M. et M^{me} Julien Benis, Ariet-Johan et Florence, ses enfants et petits-enfants. Le docteur et M^{me} Solomon, ses cousins, M^{me} S. Benis, sa belle-sœur, M. et M^{me} Marcel Zickman et leurs enfants. Le docteur et M^{me} Paul Francis et leurs enfants, ses neveux. Ainsi que toute la famille, ses amis, ceux qui l'ont connue, appréciée et aimée, ont la grande douleur de faire part du décès de
M^{me} Ernestine BENIS-GHILCIE, survenue à la fin de sa soixante et onzième année, le 28 juillet 1984, en son domicile à Paris.

- M^{me} Jean Derobert et ses enfants, M. et M^{me} Eric Derobert, M. Christian Derobert, M. et M^{me} Lionel Lapras, M. et M^{me} Pierre Derobert, M. et M^{me} Carlo Clasen et leurs enfants, M^{me} Danilte Derobert, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès brutal de

M. Jean DEROBERT, le 29 juillet 1984, à l'âge de cinquante-quatre ans. L'inhumation a eu lieu dans l'intimité. Cet avis tient lieu de faire-part.
74290 Veyrier-du-Lac, 01200 Bellegarde.
- La direction et le personnel de la Banque Derobert ont la grande tristesse d'annoncer le décès de
M. Jean DEROBERT, président-directeur général, décédé subitement le 29 juillet 1984, à l'âge de cinquante-quatre ans.
01200 Bellegarde.

- Ses neveux, nièces et belle-sœur ont la tristesse de faire part du décès de
M. Nuta ESAMBERT, survenue le 28 juillet 1984, à l'âge de soixante-quatre ans.
L'inhumation aura lieu dans l'intimité le 2 août, à 9 heures, au cimetière parisien de Bagneux.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Jean-Jacques Goudchaux, M. et M^{me} Pierre Benoit et leurs enfants, M. et M^{me} Louis Benoit et leur fille, M. et M^{me} Raymond Goudchaux et leur fille. Les familles parentes et alliées, ont l'immense douleur de faire part du décès de

M^{me} Brigitte GOUDCHAUX, née Benoit, survenue le 29 juillet 1984 à Paris, à l'âge de trente et un ans, et rappelant le souvenir de sa mère
Marie BENOLIEL, disparue il y a neuf ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 2 août, à 10 h 15, au cimetière de Caudé, à Nice (porte Nord).
73, boulevard Saint-Denis, 92400 Courbevoie.

- M^{me} Paul Lefebvre-Coquette, son épouse, M. Daniel Lefebvre, son fils. Et toute la famille, ont l'immense peine de faire part du décès de

M. Paul LEFEBVRE, ancien combattant, ancien résistant, croix de guerre 1939-1945, rappelé à Dieu le 30 juillet 1984, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 2 août, à 9 h 15, en l'église Sainte-Marguerite (centre-ville), au Vésinet (Yvelines).
Ni fleurs ni couronnes, les remplacer par des messes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

51 bis, avenue de Lorraine, 78110 Le Vésinet.

- M^{me} Catherine Scalabre, Et toute la famille, ont la douleur d'annoncer le décès de
M^{me} veuve Gay SCALABRE, survenue le 27 juillet 1984, en son domicile, 90, rue du Bac, à Paris-7.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 2 août, à 16 heures, en l'église Saint-Thomé-d'Aquin.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

Remerciements

- Mathieu, Camille.
Très touchés par les nombreux témoignages de sympathie qui leur sont adressés et dans l'impossibilité d'y répondre individuellement,
M^{me} Etienne Poilpré et sa famille remercient sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur peine lors du décès de

docteur Etienne POILPRÉ.

Avis de messes

- Les Petites Sœurs dominicaines, M^{me} Christine de Laminat, M. et M^{me} Guy de Laminat, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Hubert de Laminat et leurs enfants, Et toute la famille, invitent à participer à la messe des obsèques de

Sœur MARTIN (OP), Marguerite de LAMINAT, décédée à l'âge de soixante-quatre ans, qui sera célébrée le vendredi 3 août 1984, à 15 heures, en l'église de Neuilly (Loiret-Cher).

jusqu'au 15 8, même le dimanche
PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

ON CASSE!!!
-25% SUR TOUT

dégriff meubles MEUBLES RUSTIQUES ET CORNES D'ANCIENS

42, Quai d'Austerlitz, PARIS 13^e Tel. 534.45.24 Métro Austerlitz

ANNONCES CLASSEES

L'immobilier

appartements ventes

4^e arrdt
COEUR MARAIS
DANS HOTEL PARTICULIER
MONUMENTALES SURFACES
à rénover. 235-63-62.

6^e arrdt
PROX. SEINE 170 m²
Terrasse, asc. 703-32-44.

9^e arrdt
RUE LE PELETIER
angle Victorine, imm. pierre de taille, 5^e ét., 134 m² + balcon. 232-55-50.

10^e arrdt
CHATEAU D'EAU
GRAND 2 PIÈCES
Calk. w.c., hall, 50 m² GABRI. 567-22-88.

12^e arrdt
PROX. NATION
Superbe imm. ancien pierre, rev. en bois, 4 ét., 130 m², rev. en bois, 4 ét., 130 m², rev. en bois, 4 ét., 130 m². 74. 673-50-22 et 47-71.

15^e arrdt
DANS IMMEUBLE NEUF
329, RUE LECOURBE
RESTE A VENDRE
UN APP 3 PCES
au 1^{er} ét. (sans prot. Béd.)
PRIX: 945.000 F.
Sur place, jeudi, 14 h à 18 h.
CECOAL 575-62-78.

16^e arrdt
AUTEUIL
Dans imm. pierre de taille, pierre vend. 2, 3 P. OCCUP. PEE et d'après 3 ans. 74. 673-50-22 et 47-71.

18^e arrdt
18^e ATELIER LOFT
2 niveaux, acce. utilitaires, légères, calmes, clair. Direct. pro. 5/1000 m², rev. en bois, 4 ét., 130 m². 74. 673-50-22 et 47-71.

Province
Vds. Port-Banquet, duplex, 81 m², balcon, loggia, 21 m², rev. en bois, 4 ét., 130 m². 74. 673-50-22 et 47-71.

locations ventes

de 8 à 11 C.V.
VD TRIOMPHE type 1500 FH, année 1978, 62.000 km, bon état, 17. 15.000 F. 74. 673-50-22 et 47-71.

capitaux propositions commerciales
ETABL. VENTE LIVRES CORRESP. ET COURRIERS VAND. RICHES CLIENTS. PAINABLE. Ecr. s/r 3.623 la Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

information divers
ACHETE CHER COLLECTION TIMBRES FRANCE EUROPE OUTRE-MER. T. 369-76-88.

travail à domicile
BELLE DACTYLOGRAPHIE (RMA boules) de vos chères lettres. T. 1.948-01-38.

villégiature
Orizoli House Hotel 200 chambres à un 1/2. Demi-pension, 2 50 par semaine. 15-60 ans. S'adresser à 172, Rue Kant Road London SE1. Téléphones: 01-703-4175.

locations non meublées offres

Paris
LOCATIONS DISPONIBLES PARIS-BANLIEUE C.L.P.
807-05-46
88, rue du Chemin-Vert 75011 Paris M^{me} St-Anthony.

bureaux
LOCATIONS
VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATION
SARL - RC - RM
Constitution de Société
Déclaration de tous services
Fourniture de tous documents
355-17-50.
CHAMPS-ÉLYSÉES
Bureaux équipés avec services de votre siège social
tél., fax, ordinateur, salles de réunion, vidéo, bar, etc. Loc. courts ou longue durée.
ACTE 562-66-60.

locaux commerciaux
Ventes
18^e ATELIER LOFT
2 niveaux, acce. utilitaires, légères, calmes, clair. Direct. pro. 5/1000 m², rev. en bois, 4 ét., 130 m². 74. 673-50-22 et 47-71.

maisons individuelles
78 BORD DE SEINE
MAISON 7 P. + grenier, Jardi. 600 m², rev. en bois, 4 ét., 130 m². 74. 673-50-22 et 47-71.

maisons de campagne
30 km Nîmes, patine maison en pierres, vidéo, terrasse, vau. Sur 2.000 m² avec oliviers. 238.000 F. Tel. (03) 78-04-72 ou 24-88-88.

propriétés
VILLERIEUX-SUR-LOIR
Demi-heure de Paris, sur 4000 m², 3 ét., 130 m², rev. en bois, 4 ét., 130 m². 74. 673-50-22 et 47-71.

viagers
VIAGER, libre, Courbevoie
11^e ét. Superbe appart. rev. en bois, 4 ét., 130 m², rev. en bois, 4 ét., 130 m². 74. 673-50-22 et 47-71.

Région parisienne
Eude chère pour CADRES
Villes très bel., loyer gen. Tel.: 825-55-95, 255-57-02.

CETTE GARDEZ LE MONDE EN TÊTE

CHAQUE JOUR :
JEUX OLYMPIQUES
Deux pages (du 30-7 au 15-8) avec tous les résultats et les commentaires de nos envoyés spéciaux : Pierre Georges, Alain Giraud, Claude Lamotte.

PLACE AUX ENFANTS
A partir du 1^{er} août 1984, une grande enquête sur les six-douze ans : des reportages, des entretiens, des témoignages.

HISTOIRE D'AMOUR
LA BD DE KONK
ET CHAQUE WEEK-END dans notre supplément

Le Monde Aujourd'hui

UN ÉTÉ ROMAN
Six promenades dans des régions riches en architecture romane et un concours

LES AVENTURES DE LA RAISON
Une enquête sur les mutations de la pensée contemporaine.

ILLUSTRES SAUVAGES
Ces peuples primitifs qui ont frappé l'imagination de l'Occident.

Le Monde

ANNIVERSAIRE

IL Y A QUARANTE ANS

Le dernier vol de Saint-Exupéry

Le 31 juillet 1944, trois semaines avant le débarquement en Provence, le commandant Antoine de Saint-Exupéry, pilote des Forces françaises libres, s'envola pour une mission de reconnaissance au-dessus de la France occupée, seul, à bord d'un avion d'observation non armé.

Parti à 8 h 30 du terrain militaire de Borgo-Bastia, en Corse, il pilotait un Lightning P-38. Sa mission était de prendre des photos au-dessus de la Provence et d'Anvers, dans le cadre des préparatifs du débarquement. On ne devait plus le revoir.

Ainsi disparaissait ce pilote et cet écrivain hors du commun. Né avec le sésame, il avait pris son baptême de l'air à douze ans, et en était resté marqué. Après une tentative infructueuse d'entrer à l'école navale, puis des études aux beaux-arts, il s'était, en 1921, lors de son service militaire, porté volontaire pour l'armée de l'air. En 1923, il sort du service avec le brevet de pilote qu'il utilisait dans le civil : chez Laroche, notamment, où il inaugura, en 1926, les liaisons régulières avec l'Afrique, puis l'Amérique du Sud. Il quitta la compagnie en 1931 pour voler à son compte. Pilote d'essai sur hydravions, puis pilote de raids impossibles et lointains, il multiplia les expériences mais fut victime de nombreux accidents : à la mobilisation, en 1939, à cause de ses blessures multiples, il sera déclaré

pourquoi les dentifrices Kontrol sans abrasif poudre et pâtes
pour des dents impeccables et la protection de l'émail
Lic' Mark Allen Co USA - LABORATOIRE STERFA, vente en pharmacie

MONDÉ
CONJECTURE
Les hausses du 1^{er} août

LA HAUSSE DE
SERAIT DE 1 %

LEMENTS DES FONCTIONS
de la réglementation de 2 %

LES AGENCES DES AGENCES

Le Monde

économie

CONJONCTURE

Les hausses du 1^{er} août

Un certain nombre de prix et de tarifs augmentent à partir de ce mercredi 1^{er} août.

● **PAIN**. - Le prix du pain et de la viennoiserie-pâtisserie augmente de 2,5 % en moyenne. Le prix de la

● **Protestations des artisans**. - Les chambres de métiers ont déploré l'augmentation des tarifs publics, du téléphone et de la poste décidée dernièrement par le gouvernement. Dans un communiqué, M. Jean Paquet, président national des chambres de métiers, alerte les pouvoirs publics sur ces mesures, dont les entreprises artisanales subissent « de plein fouet les conséquences » et qu'il juge « incompatibles avec le développement des entreprises du secteur des métiers, créatrices d'emplois ». Même protestation de la part de l'Union nationale des organisations syndicales de transporteurs routiers automobiles (UNOS-TRA), qui affirme que le gouvernement « bombarde » le transport routier de taxes et hausses de toutes sortes, et que « tout est couramment organisé pour la disparition de la petite entreprise ».

baguette à Paris passe de 2,50 F à 2,56 F. Celui du pain de 400 ou de 500 grammes est en hausse de 10 centimes.

● **TÉLÉPHONE**. - La taxe de base du téléphone passe de 64,5 centimes à 75 centimes. La redevance mensuelle pour la location et l'entretien d'un poste augmente dans des proportions variables de 15 à 33 %, de même que la majorité des services (Le Monde du 1^{er} août).

● **RATP**. - Les tarifs du métro, du RER et des autobus de la RATP augmentent en moyenne de 5 %. Le prix du billet passe de 4 à 4,20 F, celui du carnet de dix tickets passe de 24 à 25,50 F. Le carte orange mensuelle zones 1 et 2 coûte 130 F au lieu de 122 F et celle des zones 1 et 3 coûte 170 F au lieu de 165 F. La carte intégrale (abonnement annuel) voit son prix ramené de 10,8 à 10,5 fois le prix d'une carte orange mensuelle.

● **LOYERS HLM**. - L'augmentation des loyers est de 5,15 % si aucune hausse n'a été appliquée depuis décembre dernier. Si une hausse de 3,2 % est intervenue en février, l'augmentation est de 1,895 % par rapport à février (soit 1,95 % par rapport à décembre).

CONSEQUENCE DE LA HAUSSE DU DOLLAR

Nouvelle augmentation du prix de l'essence : de 10 à 12 centimes le 10 août

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a confirmé, mercredi 31 juillet, que la hausse des prix de l'essence atteindrait 10 à 12 centimes le 10 août.

Cette hausse résulte de l'application de la formule automatique de fixation des prix pétroliers, qui permet depuis deux ans de réajuster tous les mois, le huitième jour ouvrable, les prix des produits pétroliers hors taxes en fonction du coût de l'approvisionnement des raffineries et non d'une taxation particulière, comme lors de la dernière hausse.

Cette « formule » est influencée principalement par deux paramètres : l'évolution des cours du dollar, qui conditionne le coût de l'approvisionnement en pétrole brut des compagnies opérant en France ; l'évolution des cotations des produits pétroliers sur le marché libre de Rotterdam (elles aussi exprimées en dollars).

Les paramètres pour le mois de juillet qui permettraient de calculer les prix définitifs applicables au 10 août prochain ne sont pas encore connus. Selon les évaluations actuelles, le cours moyen du dollar devrait se situer à 8,74 F en moyenne en juillet, contre 8,43 F en moyenne en juin, soit une hausse de 3,8 %. Cette majoration a totalement annulé la baisse, en dollars, constatée sur les prix des produits à Rotterdam. Résultat : les prix de reprise hors taxes des produits pétroliers devraient augmenter de 7 centimes par litre pour le super et de 5 centimes pour le gazole et le fuel

domestique, afin de tenir compte de la hausse du coût d'approvisionnement en francs par tonne des raffineries françaises.

En outre, devrait s'ajouter une revalorisation prévue de longue date de la taxe destinée à alimenter le Fonds spécial grands travaux de 2,5 centimes par litre pour les carburants. Au total, donc, compte tenu de la TVA, les prix à la pompe devraient augmenter de 11 centimes pour le super, de 10 centimes pour l'essence ordinaire, de 7 centimes pour le gazole et de 5 centimes pour le fuel domestique. Ces chiffres pourraient cependant être modifiés de plus ou moins 1 centime par litre, lorsque les paramètres définitifs de la formule de prix seront connus.

Selon l'INSEE

LA HAUSSE DES PRIX SERAIT DE 6,7 % EN 1984

L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) a révisé en hausse à 6,7 % sa prévision d'augmentation des prix en glissement (de janvier à décembre) pour 1984, contre 6,5 % précédemment.

Cette correction, indique le porte-parole de l'Institut, est due à la hausse des tarifs du téléphone et aux cours records enregistrés actuellement par le dollar.

Un premier gage de « modernité »

L'ALLÈGEMENT DU CONTRÔLE DES CHANGES

Coup double pour les cartes de crédit mardi 31 juillet. A quelques heures d'intervalle, les deux grands réseaux émetteurs en France, la Carte bleue et la Carte verte, célébraient enfin leur union (voir par ailleurs), et le nouveau ministre de l'économie, des finances et du budget, M. Pierre Bérégovoy, annonçait devant les caméras de TF1 deux mesures d'assouplissement du contrôle des changes concernant à la fois les particuliers et les entreprises.

A compter du 1^{er} août, les Français qui se rendent à l'étranger peuvent de nouveau utiliser leur carte de crédit (quel que soit l'émetteur : Carte bleue, American Express,

estimait le ministre de l'économie et des finances de l'époque, M. Jacques Delors, écartant toute critique sur la réelle justification économique de cette décision au nom d'« une question de morale et de solidarité nationale » qui le conduisait à condamner « ces dépenses non indispensables », alors que l'objectif primordial était de rétablir l'équilibre de la balance des paiements.

A cet égard, il est indéniable que l'apport du poste touristique a été déterminant pendant toute la durée du renforcement du contrôle des changes. De 8 milliards de francs en 1981 à 12 milliards l'année suivante, le solde positif de la balance touristi-

demandes répétées des professionnels, des milieux financiers et de certains parlementaires ? Oui, a décidé le nouveau « patron » de la rue de Rivoli, estimant, ainsi qu'il nous l'a confié, « que le risque était minime et le désagrément sérieux ». Tout en ayant l'élégance - ou la diplomatie - d'attribuer les raisons de cette décision « aux succès remportés par Jacques Delors », le ministre admet bien volontiers que cette contrainte n'était plus supportable après l'arrêt rendu le 31 janvier dernier par la Cour de justice des Communautés à propos des transactions invisibles, et qui plaçait pratiquement le gouvernement français dans l'illégalité par rapport aux règles européennes.

Fédération nationale des syndicats de sociétés de commerce extérieur, ont beau jeu, tout en se félicitant de cette première mesure, de réclamer une libéralisation plus hardie pour des entreprises françaises qui sont pratiquement les seules de la zone OCDE à ne pas pouvoir - en raison du contrôle des changes - se couvrir à terme en devises pour les importations de l'étranger. Au moment où le dollar frôle les 9 F sur les marchés des changes, cette préoccupation revêt toute son acuité, et le ministre de l'économie et des finances assure qu'il est bien conscient du problème.

« Pragmatique et réaliste », ainsi qu'il se définit lui-même, il s'est borné, pour l'instant, à « cet acte de confiance dans les PME, qui peuvent et doivent nous aider à gagner la bataille de l'exportation ».

L'opération « n'est d'ailleurs pas terminée », ajoute-t-il, précisant qu'il souhaite aller plus loin, « mais progressivement et si les conditions le permettent ».

Si ses préoccupations semblent bien calquées sur celles de son prédécesseur, ainsi qu'il l'avait prouvé lors de la passation de pouvoir (« je placerai mes pas dans les empreintes que tu as laissées »), M. Bérégovoy, qui vient d'offrir son premier gage de « modernité », semble adopter un ton plus offensif. Après tout, « la politique économique, ce n'est pas seulement de la technique, c'est aussi de l'intuition et de la psychologie », rappelle-t-il, ajoutant : « J'aime qu'on se frotte à l'étranger ».

SERGE MARTL



Dessin de CAGNAT.

Diner's Club, Eurocard), y compris pour des retraités d'espèces, dans la limite de 2000 F par semaine.

Depuis mars 1983, les quelques cinq millions de Français titulaires d'une carte de paiement et de crédit utilisable à l'étranger étaient privés de cet usage en raison du sévère renforcement du contrôle des changes instauré à cette époque.

Les principaux organismes émetteurs avaient aussitôt riposté en développant au maximum le système des cartes d'entreprise, ce qui aboutissait paradoxalement à créer deux catégories de Français : les hommes (et femmes) d'affaires qui pouvaient effectuer en toute liberté des paiements à l'étranger (sous réserve de justificatifs) et les simples candidats au voyage, vivement incités à rester dans les limites de la « douce France » au nom de la nouvelle politique de rigueur. « Il fallait un électrochoc », prend le ministre, « pour faire passer les mesures qui frappent l'opinion ».

que de la France est passé à 21 milliards de francs en 1983, soit une augmentation de quelque 75 % d'une année à l'autre. Dans le même temps, les dépenses des Français à l'étranger, qui avaient progressé de 15 % en moyenne au cours des dix années précédentes, devaient chuter de 3,2 % en 1983. Encore que, sur ce dernier point, personne, pas plus au Trésor qu'à la Banque de France, ne soit en mesure de déterminer avec certitude quelle part de cette économie de devises provient du contrôle des changes... ou de la baisse du pouvoir d'achat.

Supprimer

cette « petite tracasserie »

Dans ces conditions, fallait-il supprimer « cette petite tracasserie », selon l'expression de M. Bérégovoy, alors que son prédécesseur s'y était farouchement refusé en dépit des

Le nouveau dispositif

Présentées comme le signe « d'une confiance dans la tenue de notre monnaie et d'une volonté d'assouplissement et de simplification assorties d'un souci de prudence et de progressivité », les mesures annoncées par le ministre de l'économie, des finances et du budget, avec effet du 1^{er} août 1984, comportent un double dispositif :

● **Pour les entreprises** : la procédure de domiciliation bancaire obligatoire pour le règlement des importations et des exportations de marchandises ne sera plus applicable qu'à partir d'un montant de 250 000 F (contre 150 000 F précédemment). De ce fait, le nombre des opérations de cette nature effectuées par les firmes françaises et soumises à domiciliation devrait être ramené de 10 % à 5 % pour

les importations et de 7 % à 4 % pour les exportations.

● **Pour les particuliers** : l'interdiction d'utiliser les cartes de crédit à l'étranger est abolie, « le contrôle étant exercé au niveau des organismes émetteurs ». Cette disposition, précise le ministre, a trois avantages : elle lèvera une restriction contraire aux principes des Communautés européennes et récemment condamnée par la Cour de justice ; elle allégera les contraintes matérielles imposées aux particuliers voyageant à l'étranger et qui étaient, parfois, tentées d'acheter, par précaution, un surcroît de devises ; enfin, elle simplifiera les procédures alourdies par le grand nombre des demandes d'autorisations particulières.

SOCIAL

LES TRAITEMENTS DES FONCTIONNAIRES

La FEN revendique une augmentation de 2 % au 1^{er} septembre

L'augmentation des traitements des fonctionnaires a été au centre des entretiens qu'a eus M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé de la fonction publique et des réformes administratives, avec FO et la FEN le 31 juillet. M. André Giauque, secrétaire général de l'Union interdépartementale des fonctionnaires FO, a déclaré, à l'issue de cet entretien, que M. Le Garrec « n'a pris aucun engagement ni fixé de rendez-vous » en ce qui concerne les négociations salariales. « Il envisagera vraisemblablement une concertation plus large après avoir reçu séparément chacune des sept organisations syndicales », a ajouté M. Giauque, pour qui « le problème du pouvoir d'achat des fonctionnaires ne peut rester ce qu'il est, avec un retard estimé à près de 4 % actuellement,

sans risque de créer un climat de tension à l'automne ».

M. Jacques Pommatiau, secrétaire général de la FEN, a indiqué qu'il avait demandé à M. Le Garrec une augmentation de 2 % des traitements des fonctionnaires dès le 1^{er} septembre. Pour M. Pommatiau, le gouvernement « marquerait ainsi sa volonté de relancer la négociation salariale », toujours dans l'impasse. A défaut d'un tel « geste d'apaisement », a ajouté M. Pommatiau, le dossier salarial risquerait de devenir « explosif à l'automne ». Depuis le début de 1984, les traitements des fonctionnaires ont été relevés de 1 % au 1^{er} avril, alors que pour le premier semestre 1984 le glissement des prix est de 3,7 %. Pour l'ensemble de l'année, l'INSEE prévoit désormais 6,7 %.

LES SYNDICATS CHEZ M. FABIUS

M. Marchelli : il y a un changement de tonalité qui nous semble intéressant

Poursuivant ses entretiens avec les partenaires sociaux, M. Laurent Fabius a reçu le 31 juillet, pendant plus d'une heure trente, M. Paul Marchelli. A l'issue de cet entretien, le président de la CGC ne cachait pas sa satisfaction : « Nous venons de rencontrer un premier ministre de type nouveau. Je fais référence à ceux qui l'ont précédé, je veux parler aussi bien de M. Barre que de M. Mauroy. (...) Les dures leçons, notamment depuis 1981, obligent les pouvoirs publics à une réflexion approfondie, à un changement dans le changement. Il y a un changement de tonalité et de contenu même du discours qui nous semble intéressant. Il y a aussi, semble-t-il, une meilleure compréhension des problèmes du salarié et en particulier de la nécessité de permettre à l'encadrement de jouer pleinement son rôle ».

M. Marchelli a cependant ajouté que son organisation « commençait à être vaccinée contre les paroles » et jugerait « le gouvernement sur ses actes. La balle est dans le camp du gouvernement. A M. Fabius de nous permettre peu à peu de faire connaître notre confiance. (...) Nous restons l'arme au pied. Nous sommes prêts soit à aider le gouvernement soit à le combattre ». Pour le président de la CGC, son organisation demeurera « prudente

jusqu'à ce que l'on repère les méfaits commis à l'encontre de la CGC, notamment en redonnant au vote représentatif au Conseil économique et social et au Conseil national du crédit ». La CGC organisera le 15 octobre une manifestation lors de son quarantième anniversaire pour exprimer sa « vision en matière économique et sociale ».

ÉTRANGER

Au Japon

FORT EXCÉDENT DE LA BALANCE COMMERCIALE EN JUIN

Le ministre des finances japonais a annoncé, mardi 31 juillet, un excédent commercial de 4,85 milliards de dollars pour le mois de juin, contre 2,98 milliards en mai, et 2,82 milliards en juin 1983. Les exportations se sont élevées à 14,65 milliards de dollars en juin, contre 14,09 milliards le mois précédent, et les importations ont été raménées à 9,80 milliards de dollars contre 14,14 milliards en mai.

La balance des paiements enregistre un déficit de 2,25 milliards de dollars en juin, contre 1,22 milliards le mois précédent. Cela tient principalement à un déficit record de 6,2 milliards de la balance des capitaux à long terme.

Deux ans de délai pour l'instauration définitive de la carte bancaire unique

Annoncé depuis vingt-quatre heures (Le Monde du 31 juillet), le mariage conclu entre la Carte bleue (délivrée depuis une quinzaine d'années par le groupement du même nom, comprenant plus de deux cent dix banques inscrites, mais également les caisses d'épargne, les chèques postaux et les banques populaires) et la Carte verte (commercialisée par le Crédit agricole et le Crédit mutuel) a officiellement été célébré le mardi 31 juillet. Venus expliquer, en personne, les mérites de la future carte bancaire unique, les présidents des principales institutions bancaires et financières françaises ont présenté les conditions commerciales, juridiques et techniques qui doivent permettre d'aboutir à la création d'un système national interbancaire de paiement par cartes au sein d'un organisme ad hoc : le Groupement des cartes bancaires (CB).

Celui-ci a pour effet d'offrir à près de onze millions de porteurs de carte (bleue ou verte jusqu'à présent) et à trois cent mille commerçants, dont quarante mille sont d'ores et déjà équipés en terminaux de paiement (au rythme de huit cents à mille installations par mois respectivement pour l'un et l'autre réseau) un meilleur service. Il s'agit notamment d'élargir les possibilités d'utilisation de ces cartes tout en permettant aux commerçants de disposer, à l'avenir, de procédures et de matériels normalisés et compatibles.

Ces derniers pourront accepter toutes les cartes portant le logo « CB », ainsi que les cartes étrangères de marque Visa ou Eurocard-Mastercard, en utilisant qu'un seul instrument de facturation (« fe » à repasser) ou terminal point de vente). Le taux des remises versées à l'agence bancaire de leur choix pourra fluctuer dans une fourchette permettant aux membres du nouveau groupement de faire jouer

entre eux une concurrence limitée, il est vrai.

De leur côté, les particuliers qui vont procéder progressivement dès la fin de l'année à l'échange de leurs cartes actuelles contre de nouvelles (le changement de cartes devant être achevé le 31 décembre 1985) pourront également s'adresser à l'établissement de leur choix pour obtenir soit une carte de retrait interbancaire autorisant les dépansages en espèces dans plus de sept mille distributeurs automatiques de billets (à hauteur de 1 800 francs par semaine dans la plupart de ces distributeurs, soit une carte de paiement nationale offrant, en plus, le règlement chez les trois cent mille commerçants, voire l'utilisation à l'étranger, puisque celle-ci vient d'être rétablie pour les cartes à usage personnel).

A cet effet, le nouveau groupement CB sera constitué à la rentrée, mais un délai de deux ans semble nécessaire pour atteindre l'ensemble des objectifs fixés, à savoir renforcer la sécurité des porteurs et des commerçants, rationaliser et abaisser le coût des investissements et, surtout, « assurer la cohésion de la communauté bancaire et financière française vis-à-vis des réseaux de paiement internationaux ».

Cette volonté de se serrer les coudes pour passer à la seconde étape de ce moyen de paiement - la carte à mémoire - a naturellement regu l'assentiment des pouvoirs publics, et, Rte de Rivoli, on se félicite de cette union en souhaitant une « accélération du processus ». Celui-ci permettrait à la France de conserver, dans ce domaine, l'avance technique que lui donne encore la fameuse « puce » appelée à remplacer la piste magnétique, et dans laquelle l'industrie électronique française place beaucoup d'espoirs à l'exportation.

S. M.

Lisez
LE MONDE
diplomatique

AGRICULTURE

Etats-Unis : le New Deal agricole

II. - Tout le monde flotte

Dans un précédent article (*le Monde* du 1^{er} août), Jacques Grall a décrit les inquiétudes qui agitent actuellement le monde agricole américain.

Washington. - La crise touche l'ensemble des fermes américaines. La loi qui régit la politique agricole arrive à son terme. Il faut en adopter une autre. La précédente était fort coûteuse, et l'administration républicaine - Reagan ayant été élu sur un programme de réduction des dépenses publiques - s'est efforcée de réduire les prix de soutien des principales céréales et du lait. Du moins dans les premières années, en 1981 et 1982. Puis, en 1983, elle opère un virage à 180 degrés : avec un coûteux programme de gel des terres et de subventions aux agriculteurs. L'objectif : faire baisser les stocks et remonter les cours déprimés par le manque d'appétit manifesté sur les marchés solvables.

Le financement de la politique agricole américaine coûtait de 3 à 4 milliards de dollars, il y a quelques années. Le budget s'est gonflé pour atteindre 19 milliards en 1983. Dans les années à venir, les plus optimistes n'espèrent pas dépenser moins de 12 à 13 milliards de dollars par an.

Aussi élaborés qu'ils soient, les mécanismes actuels de prêts et de garantie de prix n'empêchent pas la disparition « des canards boiteux » de l'agriculture. Les Etats sont plus ou moins touchés selon leur degré de monoculture : les régions céréalières du Midwest sont beaucoup plus concernées par la crise que la Californie, premier Etat agricole par le revenu, et dont les productions sont très diversifiées (1).

Faut-il se plaindre ou se réjouir d'une nouvelle diminution du nombre des exploitations ? Posée à plusieurs reprises, la question paraît sans objet dans la mentalité américaine. Il est naturel que les fermes non rentables disparaissent. « On ne va pas s'en rendre dans un discours électoral », dit un journaliste, mais les économistes pensent que la concentration est une bonne chose. « Quant aux agriculteurs qui laissent la place à d'autres, il ne semble pas qu'ils aient des problèmes de reclassement : un paysan, il sait tout faire, il peut aller travailler à l'usine, devenir chauffeur de camion. » En outre, confirme M. Robert H. Lounsbury, secrétaire à l'Agriculture de l'Iowa, depuis 1973, « il y a de nombreux jeunes candidats à la reprise des fermes, l'avenir de la production est assuré » (2).

Certains pensent même que les facilités accordées par le gouvernement aux fermiers les ont maintenus artificiellement en activité et que leur situation financière est aujourd'hui plus difficile. Les aides elles-mêmes accentuent la concentration : le quart des exploitations fournit 88 % du produit agricole brut, reçoit 80 % des aides et perçoit la quasi-totalité du revenu net. Le système actuel est obligatoirement dispendieux : les prix doivent être attractifs, car le programme de limitation de la production est volontaire. En outre, il n'y a pas de dégressivité selon les volumes produits. Mais le plus récent pour les Etats-Unis, c'est que le soutien des prix handicape les exportations, alors même que la puissance du dollar a largement contribué à rendre certains marchés insolubles.

Fusée à quatre étages

Pris dans cette tourmente de contradictions, le secrétaire à l'Agriculture, M. John Block, a, au printemps dernier, présenté un programme en quatre points : accès au marché mondial, réduction des subventions aux exportations dans la CEE, réduction du niveau de soutien des prix, relance des aides aux pays sous-développés pour accroître le marché. En fait, seuls le premier et quatrième points de ce programme sont aujourd'hui applicables, car l'objectif de relance des exportations fait l'unanimité.

Le dispositif d'aides est une fusée à quatre étages. Premier étage : l'aide alimentaire. Le budget s'élevait à 1,5 milliard de dollars en 1983. Il a été augmenté de 150 millions en 1984 et devrait l'être d'au moins autant en 1985. Habituellement, les prêts à long terme et à bas taux d'intérêt représentent 60 % et les dons 40 %. En 1984, les deux sources d'aides étaient à égalité, du fait de l'effort réalisé en Afrique, à cause de la sécheresse.

Deuxième étage : le programme commercial de garantie de prêts. C'est l'aide à court terme, d'un montant annuel de 4,5 milliards de dollars (en 1983, 1984 et 1985).

Troisième étage : les programmes additionnels. Mélanges de crédits et de dons, ils sont utilisés au coup par coup. « Notre critère de choix, explique un fonctionnaire, c'est la

De notre envoyé spécial
JACQUES GRALL

concurrence avec un autre exportateur, quand les ventes sont subventionnées. » La concurrence s'exerce, on s'en rend compte, avec la CEE, sur le bassin méditerranéen et l'Afrique encore. C'est ce troisième étage-là qui a permis aux Etats-Unis de prendre des marchés à l'Europe en Tunisie et en Egypte (3). Le Congrès, qui n'exerce pas de contrôle sur ces transactions, a fixé à 175 millions de dollars en 1983 l'enveloppe de ces programmes. « Ce sera plus en 1985 », nous a-t-on assuré.

Le quatrième étage est encore à l'étude. Il s'agit de combler un vide entre les prêts à long terme et ceux à court terme. « Certains pays n'ont plus besoin d'aide alimentaire, mais ne sont pas capables encore d'importer totalement. En fait, ces pays ne sont pas légalement éligibles au Fonds d'aide alimentaire, car le revenu par tête dépasse la norme que nous avons fixée de 795 dollars. Avec l'aggravation de la situation mondiale, ce plafond est trop bas. » Le principe du programme à moyen terme a été adopté par le Congrès, mais il n'y a pas encore de budget. « Mais, précise-t-on à Washington, ce programme sera utilisé si les négociations sur la réduction des aides dans les pays concurrents n'aboutissent pas. Déjà certains fonds pourraient être débloqués. »

Planification féroce

Les démocrates aussi cherchent à résoudre la quadrature du cercle agricole. Le sénateur Mondale est favorable, élu du Minnesota qu'il est, au soutien du revenu pour les paysans, accompagné d'une réduction de la production, mais il ne peut encore s'engager avec précision sur ce point. Le très francophile président de la commission agricole à la Chambre des représentants, M. De la Garza, élu du Texas, refuse d'envisager des restrictions aux importations en provenance de la CEE, car la balance commerciale est favorable aux Etats-Unis (4). Le sénateur Gary Hart, quand il était candidat à la candidature, s'était avancé à parler de quotas : les prix seraient soutenus pour un certain volume de production. « Cette idée n'a aucune chance de passer aux Etats-Unis », nous a-t-on plusieurs fois assuré. Pourtant, Richard Krumme, rédacteur en chef du magazine agricole national *Successful Farming* est moins formel : « Ce sera pas forcément ce projet-là, mais un type de limitation en volume des prix de support pourrait être adopté. »

Lors de la préparation de la « plate-forme » démocrate, il était aussi fait remarquer que les Etats-Unis avaient une politique d'exportation... des excédents de produits bruts, et non pas transformés. Et l'on écrivait encore que les moyens de l'Exim bank devraient être augmentés « en attendant la fin de la surévaluation du dollar ».

Une idée nouvelle enfin se fait jour. Traditionnellement, les Etats-Unis ont été contre les accords internationaux par produits. Certains démocrates y seraient pourtant, maintenant, que l'Amérique connaît des difficultés à l'exportation, un avantage de sécurité nationale. Cette idée d'arrangements internationaux serait partagée par les républicains à la condition qu'ils n'impliquent pas un partage des marchés et qu'ils n'aboutissent pas non plus à une contraction de la demande par un relèvement des prix.

En fait, tout le monde flotte, et chacun des deux camps aimerait contraindre l'autre à dévoiler ses batteries avant novembre, ce qu'on se gardera de faire, laissant au prochain Congrès le soin de décider. En attendant, le secrétaire à l'Agriculture, M. Block, multiplie les consultations, et les parlementaires, les auditions. Comment diminuer les coûts de soutien sans trop nuire aux agriculteurs ? Fin juin, la commission économique du Congrès américain estimait que les programmes fédéraux d'adaptation de l'offre à la demande devaient être abandonnés et remplacés par des actions de soutien aux agriculteurs plus individualisées. Le rapport précisait qu'une réduction de grande ampleur de l'intervention fédérale, sous sa forme présente, pourrait forcer neuf cent mille familles à quitter leur exploitation. Comment aussi harmoniser d'un Etat à l'autre les réductions de production ? Imaginons, explique M. Lounsbury, que la législation agricole conduise à faire baisser la production de maïs dans l'Iowa et celle du coton dans le Texas : et ceux du Texas se mettront à faire du maïs. Cela demanderait une planification féroce. Impossible, car les députés et sénateurs représentent les gens de leur Etat. Quant au président de la commis-

sion agricole de la Chambre, la seule chose dont il est sûr, c'est qu'il aura « plus de cheveux blancs » quand la « farm bill 1985 » sera adoptée. Un rien désabusé, il constate : « Nous n'avons pas de politique agricole à long terme, ni de stabilité à court terme. La précédente loi, celle de 1981, a été changée trois ou quatre fois. »

La conclusion sera-t-elle celle de Richard Krumme, qui pense qu'on essaiera de réduire les coûts mais que la nouvelle loi ressemblera beaucoup à la précédente « parce que c'est facile à faire et qu'on ne sait pas quoi faire » ?

On le sait d'autant moins que tant à Washington que dans les Etats agricoles on est persuadé de la poursuite des tendances. A la bourse des matières premières de Saint-Louis (Missouri), les spécialistes pensent que la déprime du marché va durer encore trois ou quatre ans. « Les meilleurs agriculteurs tiendront le coup... ». Au département de l'Agriculture, on reconnaît qu'il n'y a pas beaucoup de mécanisme pour résoudre la crise mondiale et que la baisse de solvabilité du tiers-monde, la surproduction et la montée du protectionnisme vont durer longtemps. « Les tensions vont continuer », remarque amèrement un fonctionnaire. Robert Lounsbury constate, lui, que « dans certains Etats la reprise industrielle précède largement la reprise agricole. Par exemple en Louisiane et dans l'Ouest ». Le chômage baisse aux Etats-Unis. Un débouché pour les ex-agriculteurs ?

FIN

(1) Dans l'Iowa, premier Etat agricole pour la production de maïs et de porc, second pour le soja, 11 % des producteurs ont de gros problèmes financiers, 30 % « tournent bien », le reste survit, selon le secrétaire à l'Agriculture de l'Iowa. Les prix mondiaux des denrées ont diminué aux Etats-Unis de 0,54 % en 1983. En 1984, on notait une hausse dans vingt-quatre Etats, une baisse dans seize Etats et un maintien dans huit Etats. Au premier trimestre 1984, les prix à la ferme avaient augmenté de 8,9 % au Texas et de 9 % en Pennsylvanie ; ils avaient diminué de 11,6 % dans le Nebraska et de 10,7 % dans l'Iowa (par rapport au premier trimestre 1983).

(2) Dans l'Iowa, la moyenne d'âge des fermiers a baissé de cinquante-trois ans à quarante-neuf ans.

(3) A l'Egypte, les Etats-Unis ont vendu en janvier 1984 1 million de tonnes de farine à 136 dollars la tonne, soit le tiers du prix mondial, et en juillet de la même année 18 000 tonnes de blé et 10 000 tonnes de foinage.

(4) En 1981, le déficit de la CEE dans ses échanges agricoles avec les Etats-Unis a été de 44 milliards de francs. La Communauté absorbe 20 % des exportations agricoles des Etats-Unis. Elle est son premier client devant le Japon et les pays de l'Est.

ÉNERGIE

Les tensions
sur le marché pétrolier

« NOUS SOMMES
SUR LE FIL DU RASOIR »
DÉCLARE LE PDG DE LA GULF

L'indiscipline observée au sein des pays de l'OPEP et la chute des cours du pétrole brut et des produits sur le marché libre ont créé une atmosphère de crise sur les marchés mondiaux du pétrole, a déclaré mardi 31 juillet, M. James E. Lee, PDG de la compagnie Gulf Corp., rapporte le *Wall Street Journal*. « Je pense que nous sommes sur le fil du rasoir », s'est-il ajouté, précisant que, si la multiplication des rabais offerts par les producteurs se poursuivait, les grandes compagnies, contraintes jusqu'ici d'enlever le brut prévu dans le cadre des contrats aux prix officiels (supérieurs de 10 % aux prix du marché libre), pourraient être forcées de ne plus respecter ces contrats, provoquant des pressions encore plus importantes sur les producteurs pour abaisser leurs prix.

Suivant la baisse des prix observée sur le marché libre, trois nouvelles compagnies américaines ont réduit le 31 juillet leurs prix postés, c'est-à-dire le prix auquel elles se proposent d'acheter le brut produit aux Etats-Unis. Il s'agit de Texaco Inc., Ashland Oil et Quaker State Oil Refining Corp. Au total, jusqu'ici huit compagnies ont ainsi décidé de réajuster leurs tarifs d'achat pour tenir compte de l'évolution des cours mondiaux. Ce mouvement, guetté avec attention par tous les opérateurs, devrait, s'il se généralise, aggraver les pressions pesant sur les prix officiels, ainsi que sur le Nigeria, qui éprouve de plus en plus de difficultés à écouler son brut (*le Monde* du 1^{er} août).

FINANCES

ANCIEN PRÉSIDENT DE LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

M. Yves Le Portz succède à M. Bernard Tricot à la présidence de la COB

M. Yves Le Portz, inspecteur général des finances, ancien président de la Banque européenne d'investissement, a été nommé mercredi 1^{er} août, en conseil des ministres, président de la Commission des opérations de bourse (COB), en remplacement de M. Bernard Tricot, dont le mandat s'achevait à la

même date. Ce dernier, qui ne sollicitait pas de nouveau mandat, avait fait l'objet de la seule mesure individuelle prise la semaine précédente en conseil des ministres, visant à le réintégrer « dans son rang et à son grade » dans son corps d'origine : le Conseil d'Etat.

Les «gendarmes» de la tour Mirabeau

Deux ou trois noms - dont celui de M. Daniel Deguen, l'ancien président du Crédit commercial de France, - avaient circulé lorsqu'il s'agit de pourvoir au remplacement de M. Bernard Tricot à la présidence de la COB. Mais c'est finalement M. Yves Le Portz qui a été choisi, ses trois ans passés en tant que directeur de l'Agence de la limite d'âge de soixante-cinq ans récemment instaurée pour les hauts fonctionnaires (M. Le Portz va avoir soixante-quatre ans).

L'ancien président de la Banque européenne d'investissement devient ainsi le cinquième « grand patron » (après, successivement, MM. Pierre Chatelet, André Postel-Vinay, Jean Dommedieu de Vabre et Bernard Tricot) de cet organisme, qui, sans aller jusqu'à égaler la prestigieuse commission boursière américaine créée

au temps du New Deal du président Roosevelt, la SEC (Securities and Exchange Commission), a la prétention de faire trembler plus d'une société négligente sur les devoirs d'information de ses actionnaires, voire d'initiés. A l'espérance mercantile un peu trop développée, comme on a pu le voir récemment à propos d'une spéculation concernant l'action Thomson-CSF, on ajoute de spécialistes du marché obligataire déferés au parquet à la suite de graves irrégularités.

Chargée de surveiller les marchés financiers et les sociétés faisant appel public à l'épargne, la COB, dont le siège se trouve actuellement à la tour Mirabeau, sur les bords de Seine, a été mise en place en 1967 sous la présidence du général de Gaulle (M. Tricot était alors secrétaire général de l'Elysée), à l'initiative

de M. Michel Debré. Depuis, la Commission, qui dispose d'un personnel réduit (quatre-vingt-dix personnes actuellement) et d'un budget étié (27 millions de francs en 1983), s'est attachée, en liaison étroite avec la Chambre syndicale des agents de change et les autorités de tutelle, non seulement à exercer la mission de surveillance qui lui était confiée par les textes, mais également à élaborer un certain nombre de mesures destinées à redonner un peu de tonus à ce marché des actions françaises, qui s'en fiant pas de rétrograder - en termes de volume et de capitalisation boursière - sur l'échiquier mondial.

C'est ainsi que sous le mandat du président Tricot ont vu le jour les nouveaux produits financiers créés dans le cadre de la « loi Delors », le second marché ouvert de préférence aux PME, et, depuis l'année dernière, la possibilité de contrôler les produits divers de placement (diamonds, containers, forêts...), encore appelés « placements miracles ». Durant ces quatre années, la Commission des opérations de bourse s'est également occupée de plusieurs grands dossiers (notamment la maîtrise de Matra sur Hachette et la bataille boursière déclenchée entre Sodexho et Novotel pour le contrôle de Jacques Borel International). Mais c'est sans doute à propos de la nationalisation des établissements de crédit et des grands groupes industriels, en 1981 et en 1982, que les «gendarmes» de la tour Mirabeau ont joué un rôle d'intermédiaire efficace entre un gouvernement enclin à faire le tri entre gros et petits actionnaires, voire entre Français et étrangers, et des porteurs d'actions inquiets pour leurs indemnités, lesquelles devaient finalement dépasser toutes leurs espérances.

Considéré comme un « barreau de travail », « y compris pour ses collaborateurs », homme secret, un tantinet autoritaire, M. Tricot exerçait une surveillance scrupuleuse sur toutes les affaires, parfois sur celles qui étaient du ressort de son secrétaire général, M. Jean-Luc Lépine. Celui-ci a quitté son poste en juin dernier pour rejoindre le groupe Worms (il vient de prendre la présidence de la société Gérance parisienne privée, un établissement financier dépendant de la société MM. Worms et Co.).

Son successeur, M. Gérard de la Martinière, tout droit venu du service des études et de la coordination de la comptabilité publique, va former avec M. Le Portz un nouveau « ticket », selon l'expression électorale américaine, pour poursuivre l'œuvre entreprise par leurs prédécesseurs, et - qui sait - contribuer à ce que Paris devienne une véritable place financière.

SERGE MARTI

[Né le 30 août 1920, M. Yves Le Portz est entré à l'inspection générale des finances en 1943. Directeur adjoint du cabinet d'Henri Quevenec (ministre des finances) en 1948, il a exercé par la suite diverses fonctions dans d'autres cabinets ministériels avant d'être nommé, en 1958, directeur général des finances de l'Algérie. Entré à la présidence de la Banque européenne d'investissement en juillet 1962, il a succédé en septembre 1970 à la présidence de cet organisme, une fonction qu'il devait abandonner en mai 1984.]

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

cedis

Au 30 juin 1984, le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'est établi à 4 183 millions de francs, en augmentation de 9,80 %.

Le nouvel objectif 1984, prenant en compte des réalisations moins favorables et leur projection, a été fixé à 8 900 millions au lieu de 9 100.

Le groupe détient actuellement en portefeuille plusieurs autorisations d'ouverture d'appareils à réfrigérer et centres Maison-Jardin horizon 1985 et 1986.

La fusion CEDIS-ETOR précédée d'une offre de rachat des actions de cette dernière est confirmée à effet du 1^{er} janvier 1984.

NOMINATIONS

Les nominations individuelles suivantes devaient être annoncées à l'issue du conseil des ministres du 1^{er} août :

● M. Michel Camdessus, directeur du Trésor depuis 1982, serait nommé premier sous-gouverneur à la Banque de France, en remplacement de M. Alan Frate, qui a pris, récemment, le vice-présidence de la Banque européenne d'investissement.

● M. Jacques Weitzneger, directeur général des services étrangers à la Banque de France, serait nommé second sous-gouverneur, en remplacement de M. Gabriel Lefort, qui a atteint la limite d'âge.

● M. Daniel Lebègue, sous-directeur du Trésor, serait nommé directeur de cet organisme, en remplacement de M. Michel Camdessus.

● M. Yvon Olivier, préfet de la Haute-Loire depuis juillet 1983, serait nommé à la direction générale des impôts, en remplacement de M. Jean-Michel Bloch-Lainé, appelé, en juin dernier, à la présidence de la Banque Worms.

MONNAIES

NOUVEAU RECORD POUR LA DEVISE AMÉRICAINE : 8,95 F

Interrompue vingt-cinq heures, la hausse du dollar a repris, ce mercredi matin 1^{er} août, sur toutes les grandes places financières internationales dans des marchés assez actifs. A Paris, un nouveau record est tombé avec un cours de 8,95 F (contre 8,885 F la veille). A Francfort, le dollar a dépassé le niveau de 2,90 DM, atteint en février 1973 quand le président Nixon avait aboli les taux de change fixes. Il a valu 2,9175 DM (contre 2,8944 DM). A Zurich, enfin, le billet vert s'est échangé 2,4725 FS (contre 2,4628 FS). De Paris de cabinets, cette nouvelle flambée est due à une pénurie de dollars mais également à des rachats de vendeurs à découvert. Les professionnels s'attendent à une intervention de la Bundesbank, mais, assurent-ils, la Banque centrale allemande « n'a aucune chance de bloquer le mouvement ».

Conséquence de la hausse du dollar : For a balancé et se traduit à Londres aux alentours de 337 dollars l'once (contre 342,35 dollars mardi en fin d'après-midi).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ diff.	Rep. + ou dép.	+ ou dép.	Rep. + ou dép.	+ ou dép.	Rep. + ou dép.	+ ou dép.
SE-UL	8,9400	8,9400	- 28	+ 8	- 38	- 5	- 168	- 48
Yen	6,8789	6,8826	+ 16	+ 42	+ 25	+ 68	- 149	- 31
Yen (100)	3,6373	3,6388	+ 169	+ 181	+ 322	+ 337	+ 999	+ 1038
DM	3,4628	3,4674	+ 158	+ 178	+ 382	+ 316	+ 947	+ 981
SE-UL	2,7139	2,7139	+ 121	+ 133	+ 237	+ 248	+ 684	+ 728
FR (100)	15,1739	15,1769	- 21	+ 52	+ 39	+ 133	+ 141	+ 508
FR	3,6181	3,6197	+ 285	+ 221	+ 481	+ 428	+ 1239	+ 1286
L (1000)	4,9353	4,9353	- 147	- 122	- 288	- 246	- 977	- 872
SE-UL	12,6251	12,6387	- 106	- 94	- 185	- 87	- 226	- 115

TAUX DES EUROMONNAIES

	11 3/8	11 7/8	11 5/16	11 13/16	11 1/2	11 15/16	12	12 1/2
SE-UL	5 1/8	5 1/4	5 1/4	5 3/4	5 1/2	5 5/8	6 1/8	6 1/2
FR (100)	5 1/8	5 1/4	5 1/4	5 3/4	5 1/2	5 5/8	6 1/8	6 1/2
FR (100)	11 1/8	11 1/4	11 1/4	11 3/4	11 1/2	11 5/8	11 3/4	11 1/2
SE-UL	2 1/2	3 3/8	4 1/2	5	4 1/2	5	5 1/2	5 3/8
FR (100)	14 1/8	14 1/4	14 1/4	14 3/4	14 1/2	14 5/8	14 3/4	14 1/2
FR (100)	11 3/4	12 1/4	12 1/4	12 3/4	12 1/2	12 5/8	12 3/4	12 1/2
FR (100)	11 1/2	11 1/4	11 1/4	11 3/4	11 1/2	11 5/8	11 3/4	11 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matière par une grande banque de la place.

MARCHÉS FINA

Tableau des marchés financiers (Bourse de Paris, etc.)

Handwritten note in Arabic script: "هذا من الأصل"

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

31 juillet

Nouveau repère

En baisse de près de 1 % dès l'ouverture, le marché parisien perdait encore 0,8 % lors des dernières transactions, ramenant à 0,5 % l'avance des actions françaises depuis la dernière liquidation à 102 l'indice calculé par rapport à la fin de l'année dernière.

Comme la veille lorsque la cote a fléchissé de 0,66 % (les transactions représentèrent alors 139 millions de francs seulement sur les actions françaises cotées au marché RM, dont 13 millions de francs pour le seul titre Esso) le marché a subi le poids des ventes motivées, en partie, par les échéances mensuelles. Les mêmes raisons qui ont contribué à faire grimper le loyer de l'argent à 11 7/16 % lundi puis 12 % le lendemain.

La baisse de Wall Street lundi soir et la relative stabilité du dollar ont atténué l'attrait des valeurs transatlantiques et, du côté des actions françaises, le ton était partagé avec une prédominance des baisses dans certaines importantes : Signaux (moins 7 %), Phos Lille et Roussel Uclaf (moins 5 %), Raffinage, Matsons Phénix, Vianor, Dumez et Peugeot (moins 3 % à moins 4 %). A l'exception de Ciments français (plus 6 %), les hausses sont restées modestes. Citons cependant Seb, Bouygues, COIP, CFDE, Serag, Imatol, Motours Leroy-Somer avec des gains de 2 % à 3 %. Outre l'occasional note sur le marché des changes où le dollar est revenu de 8,8910 F à 8,8895 F en séance officielle d'un jour sur l'autre, le fait marquant aura été la nouvelle - et légère - remontée de l'or sur la scène internationale.

A Londres le métal fin s'est inscrit à 341,60 dollars l'once au premier fixing (contre 339,15 dollars la veille). Sur notre marché, le lingot a mis 300 F à son actif, à 97 300 F tandis que le napoléon cédait à 1 F, à 605 F.

A l'instar du billet vert, le dollar s'est pratiquement inchangé, à 9,67/71 F.

NEW-YORK

Modeste reprise

Malgré l'expiration de nouvelles ventes bénéficiaires, Wall Street a rétrogradé, se redressant durant la seconde partie de la séance. Retombé au moment à 1 104,90, l'indice des industrielles s'est finalement établi à 1 115,28, soit à 5,30 points au-dessus de son niveau précédent.

Le bilan de la journée a été satisfaisant. Sur 1 965 valeurs traitées, 842 ont monté, 659 ont baissé et 464 n'ont pas varié.

Le marché a surtout réagi à l'annonce d'un net vaicement des perspectives des dernières statistiques publiées par le département du commerce, il ressort que le principal indicateur avancé de l'économie a baissé de 0,9 % en juin, après avoir monté de 0,4 % le mois précédent. La menace d'une récession a donc été déjouée et en même temps celle d'une hausse déconçue des taux d'intérêt. La plupart des experts s'accordent maintenant à penser qu'une détente a désormais des chances de s'instaurer sur le front monétaire, les diverses déclarations faites à ce sujet ont calmé les appréhensions autour du « Big Board » et même favorisé un certain nombre d'initiatives.

L'augmentation de l'activité paraît en rétrograder : 84,91 millions de titres ont changé de mains contre 72,3 millions la veille.

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
ALCOA	17 1/2	17 1/2
AMER. AIR	46 3/8	46 3/8
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2

LA VIE DES SOCIÉTÉS

PARIBAS. - Cette banque a annoncé le lancement d'une première tranche de 150 millions de dollars de titres à taux fixe, à terme non déterminé, dans le cadre d'une émission globale de 200 millions. Ces titres, dont la cotation a été demandée à la Bourse de Luxembourg, ne comporteront pas de date d'échéance finale. Ils pourront être remboursés au pair, en tout ou partie, à l'initiative de la banque Paribas, à chacune des dates de paiement d'intérêt à partir de septembre 1987. Il est prévu que les intérêts soient payés mensuellement, à terme échoué, avec un taux annuel de 3,8 % au-dessus de la moyenne arithmétique des taux officiels et demandés à Londres pour des dépôts à trois mois libellés en eurodollars.

THOMSON. - Au terme de l'assemblée générale extraordinaire de la Société financière électrique de banque, la raison sociale

de cet établissement a été transformée en société de banque Thomson. Placée au service du groupe Thomson dont elle gère la trésorerie en France et à l'étranger, la Société de banque Thomson dispose depuis le 30 juin dernier de 750 millions de francs de fonds propres.

MIDELIN-GERIN. - Au titre du premier semestre 1984, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 3,16 milliards de francs, en augmentation de 12 % sur la même période du précédent exercice, le chiffre d'affaires réalisé par la société mère représentant 2,50 milliards de francs, en augmentation de 4 % sur celui du premier semestre 1983.

BSN. - Pour l'ensemble du groupe, le chiffre d'affaires consolidé des six premiers mois de 1984 a atteint 13,8 milliards de francs contre 12,3 milliards durant le même semestre de l'exercice précédent, soit une progression de 13,85 % d'une année sur l'autre, à structure et taux de change comparables. Des quatre principales divisions (boissons, produits secs, emballage et produits frais, cette dernière a enregistré la plus forte variation d'un semestre à l'autre (plus 22,44 %) mais il faut tenir compte de l'incidence de certaines sociétés situées en Amérique latine, dans des pays à forte inflation. En excluant ces sociétés, la variation est ramené, à taux de change comparable, à 12,69 % pour cette branche produits frais et à 10,50 % pour l'ensemble du groupe.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 = 29 oct. 1983)

30 juillet 31 juillet

Valeurs françaises 104,3 104,3

Valeurs étrangères 98,4 98,4

C-DES AGENTS DE CHARGE

(base 100 = 31 oct. 1983)

30 juillet 31 juillet

Indice général 159,9 159,9

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés de 1^{er} ordre 12 1/4

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen) 161,45 161,45

BOURSE DE PARIS Comptant

31 JUILLET

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture	VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture	VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture	VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
ALCOA	17 1/2	17 1/2	AMER. AIR	46 3/8	46 3/8	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2

SECONDE MARCHÉ

Hors-cote

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture	VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
ALCOA	17 1/2	17 1/2	AMER. AIR	46 3/8	46 3/8
AMER. AIR	46 3/8	46 3/8	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2

SICAV 31/7

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture	VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
ALCOA	17 1/2	17 1/2	AMER. AIR	46 3/8	46 3/8
AMER. AIR	46 3/8	46 3/8	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2

Étrangères

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture	VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
ALCOA	17 1/2	17 1/2	AMER. AIR	46 3/8	46 3/8
AMER. AIR	46 3/8	46 3/8	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2

Règlement mensuel

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture	VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
ALCOA	17 1/2	17 1/2	AMER. AIR	46 3/8	46 3/8
AMER. AIR	46 3/8	46 3/8	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2
AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2	AMER. CANTON	46 1/2	46 1/2

COTE DES CHANGES

COURS DES BILLETS AUX GUICHETS

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Or fin (en bars)

Or fin (en lingots)

Pièces françaises (20 F)

Pièces françaises (10 F)

Pièces françaises (5 F)

Pièces de 20 dollars

Pièces de 10 dollars

Pièces de 5 dollars

Pièces de 20 francs

Pièces de 10 francs

Pièces de 5 francs

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

23. PROCHE-ORIENT
- ISRAËL : les résultats définitifs des élections du 23 juillet.
3. ASIE
- INDE : des heurts entre policiers et manifestants font six morts à Srinagar.
3. AFRIQUE
4. EUROPE
- RFA : le Parlement approuve la mise en service de la centrale de Buschhaus.

POLITIQUE

6. Le référendum en question.
- La 70^e anniversaire de l'assassinat de Jean Jaurès.

JEUX OLYMPIQUES

8. Balade en computer.
9. NATATION : de l'argent pour le canoëiste Delcourt.
- BASKET : les Français démolissent.

SOCIÉTÉ

10. Une bouffée de colère estivale à Belle-Île.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

11. PORTRAIT : Michel Amic, le guitariste orthodoxe.
- 11 à 13. UNE SEMAINE AUX PORTES DE PARIS : transport en commun.
12. FESTIVAL : derniers jours à Avignon.
12. UNE SÉLECTION.
- 12-13. PROGRAMMES DES EXPOSITIONS.

ÉCONOMIE

19. CONJONCTURE : l'allègement du contrôle des changes : un premier geste de modernité.
- ÉTRANGER.
- SOCIAL.
20. AGRICULTURE - États-Unis : « Le New Deal agricole » (II), par Jacques Gué.
- FINANCES.

RADIO-TÉLÉVISION (16)

ÉTÉ (17): « Histoire d'amour », par Konk.

INFORMATIONS « SERVICES » (17)

Météorologie : Mots croisés ; Journal officiel ; Annonces classées (18) ; Carnet (18) ; Programmes des spectacles (14 à 16) ; Marchés financiers (21).

LA PROCHAINE ÉLECTION PARTIELLE DU PUY-DE-DÔME

M. Giscard d'Estaing sur les traces de Poincaré...

Invité le 5 mars 1984 de « l'heure de vérité » à Antenne 2, M. Valéry Giscard d'Estaing avait affirmé, en réponse à la question d'un téléspectateur, qu'il serait candidat aux élections législatives dans le Puy-de-Dôme « à leur échéance normale ». Aujourd'hui, une précision semble devoir s'imposer. M. Giscard d'Estaing sera sans doute candidat en 1986, mais il ne fera alors que solliciter le renouvellement d'un mandat qu'il briguera, selon toute vraisemblance, dès le mois de septembre ou d'octobre de cette année.

La démission de M. Claude Wolff, député UDF de la deuxième circonscription du Puy-de-Dôme, prévisible depuis qu'il était apparu en vingt-cinquième position sur la liste de M. Veil aux élections européennes, n'a, en effet, pas d'autre objet que de permettre, à l'occasion d'une élection législative partielle, le retour à l'Assemblée nationale de l'ancien président de la République (le Monde du 25 juillet).

Cette démission de M. Wolff a été officiellement annoncée le mardi 31 juillet par le président de séance de l'Assemblée nationale. Elle doit être notifiée au gouvernement et entraînera, dans les trois mois, une élection législative partielle.

Dans ce délai, cette élection doit avoir lieu, au plus tard, le cinquième dimanche qui suit la publication du décret convoquant les électeurs, ce qui ne donne pas à M. Giscard d'Estaing la certitude de pouvoir assister, comme il paraît le souhaiter, au débat budgétaire d'octobre.

Ainsi, un peu plus de trois ans après avoir dû quitter la présidence de la République, M. Giscard d'Estaing sollicite-t-il, pour la

deuxième fois, les suffrages des électeurs.

Sans doute estime-t-il, comme lors des élections cantonales de mars 1982, où il avait été élu conseiller général du nouveau canton de Chamalières, qu'il n'est pas inutile que la légitimité que confère le suffrage universel prenne le relais de celle que détient un ancien président de la République, élu par cette même voie du suffrage universel.

Sans doute aussi M. Giscard d'Estaing en a-t-il assez de « planer dans la stratosphère » — pour reprendre une de ses expressions, — surtout quand il constate que « les libéraux, par manque de punch, risquent d'assister en spectateurs à la victoire de leurs idées ». Or, remarquait-il récemment, à Royanmont, lors d'une réunion de son Conseil pour l'avenir de la France, « qui peut mieux mettre en œuvre les idées libérales que ceux qui les ont conçues ? » (le Monde du 22 mai).

Sans doute, enfin, M. Giscard d'Estaing — qui n'est pas hostile à l'idée d'une cohabitation entre un président de la République et une majorité parlementaire de sensibilité différente d'où serait issu le premier ministre, — se souvient-il de Raymond Poincaré, dont il évoque volontiers la « carrière ». Après avoir été président de la III^e République, celui-ci avait été élu conseiller général, puis sénateur, avant d'être appelé à la présidence du Conseil. Cette volonté de Raymond Poincaré de revenir devant les électeurs après avoir exercé la charge suprême a même été saluée par l'ancien chef de l'État comme un « exemple de dignité républicaine ».

Un cas de figure inédit

Aux termes de l'article 56 de la Constitution, M. Giscard d'Estaing, en tant qu'ancien président de la République, est membre de droit, « à vie », du Conseil constitutionnel. Mais l'article 57 précise que « les fonctions de membre du Conseil constitutionnel sont incompatibles avec celles de ministre ou de membre du Parlement ». Quant à l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1959 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel, elle dispose que « les membres du Conseil constitutionnel nommés à des fonctions gouvernementales ou élus à l'une des deux assemblées du Parlement (...) sont remplacés dans leurs fonctions ». Enfin, l'ordonnance n° 58-1282 du 13 novembre 1959 sur les obligations des membres du Conseil constitutionnel fixe : « Tout membre du Conseil constitutionnel qui entend solliciter un mandat électif doit demander sa mise en congé pour la durée de la campagne

électorale. La mise en congé est de droit. » Compte tenu du fait que les anciens présidents de la République font partie du Conseil constitutionnel « en sus des neuf membres prévus » (article 56 de la Constitution), il semble, encore que le cas de figure soit inédit sous la V^e République, que M. Giscard d'Estaing doive être mis en congé du Conseil pendant la durée de la campagne et d'office de son mandat. Il est élu, mais sans qu'il soit remplacé, et avec la faculté de revenir siéger avec les neuf « sages » à l'expiration de son mandat de député (1), si, du moins, il ne devient pas « membre du gouvernement (...) ou du Conseil économique et social », auquel cas l'incompatibilité s'applique de nouveau (ordonnance n° 58-1067).

(1) C'est l'hypothèse qu'envisageait M. Giscard d'Estaing lui-même, il y a deux ans (le Monde du 12 novembre 1982).

AU LIBAN

Les signes de détente se multiplient à Beyrouth

Beyrouth. — Le temps est au beau fixe en ce 1^{er} août à Beyrouth : sur le terrain et dans les sérails, les signes de détente se multiplient, permettant de croire que la pause sera, cette fois, un peu plus durable. Après la fin de l'été et la fin de l'année, certains hasardent maintenant à assurer que l'acalmie durera, au moins, jusqu'au printemps 1985 et — pourquoi pas ? — que la paix serait au bout du chemin. Rien n'est sûr, en fait, sinon que l'atmosphère s'améliore.

Ces dernières vingt-quatre heures auraient même été sereines sans l'affaire du détournement de l'avion d'Air France qui, à fait une escalade — pourtant énergiquement refusée — à Beyrouth dans la nuit de mardi à mercredi. On a vu à cette occasion le ministre des transports, M. Walid Joumblatt, veiller personnellement à la sécurité de ce même aéroport qu'il bombardait naguère pour y défendre « la loi et l'ordre ». Signe des temps : sur le plan strictement libanais, c'était là un indice supplémentaire d'une stabilité en voie de restauration.

Plus importante est la réouverture des voies de passage entre les deux secteurs de la capitale, dites du « Ring » et de « Sodeco ». Le centre-ville et la ligne de démarcation, transformée en une zone neutre accessible à la population mais interdite aux belligérants d'hier, sont ainsi appelés de nouveau à jouer le rôle de point de jonction entre les deux parties de la capitale. En dix ans de guerre, cela n'a été possible que

De notre correspondant

deux fois : en 1977 et en 1982. L'indication est encourageante pour tous les Beyrouthins.

Par ailleurs, M. Robert Frangié, ministre « virtuel » laissé pour compte dans le gouvernement d'union nationale, s'est rendu au palais présidentiel. Fortement mécontent, son père Sleiman avait empêché de figurer au sein du cabinet son « remplaçant », le docteur Abdallah Racy, qui se trouve pourtant être son gendre. Ayant mesuré l'appui de Damas au gouvernement d'union nationale, et ayant obtenu des résultats mitigés dans une récente bataille au Liban-Nord, M. Frangié, principal allié chrétien de la Syrie, paraît avoir décidé de revenir à une attitude conciliante. La visite de son fils au président Amine Gemayel pourrait étudier à un élargissement du cabinet.

Le transfert, ces derniers jours, des locaux de l'ambassade des États-Unis à l'intérieur de Beyrouth-Ouest, la création d'une section consulaire à Beyrouth-Est et la relève des quatre-vingt-dix « marines » chargés de la protection par des Libanais, se sont déroulés sans soulever de tollé, notamment dans les milieux politiques musulmans et progressistes qui auraient pu voir là des remises en cause du caractère réellement et complètement unitaire du Liban. À l'exception des représentations arabes, dont la plupart ont quitté le pays, et de celles des pays de l'Est, URSS comprise, qui, pour demeurer à Beyrouth-Ouest, se sont barricadées, la quasi-totalité des ambassades avaient, il est vrai, déjà précédé les États-Unis dans cette voie, pour des

raisons de sécurité et de commodité.

Un autre indice de détente vient d'être fourni par la célébration de la fête de l'armée, cette dernière étant plutôt structurée que réunifiée. Son commandement collégial, la composition multicomunitaire des éléments déployés dans le centre-ville et sur la ligne de démarcation, celle presque homogène des brigades stationnées à Beyrouth-Est comme à Beyrouth-Ouest, paraissent préfigurer les structures du Liban futur. Par un curieux paradoxe, cela relevait M. Karine Palradouni, un des dirigeants de ce mouvement, « jamais, après leur phase victorieuse, les forces libanaises (milices chrétiennes) n'ont été aussi près de voir se réaliser leur projet politique de la décentralisation (entendez, des régions autonomes) qu'elles ne le sont, après le désastre de l'automne dernier dans la bataille de la montagne ».

LUCIEN GEORGE.

« Deux personnes ont été passées par les armes, mardi 31 juillet à l'aube, par la police du Parti socialiste progressiste (PSP, druze, de M. Walid Joumblatt) à Beit-Ednine, dans la montagne libanaise, a annoncé mercredi un porte-parole du PSP.

Selon le porte-parole, qui s'est refusé à donner les noms des deux personnes, le premier a été fusillé pour avoir participé aux massacres dans les camps palestiniens de Sabra et de Chatila en septembre 1982 et le second pour avoir détourné des fonds du parti. Tous deux ont été « condamnés » par le tribunal spécial de sécurité du département judiciaire du PSP, a précisé le porte-parole. — (AFP)

Le retour de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale va sans doute susciter quelques remous au sein du groupe UDF, qui préside M. Jean-Claude Gaudin, comme en avait provoqué son entrée au bureau politique de l'UDF au début du mois d'avril 1982, ou, plus récemment, sa reprise en main des clubs Perspectives et Réalités, dont M. Jean-François Desautels a abandonné la présidence avec une spontanéité toute relative.

Les relations de l'ancien chef de l'État avec les parlementaires de l'UDF n'ont jamais été excellentes. Au lendemain de la défaite de M. Giscard d'Estaing, le groupe de l'Assemblée nationale s'était livré à des remises en cause brutales de celui qui, devenu le « battu du 10 mai », risquait, aux yeux de certains députés, de compromettre leur réélection en juin 1981. De tels propos laissent des traces. À cela s'ajoute le fait que M. Barre, depuis trois ans, a su s'attirer la sympathie de la plupart de ses collègues de l'Assemblée nationale, qui s'accommodaient assez bien du relatif éloignement de M. Giscard d'Estaing. Aujourd'hui ils se montrent prudents lorsqu'ils parlent du retour parmi eux de l'ancien président de la République : tout dépendra du comportement des uns et des autres, souligne tel ou tel député.

Ils pourraient aussi se souvenir qu'ils participèrent l'avis de ceux qui, proches de M. Giscard d'Estaing, lui avaient conseillé après le 10 mai 1981 de se tenir pendant deux ou trois ans à l'écart de la vie politique. Ce délai que l'ancien président de la République n'a jamais voulu vraiment respecter, choisissant quelquefois le « silence » mais jamais l'« absence », est aujourd'hui écoulé. M. Giscard d'Estaing s'appareille à retrouver une tribune, au terme d'une élection qui ne devrait pas présenter pour lui de difficultés, même si un candidat du Front national, M. Jean-Claude Waterlot, délégué en Auvergne, a décidé de se présenter dans cette deuxième circonscription du Puy-de-Dôme, tout comme M. Jacques Cheminade, secrétaire général du Parti ouvrier européen (POE), dont la liste avait recueilli aux élections européennes du 17 juin dernier 0,08 % des suffrages exprimés.

Le seul paradoxe, aujourd'hui, est que M. Giscard d'Estaing a plutôt tendance à garder le silence au terme de ce délai de trois ans, n'intervenant à aucun moment pour commenter les événements importants de ces dernières semaines et ne participant pas même aux réunions « extraordinaires » du bureau politique de l'UDF, qui avait pourtant à prendre des décisions importantes engageant peut-être plus sérieusement qu'il n'y paraît l'avenir de l'opposition. Il est vrai aussi que les parlementaires étaient alors en première ligne et que M. Giscard d'Estaing n'était pas encore du nombre.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

En Corse

DÉCOUVERTE PRÈS DE BASTIA D'UN IMPORTANT STOCK D'ARMES

Bastia. — Un important stock de munitions et de matériel de propagande appartenant à l'ex-Front de libération nationale de la Corse (FLNC) ont été découverts, mardi 31 juillet, dans le garage d'un immeuble de Biguglia, commune de la banlieue sud de Bastia. La police a d'autre part arrêté un membre présumé de cette organisation clandestine, Jean-Louis Andreani, vingt-six ans, manœuvre. Selon les services de police, cet homme avait déjà été mêlé à une affaire d'explosifs à la veille du voyage en Corse de M. Mitterrand, en juin 1983.

La saisie porte sur une substantielle d'obus de mortier de différents calibres, des fusées antichars, des grenades à fusil, quinze mètres de mine lente, plusieurs détonateurs et 150 mètres de cordeau détonant. La police a aussi retrouvé dans la cache un important matériel d'imprimerie, deux émetteurs-récepteurs militaires, plusieurs exemplaires du Livre blanc de l'ex-FLNC, de nombreux documents concernant l'organisation clandestine, ainsi que des affiches de l'ex-Comité des comités nationalistes (CCN), dissoute l'automne dernier par le conseil des ministres. Enfin, une voiture et deux motos, dont l'une aurait servi à un hold-up en juin dernier, ont également été découvertes dans le box, munies de fausses plaques d'immatriculation.

Depuis janvier 1983, c'est la quatrième prise importante de matériel appartenant à l'ex-FLNC réalisée par les hommes du commissaire Broussard. — (Corresp.)

Sur le vif

Jouer du couvercle

Avez-vous remarqué comme le livre de cuisine représente un bastion de la langue française ? Autant de recettes, autant de termes riches, évocateurs, qui s'enracinent dans le passé et dans le terroir. J'ai le même plaisir à lire Madame de Saint-Ange qu'à entendre parler des Canadiens français. Tout est clair, la langue est belle, et chaque mot s'adresse à mes papilles, me fait saliver. Voilà une langue qui ne m'est pas étrangère.

Quel régal de commander au poissonnier deux dames de coq ou bien deux soles : « Pouvez-vous lever les filets et réserver les parures » ; au volaitier : « En découvrant les poultes, réservez les foies ».

Avez-vous déjà foncé un moule avec une abaisse (ce n'est pas un contrepoint), jugé votre crème prête quand elle nappe la cuillère ?

Les sauces, les noms de sauce sont merveilleux. La sauce ravigote, on ne peut pas mourir avec ça ! La sauce grise, c'est gentil, un mélange de grasse et de bibiche. La sauce Robert, me bruy... Souvenez-vous, dans le

Belle au bois dormant, elle devait accompagner le petit Jour et sa sœur Aurora. La bêcheuse, pas bêcheuse, la sauce à tout faire : on dit que les cuisiniers cachent leurs erreurs là-dessous. La soupe, une hollandaise, une béarnaise... tous les pays sont évoqués.

Chaque fois que je fais sur des légumes en cocotte, je repense à une histoire, il y a longtemps, à Chérence, chez une dame dont ce n'est pas critiquer la cuisine que de dire qu'elle est plus connue pour ses romans. La voisine ayant apporté des petits pois, un quodien proposait justement une recette de jardinier. Le dîner lit la recette lentement, de sa voix inimitable où flotte un zeste d'accent parisien, conclut que c'est intéressant, mais se décide enfin. Pas à pas, on suit la recette, soigneusement, docilement, et tout à coup un cri : « Il le font après pour que ça rate ! Faire mijoter et jouer du couvercle... Jour du couvercle ! Pourquoi ? Comment ? Ils ne veulent pas le dire. »

M. GAUTHIER-VILLARS (L'Ule-Yeu).

700 hectares de pins et de garrigues détruits par le feu dans le Var. — Mille cent cinquante hommes et neuf bombardiers d'eau luttent depuis le 27 juillet contre un

important incendie qui fait rage à l'intérieur du camp militaire de Cambray (Var) et qui a déjà détruit 700 hectares de pins et de garrigues, menaçant des dépôts de munitions.

Le Monde

Six promenades d'architecture à Paris



Tirés à part et regroupés sous étui plastique, les itinéraires publiés dans le Monde aujourd'hui

- GUIMARD et l'art nouveau
- FER ET VERRE autour de la Bourse
- ATELIERS à Montparnasse
- HABITAT SOCIAL à Ménilmontant
- ARTS DÉCORATIFS à Passy et Auteuil
- AVEC L'AUTOBUS de petite ceinture

EN VENTE AU « MONDE » - 40 F

BON DE COMMANDE « PROMENADES D'ARCHITECTURE A PARIS »

NOM PRÉNOM
ADRESSE VILLE
CODE POSTAL
NOMBRE D'EXEMPLAIRE (S) x 43 F =
(40 F + 3 F frais d'expédition)

COMMANDE A FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU « MONDE », Service des ventes au numéro, 5, rue des Italiens, 75437 PARIS CEDEX 09

Hongkong la sagesse chinoise

Le monde est un village, dit-on. Mais à Hongkong, on ne se contente pas de dire cela, on le vit. C'est une ville où l'Occident et l'Orient se rencontrent, se mélangent, se créent une nouvelle culture. C'est une ville où la sagesse chinoise se manifeste à chaque pas. C'est une ville où l'on apprend à vivre.

Paris

La capitale française est une ville unique. Elle est le cœur de la France, le lieu où se jouent les destins du pays. Elle est une ville de culture, de science, de progrès. Elle est une ville où l'on apprend à vivre.

L'ouvrier

L'ouvrier est le pilier de la société. Il est celui qui crée la richesse, qui fait vivre le pays. Il est une personne digne de respect, de reconnaissance. Il est une personne qui mérite d'être écoutée.

Il est important de reconnaître le rôle de l'ouvrier dans la société. Il est important de lui offrir de meilleures conditions de travail, de lui garantir une sécurité d'emploi. Il est important de lui donner une voix.

Il est important de reconnaître le rôle de l'ouvrier dans la société. Il est important de lui offrir de meilleures conditions de travail, de lui garantir une sécurité d'emploi. Il est important de lui donner une voix.

Il est important de reconnaître le rôle de l'ouvrier dans la société. Il est important de lui offrir de meilleures conditions de travail, de lui garantir une sécurité d'emploi. Il est important de lui donner une voix.

Il est important de reconnaître le rôle de l'ouvrier dans la société. Il est important de lui offrir de meilleures conditions de travail, de lui garantir une sécurité d'emploi. Il est important de lui donner une voix.

Il est important de reconnaître le rôle de l'ouvrier dans la société. Il est important de lui offrir de meilleures conditions de travail, de lui garantir une sécurité d'emploi. Il est important de lui donner une voix.

Il est important de reconnaître le rôle de l'ouvrier dans la société. Il est important de lui offrir de meilleures conditions de travail, de lui garantir une sécurité d'emploi. Il est important de lui donner une voix.

Il est important de reconnaître le rôle de l'ouvrier dans la société. Il est important de lui offrir de meilleures conditions de travail, de lui garantir une sécurité d'emploi. Il est important de lui donner une voix.

Il est important de reconnaître le rôle de l'ouvrier dans la société. Il est important de lui offrir de meilleures conditions de travail, de lui garantir une sécurité d'emploi. Il est important de lui donner une voix.

Il est important de reconnaître le rôle de l'ouvrier dans la société. Il est important de lui offrir de meilleures conditions de travail, de lui garantir une sécurité d'emploi. Il est important de lui donner une voix.

Il est important de reconnaître le rôle de l'ouvrier dans la société. Il est important de lui offrir de meilleures conditions de travail, de lui garantir une sécurité d'emploi. Il est important de lui donner une voix.

Il est important de reconnaître le rôle de l'ouvrier dans la société. Il est important de lui offrir de meilleures conditions de travail, de lui garantir une sécurité d'emploi. Il est important de lui donner une voix.

Il est important de reconnaître le rôle de l'ouvrier dans la société. Il est important de lui offrir de meilleures conditions de travail, de lui garantir une sécurité d'emploi. Il est important de lui donner une voix.

Il est important de reconnaître le rôle de l'ouvrier dans la société. Il est important de lui offrir de meilleures conditions de travail, de lui garantir une sécurité d'emploi. Il est important de lui donner une voix.